

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 19 novembre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 19th, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernment. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion: the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House Quebec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 12520-55)

Addington Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1955, constituant en corporation: Harry Stein, comptable, Donald Kujan, étudiant et Leona Green secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un garage, un service de stationnement pour taxis et camions et un poste d'essence et d'huile, sous le nom de "Addington Service Station Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'un valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170

Letters Patent

(A.G. 12520-55)

Addington Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Harry Stein, accountant, Donald Kujan, student, and Leona Green, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a garage, a taxi parking and trucking service, a gasoline and oil supply station, under the name of "Addington Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares having a par values of $100 each and into 300 preferred shares having a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170-o

(P.G. 12403-55)

Albert Tremblay Meubles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre, 1955, constituant en corporation: Albert Tremblay, commerçant Cécile Tremblay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Tremblay, et dûment autorisée aux fins des présentes, et Nicole Tremblay, secrétaire, fille majeure, tous de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, appareils électriques et appareils de chauffage, sous le nom de "Albert Tremblay Meubles Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12403-55)

Albert Tremblay Meubles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1955, incorporating: Albert Tremblay, merchant, Cécile Tremblay, housewife, wife separate as to property of the said Albert Tremblay, and duly authorized for the purposes herein, and Nicole Tremblay, secretary, fille majeure, all of Bagotville, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, electrical and heating apparatus, under the name of "Albert Tremblay Meubles Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12430-55)

Arco Air Conditioning & Refrigeration Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Peter Abramsen, marchand, George Irwin Harris, avocat, tous deux de Montréal, et John Jacob Gotlieb, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre, installer, conditionner et réparer les appareils de climatisation et de refrigération et tous leurs accessoires et fournitures, sous le nom de "Arco Air Conditioning & Refrigeration Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(A.G. 12430-55)

Arco Air Conditioning & Refrigeration Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Peter Abramsen, merchant, George Irwin Harris, advocate, both of Montreal, and John Jacob Gotlieb, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of selling, installing, servicing, and repairing air conditioning and refrigeration units and all their accessories and attachments, under the name of "Arco Air Conditioning & Refrigeration Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12235-55)

Aroy Fashions Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Adolphe Roy, étudiant en droit, Lucien Dussault Roy, caissière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adolphe Roy, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Simon Roy, agent d'assurance, d'Armagh, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Aroy Fashions Ltd.", avec un capital total de $30,000, divisé en 500 actions communes de $50 chacune et en 100 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Armagh, district judiciaire de Montmagny.

(A.G. 12235-55)

Aroy Fashions Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September 1955, incorporating: Adolphe Roy, student at law, Lucie Dussault Roy, cashier, wife contractually separate as to property of the said Adolphe Roy, and duly authorized by him for the purposes herein, both of the city and judicial district of Quebec, and Simon Roy, insurance agent, of Armagh, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Aroy Fashions Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 500 common shares of $50 each and 100 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Armagh, judicial district of Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12565-55)

Artmis Lumber, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Lt-Colonel Jos-Léon Côté, avocat, Alma Pépin et Raymonde Trahan, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce qui consiste à exploiter la forêt et agir comme bûcherons, marchands de bois de construction et propriétaires de scierie, de moulin à planer et moulin de pulpe, sous le nom de "Artmis Lumber, Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 175 Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12540-55)

Au Carabin Limitée

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Eugène Dowhan, Jaroslaw Szklar et Alex Senyk, tous restaurateurs, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, construire et exploiter des hôtels et restaurants, sous le nom de "Au Carabin Limitée", avec un capital de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1478 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12383-55)

Beaver Asphalt Paving Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1955, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats et Lily Malouf, secrétaire, tous de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction en général, sous le nom de "Beaver Asphalt Paving Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5105 rue De Lorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12565-55)

Artmis Lumber, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1955, incorporating: Lt-Colonel Jos-Léon Côté, advocate, Alma Pépin and Raymonde Trahan, secretaries, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of loggers, lumbermen, lumber merchants and sawmill, planing-mill and pulp mill owners, under the name of "Artmis Lumber, Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 175, Grande-Allée, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12540-55)

Au Carabin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1955, incorporating: Eugene Dowhan, Jaroslaw Szklar and Alex Senyk, all restaurators, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, construct and operate hotels and restaurants, under the name of "Au Carabin Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1478 St. Catherine St., east, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12383-55)

Beaver Asphalt Paving Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1955, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, advocates, and Lily Malouf, secretary, all of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a general construction company, under the name of "Beaver Asphalt Paving Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5105 De Lorimier street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12483-55)

Benrod Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, avocats et Conseils en Loi de la Reine, de Westmount et Jonathan J. Robinson, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Benrod Investment Corp.", avec un capital-actions divisé en 300 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12798-55)

Bomba & Beaulieu, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Joseph Bomba, Bernard Beaulieu, industriels et Gérard Massy, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des garages, sous le nom de "Bomba & Beaulieu, Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12601-55)

Bornite Copper Corporation Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Normand Grimard, Gerald Ryan, avocats, de Noranda, Simone Séguin, Denise Corriveau et Graziella Guillemette, secrétaires, filles majeures, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Bornite Copper Corporation Ltd.", (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12483-55)

Benrod Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, advocates and Queen's Counsels, of Westmount, and Jonathan J. Robinson, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as an investment company, under the name of "Benrod Investment Corp.", with a capital stock divided into 300 common shares having non nominal or par value and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12798-55)

Bomba & Beaulieu, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1955, incorporating: Joseph Bomba, Bernard Beaulieu, industrialists, and Gerard Massy, accountant, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage garages, under the name of "Bomba & Beaulieu, Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Monteal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12601-55)

Bornite Copper Corporation Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Normand Grimard, Gerald Ryan, barristers, of Noranda, Simone Séguin, Denise Corriveau and Graziella Guillemette, secretaries, spinsters, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Bornite Copper Corporation Ltd.", (No Personal Lability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount

montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12189-55)

Canoram Auto Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze septembre 1955, constituant en corporation: Farkas Arpat Homonnay, agent d'affaires, Jacqueline Laurendeau, secrétaire, célibataire, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Marcel Landry, avocat, de Belœil, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Former un club d'automobilistes, avec services appropriés, et venir en aide à ses membres, sous le nom de "Canoram Auto Club Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12484-55)

Chartered Investment Inc.
(Placement Agréés Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1955, constituant en corporation: Maurice Gagné, courtier, Paul Jalbert, industriel, tous deux de Québec, et Irénée Simard, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Chartered Investment Inc. (Placements Agréés Inc.)", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12515-55)

Chibougamau Asbestos Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Arthur Quesnel, commis, Francis Joseph Dolan, comptable, Mildred Murphy, ménagère et Eleanor Hart, secrétaire, toutes deux filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais, y compris

of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12189-55)

Canoram Auto Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of September, 1955, incorporating: Farkas Arpat Homonnay, business agent, Jacqueline Laurendeau, secretary, spinster, both of the city and judicial district of Montreal, and Marcel Landry, advocate, of Belœil, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To form a club for motorists, with services adapted thereto, and to be useful to its members, under the name of "Canoram Auto Club Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12484-55)

Chartered Investment Inc.
(Placement Agréés Inc.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September 1955, incorporating: Maurice Gagné, broker, Paul Jalbert, industrialist, both of Quebec, and Irénée Simard, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Chartered Investment Inc. (Placements Agréés Inc.)", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 chares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12515-55)

Chibougamau Asbestos Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: John Austin Murphy, advocate and Queen's Counsel, Arthur Quesnel, clerk, Francis Joseph Dolan, accountant, Mildred Murphy, house-keeper, and Eleanor Hart, secretary, both unmarried women of the full age of majority, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including oil and gas lands and deposits, and

des terrains et gisements d'huile et de gaz et les négocier, sous le nom de "Chibougamau Asbestos Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12496-55)

Clairval Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Domitien Gagnon, avocat, Géard Caron, médecin, René Tremblay, hôtelier, tous trois de Kénogami, Rémi Délisle, médecin, de Jonquière, et Dollard Larouche, médecin, de Chicoutimi, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter comme spécialité un commerce d'automobiles ou de machineries neuves ou usagées, sous le nom de "Clairval Auto Ltée", avec un capital total de $75,000, divisé en 750 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11197-55)

Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1955, constituant en corporation: René Charest, ingénieur civil, André Charest, comptable, Lionel Charest, constructeur, Henri Charest, gentilhomme, tous de Montréal, et René Duranleau, c.r., avocat, de Ville des Iles Laval (Ile Bigras), tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs systèmes d'aqueduc, sous le nom de "Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune et en 1,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12865-55)

Compagnie d'Asphalte Laurentien Inc.
Laurentian Asphalt Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1955, constituant en cor-

deal with same, under the name of "Chibougamau Asbestos Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12496-55)

Clairval Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September 1955, incorporating: Domitien Gagnon, advocate, Gérard Caron, physician, René Tremblay, hotel-keeper, all three of Kenogami, Rémi Delisle, physician, of Jonquière, and Dollard Larouche, physician, of Chicoutimi, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a special line of business of dealing in motor-vehicles or new or second-hand machinery, under the name of "Clairval Auto Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 750 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11197-55)

Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September 1955, incorporating: René Charest, civil engineer, André Charest, accountant, Lionel Charest, builder, Henri Charest, gentleman, all of Montreal, and René Duranleau, Q.C., advocate, of Ville des Iles Laval (Ile Bigras), all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate one or several systems of waterworks, under the name of "Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $25 each and 1,400 preferred shares of a par value of $25 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12865-55)

Compagnie d'Asphalte Laurentien Inc.
Laurentian Asphalt Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1955, incorporating: François

poration: François Marchand, industriel, Joseph Lemay, marchand, Jean D. Léonard, financier, J.-Charles Marchand, avocat, et Marcel Lalonde, comptable, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur, sous-entrepreneur ou employé de travaux de pavage en asphalte ou tout autre composé ou préparation servant à cette fin, sous le nom de "Compagnie d'Asphalte Lautentien Inc. — Laurentian Asphalt Company Inc.", avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur au pair et en 990 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12327-55)

Concordia Shoe Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Émile Colas, Denis Favreau, avocats, et Pierrette Forest, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chaussures et d'articles en cuir et en caoutchouc, sous le nom de "Concordia Shoe Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12307-55)

Dalse Welfare Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1955, constituant sans en corporation sans capital-actions: Louis Goldstein, dessinateur, Mac Berlin, gérant général à St. Louis Bedding, Jack Kraft, marchand et Sam Cossever, gérant de ventes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entretenir, exploiter et conduire un centre social et promouvoir les intérêts de la communauté en général, sous le nom de "Dalse Welfare Club".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12567-55)

Delson Transport Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Marchand, industrialist, Joseph Lemay, merchant, Jean D. Léonard, financier, J. Charles Marchand, advocate, and Marcel Lalonde, accountant, Saint-Jérôme, judicial district of Terbonne, for the following purposes:

To carry on business as contractor, subcontractor or employee in paving work in asphalt or any other composition or preparation in use for this purpose, under the name of "Compagnie d'Asphalte Laurentien Inc. — Laurentian Asphalt Company Inc.", with a capital stock divided into 200 common shares without par value and into 990 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12327-55)

Concordia Shoe Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1955, incorporating: Émile Colas, Denis Favreau, advocates, and Pierrette Forest, secretary, of full age of majority making use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear and articles made up of rubber and leather, under the name of "Concordia Shoe Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12307-55)

Dalse Welfare Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Louis Goldstein, designer, Mac Berlin, general manager St. Louis Bedding, Jack Kraft, merchant, and Sam Cossever, sales manager, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To maintain, operate and conduct a community centre and to promote the best interests of the community generally, under the name of "Dalse Welfare Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third date of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12567-55)

Delson Transport Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1955, constituant en corporation: Bernard Lefebvre, conseil en loi de la Reine, de Montréal, Louis Freedman, conseil en loi de la Reine, de Hampstead, et Gabriel Houde, conseil en loi de la Reine, de Montréal-Sud, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport, sous le nom de "Delson Transport Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Delson Village, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170-o

(P.G. 12405-55)

Développement Bois-Joli Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Roger Leblond, Benoît Benoit, gérants, et Jacques Lafontaine, notaire, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; construire et développer lesdits immeubles, sous le nom de "Développement Bois-Joli Limitée", avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170-o

(P.G. 12323-55)

Domar Traders Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'août 1955, constituant en corporation: Moses Moscovitch, John Liberman et Irving Adessky, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme mandants pour manufacturiers, marchands et autres, sous le nom de "Domar Traders Corp.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5565 avenue Clanranald, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour d'août 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170

(P.G. 12602-55)

Dupont Provisioners Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September 1955, incorporating: Bernard Lefebvre, Queen's Counsel, of Montreal, Louis Freedman, Queen's Counsel, of Hampstead, and Gabriel Houde, Queen's Counsel, of Montreal-South, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a company, under the name of "Delson Transport Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Delson Village, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170

(A.G. 12405-55)

Développement Bois-Joli Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1955, incorporating: Roger Leblond, Benoît Benoit, managers, and Jacques Lafontaine, notary, all of the city judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in immoveables; to build and develop the said immoveables, under the name of "Développement Bois-Joli Limitée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170

(A.G. 12323-55)

Domar Traders Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of August, 1955, incorporating: Moses Moscovitch, John Liberman and Irving Adessky, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as factors for manufacturers, merchants and others, under the name of "Domar Traders Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5565 Clanranald Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170-o

(A.G. 12602-55)

Dupont Provisioners Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: Joseph Lionel Longtin, industriel, d'Outremont, Aldei Armand Martel comptable, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Jean-Marie Bonin, agronome, de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, incorporating: Joseph Lionel Longtin, industrialist, of Outremont, Aldei Armand Martel, accountant, of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Jean-Marie Bonin, agronomist, of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de machines, accessoires et appareils pour la refrigération, congélation et conservation des aliments, sous le nom de "Dupont Provisioners Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions de $10 chacune.

To manufacture and deal in machines, appliances and equipment for the refrigeration, freezing and conservation of food, under the name of "Dupont Provisioners Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 7379 rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at 7379 Lajeunesse St., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour d'octobre 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170-o

(P.G. 11393-55)

Eastern Cigarette Service Inc.

(A.G. 11393-55)

Eastern Cigarette Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1955, constituant en corporation: Laurent Lavallée, chauffeur, Ovila Mercure, rentier, et Jacques Noiseux, notaire, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1955, incorporating: Laurent Lavallée, chauffeur, Ovila Mercure, annuitant, and Jacques Noiseux, notary, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

Faire affaires comme marchand de tabac en gros, sous le nom de "Eastern Cigarette Service Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune.

To carry on business of wholesale tobacco merchants, under the name of "Eastern Cigarette Service Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170-o

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170

(P.G. 12505-55)

Fairville Development Corporation

(A.G. 12505-55)

Fairville Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch et Abraham Shuster, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch and Abraham Shuster, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Fairville Development Corporation", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

To deal in immoveable property, under the name of "Fairville Development Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41170

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41170-o

(P.G. 12504-55)

Federal Plastics Co. Ltd.

(A.G. 12504-55)

Federal Plastics Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth

du vingtième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, de Ville Mont-Royal, Solomon W. Weber, avocat, d'Outremont et Barbara Dintheer, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de plastiques, sous le nom de "Federal Plastics Co. Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12421-55)

Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Marcotte, surintendant assurance-vie, Jean Fuschino, représentant Royal Ins. Co. Ltd., tous deux de Québec, et Guy Labrecque, employé de banque, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire connaître et divulguer le jeu de "Petanque" et "Provençal" par tous moyens appropriés, sous le nom de "Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 11, des Cerisiers, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12823-55)

Futura Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1955, constituant en corporation: Wilfrid Beaudoin, commerçant, de Saint-Esprit, district judiciaire de Joliette, Claude Beaudoin, menuisier, et Marcel Hamelin, notaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Futura Construction Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 100, rue Liège, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C E. CANTIN.

---

day of September, 1955, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, of the town of Mount Royal, Solomon W. Weber, advocate, of Outremont, and Barbara Dintheer, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastics, under the name of "Federal Plastics Co. Ltd.", with a total stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12421-55)

Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October 1955, constituting as a corporation: without share capital: Roger Marcotte, superintendent of life insurance, Jean Fuschino, representative for Royal Ins. Co. Ltd., both of Quebec, and Guy Labrecque, bank clerk, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To introduce and make known the game of "Petanque" and "Provençal" by all appropriate means, under the name of "Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 11 des Cerisiers, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12823-55)

Futura Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1955, incorporating: Wilfrid Beaudoin, tradesman, of Saint-Esprit, judicial district of Joliette, Claude Beaudoin, joiner, and Marcel Hamelin, notary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Futura Construction Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each, and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 100 Liège St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12521-55)

Gagnon & Dumas Compagnie Limitée
Gagnon & Dumas Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1955, constituant en corporation: Jacques Dumas, entrepreneur, Maurice Lamontagne, notaire, tous deux de Saint-Félicien, et Yvon Gagnon, entrepreneur, de Dolbeau, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Gagnon & Dumas Compagnie Limitée — Gagnon & Dumas Company Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre, 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12572-55)

Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Marcel Mercier, comptable agréé, Réjeanne Robert, secrétaire, fille majeure, et Marcel Ducharme, comptable, tous des citée et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles et de tout ce qui peut contribuer à garnir une maison, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée", avec un capital total de $300,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12573-55)

Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Marcel Mercier, comptable agréé, Réjeanne Robert, secrétaire, fille majeure, et Marcel Ducharme, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles et de tout ce qui peut servir à garnir une maison, sous le nom de "Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée", avec un capital total de $150,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Roberval.

(A.G. 12521-55)

Gagnon & Dumas Compagnie Limitée
Gagnon & Dumas Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September, 1955, incorporating: Jacques Dumas, contractor, Maurice Lamontagne, notary, both of Saint-Félicien, and Yvon Gagnon, contractor, of Dolbeau, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors under the name of "Gagnon & Dumas Compagnie Limitée — Gagnon & Dumas Company Limited", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $100 each, and into 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12572-55)

Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1955, incorporating: Marcel Mercier, chartered accountant, Réjeanne Robert, secretary, fille majeure, and Marcel Ducharme, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and everything which may contribute to the furnishing of a house, under the name of "Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée, with a total capital stock of $300,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 2,700 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at the Town of Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12573-55)

Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1955, incorporating: Marcel Mercier, chartered accountant, Réjeanne Robert, secretary, spinster, and Marcel Ducharme, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and operate a business dealing in furniture and in anything which may be used to furnish a house, under the name of "Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and into 1,350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12684-55)

Gaudreau Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Jobin, Louis A. Trudel, comptables, et Henri Chassé, notaire, tous de Sainte-Foy, district judiciaire de Québec, pour les objets suivant :

Exercer le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Gaudreau Automobiles Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11922-55)

G. Bouchard et Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un septembre 1955, constituant en corporation: Gaston Bouchard, maître-plombier, de Longueuil, Jacques Bouchard, plombier et J.-Henri Bouchard, comptable, ces deux derniers de Montréal-Sud, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de plomberie et de système de chauffage, sous le nom de "G. Bouchard et Frères Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12568-55)

Grand Insurance Brokerage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre septembre 1955, constituant en corporation: Douglas Matthew Fisher, agent d'assurance, Douglas Hooper, agent d'immeubles et Thomas Smith, agent d'immeubles, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents, sous-agents ou courtiers aux fins de transiger les affaires d'assurances, sous le nom de "Grand Insurance Brokerage Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12684-55)

Gaudreau Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Jean-Paul Jobin, Louis A. Trudel, accountant, and Henri Chassé, notary, all of Sainte Foy, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in motor vehicles and to carry on business as garage-keepers under the name of "Gaudreau Automobiles Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11922-55)

G. Bouchard et Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1955, incorporating: Gaston Bouchard, master-plumber, of Longueuil, Jacques Bouchard, plumber and J.-Henri Bouchard accountant, the latter two of Montreal-South, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plumbing materials and in heating systems, under the name of "G. Bouchard et Frères Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal-South, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12568-55)

Grand Insurance Brokerage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1955, incorporating: Douglas Matthew Fisher, Insurance Agent, Douglas Hooper, Real Estate Agent, and Thomas Smith, real estate agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as agents, sub-agents or brokers to transact the business of insurance, under the name of "Grand Insurance Brokerage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12054-55)

Grand Prize Films (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, manufacturer ou disposer de films, sous le nom de "Grand Prize Films (Canada) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair comprenant 10 actions ordinaires et 90 actions catégorie A.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12547-55)

H. Boisse Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt septembre 1955, constituant en corporation: Gilles Y. Renaud, avocat, Éliane Paquette, comptable, et Marcelle Bélanger, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois, sous le nom de "H. Boisse Lumber Inc.", avec un capital total de $150,000, divisé en 200 actions classe A communes de $100 chacune, 500 actions classe B privilégiées de $100 chacune et en 800 actions classe C privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Léonard-de-Port-Maurice, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12101-55)

Hôpital Crawford Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1955, constituant en corporation: Adrien Dalvini Archambault, médecin, Armand-H. Viau et Jean-A. Viau, ces deux derniers comptables, tous de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un hôpital, sous le nom de "Hôpital Crawford Inc.", avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12054-55)

Grand Prize Films (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of September, 1955, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the town of Mount Royal, and Ethel Yussem, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, manufacture or dispose of films, under the name of "Grand Prize Films (Canada) Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value comprising 10 common shares and 90 Class A shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12547-55)

H. Boisse Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of September 1955, incorporating: Gilles Y. Renaud, advocate, Éliane Paquet, accountant, and Marcelle Bélanger, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in the lumber business, under the name of "H. Boisse Lumber Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 200 Class A common chares of $100 each, 500 Class B preferred shares of $100 each and 800 Class C preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Saint Léonard-de-Port-Maurice, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12101-55)

Hôpital Crawford Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September 1955, incorporating: Adrien Dalvini Archambault, physician, Armand H. Viau and Jean A. Viau, the two latter accountants, all of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a hospital, under the name of "Hôpital Crawford Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Verdun judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attoney General, this twenty-second ay of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12528-55)

Hôtel Union Ltée, Québec

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, avocats et conseils en loi de la Reine, de Québec, et Julien Chouinard, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Hôtel Union Ltée, Québec", avec un capital total de $99,000, divisé en 990 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12528-55)

Hôtel Union Ltée, Québec

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patenth ave been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September 1955, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, advocates and Queen's Counsel, of Quebec, Julien Chouinard, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes;

To carry on business as hotel-keeper, under the name of "Hôtel Union Ltée, Québec", with a total capital stock of $99,000, divided into 900 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12582-55)

H. W. McKenna Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Henry William McKenna, fleuriste, Mary W. MaKenna, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henry William McKenna, P. Desmond McKenna, fleuriste, Jules H. Bouré, comptable et Alexander Labrèque, C.R., avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec. pour les objets suivants:

Exercer le commerce général et les opérations de fleuristes, pépiniéristes grainetiers et botanistes, sous le nom de "H. W. McKenna Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(A.G. 12582-55)

H. W. McKenna Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Henry William McKenna, Florist, Mary W. McKenna, housewife, wife separate as to property of the said Henry William McKenna, P. Desmond McKenna, Florist, Jules H. Bouré, accountant, and Alexander Labrèque, Q.C., advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the general business and operations of florists, nurserymen and seed-growers and developers, under the name of "H. W. McKenna Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $100 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12497-55)

Independent Cigar Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham et Isidore Ranban Prazoff, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de tabac, cigarettes, cigares, articles de fumeurs, briquets, bonbons, ornements, bibelots, remèdes brevetés, horloges, montres, plumes et crayons, sous le nom de "Independent Cigar Store Inc.", avec un capital total de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur géneral, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(A.G. 12497-55)

Independent Cigar Store Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner and Isidore Ranban Prazoff, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tobacco, cigars, smokers sundries, cigarette lighters, candies, ornaments, trinkets, drug sundries, clocks, watches, pens and pencils, under the name of "Independent Cigar Store Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and into 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN.

41170-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12438-55)

Iverco Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, avocats et Jeannette, Desjardins, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles, outillage et accessoires, sous le nom de "Yverco Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 940 actions privilégiées, catégories A, d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées, catégories B, d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vint et unième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12491-55)

J. C. Hammond & Company, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: George Gordon Rohl, Jacques Tétreault et Robert Malcolm McInnes, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, moteurs, engins, machines, outils, accessoires et pièces, sous le nom de "J. C. Hammond & Company, Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12449-55)

J. M. Poirier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1955, constituant en corporation: Jean-Marie Poirier, manufacturier, Henri-Paul Lemay et Paul Édouard Ross, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles de ménage, produits de l'industrie textile, de l'industrie minière et de l'industrie chimique, matériaux de construction, produits d'origine animale ou végétale, sous le nom de "J. M. Poirier Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12438-55)

Iverco Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1955, incorporating: Charles H. Desjardins, Edward G. Tannage, advocates, and Jeannette Desjardins, stenographer, unmarried and of the full age of majority all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in oil equipment and accessories, under the name of "Iverco Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each, 940 Class A preferred shares of the par value of $100 each and into 1,000 Class B preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12491-55)

J. C. Hammond & Company, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: George Gordon Kohl, Jacques Tétrault and Robert Malcolm McInnes, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motors, engines, machines, tools, accessories and parts, under the name of "J. C. Hammond & Company, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of the par value of $100 each and into 5,000 preferred shares of the par value of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12449-55)

J. M. Poirier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September, 1955, incorporating: Jean-Marie Poirier, manufacturer, Henri-Paul Lemay and Paul Édouard Ross, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, fort he following purposes:

To manufacture and deal in household furniture, products of the textile industry, mining industry and chemical industry, building materials, products of animal or vegetable origin, under the name of "J. M. Poirier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $1 each and into 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12465-55)

John P. Boyle Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de septembre 1955, constituant en corporation: John Maria Cerini, C.R., avocat, de Montréal, Robert Learmont Jamieson, avocat, de Pointe Claire, et Herbert Clements Salmon, avocat de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "John P. Boyle Limited", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et 1,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4805 avenue Cumberland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 10958-55)

Jos. Sicard Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1955, constituant en corporation: Joseph Sicard, Gérard Sicard et Charles-Édouard Sicard, constructeurs, tous de Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Jos. Sicard Construction Ltée", avec un capital total de $215,000, divisé en 1,150 actions communes de $100 chacunes et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6235 boulevard Gouin, est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12548-55)

Kingswood Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre septembre 1955, constituant en corporation: André Verge, avocat, Fleurette Dussault, secrétaire, et Jean-Baptiste Delisle, agent judiciaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'objets en bois ou en métal, sous le nom de "Kingswood Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12465-55)

John P. Boyle Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: John Maria Cerini, Q.C., advocate, of Montreal, Robert Learmont Jamieson, advocate, of Pointe Claire, and Herbert Clements Salmon, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of insurance brokers, under the name of "John P. Boyle Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $5 each and into 1,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 4805 Cumberland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 10958-55)

Jos. Sicard Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1955, incorporating: Joseph Sicard, Gérard Sicard and Charles-Édouard Sicard, builders, all of Montreal-North, judicicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company under the name of "Jos. Sicard Construction Ltée", with a total capital stock of $215,000, divided into 1,150 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6235 Gouin Boulevard, East, Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12548-55)

Kingswood Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1955, incorporating: André Verge, advocate, Fleurette Dussault, secretary, and Jean-Baptiste Delisle, judicial agent, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in objects made of wood or metal under the name of "Kingswood Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 shares of $50 each.

The head office of the company will be at Pont Rouge, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12667-55)

La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq octobre 1955, constituant en corporation: Ovide Bernatchez, optométriste, Nellie Lefrançois Bernatchez, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Ovide Bernatchez et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Octavie Bernatchez, ménagère, veuve non remariée, tous de Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Construire un système communautaire de distribution de Télévision sous le nom de "La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée", avec un capital total de $15,000, divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12667-55)

La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1955, incorporating: Ovide Bernatchez, optometrist, Nellie Lefrançois Bernatchez, housewife, wife separate contractually as to property of the said Ovide Bernatchez and duly authorized by him for these presents, and Octavie Lapointe Bernatchez, housewife, unremarried widow, all of Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To build a community distribution system for television under the name of "La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée", with a total capital stock of $15,000, divided into 150 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12606-55)

Lagan-Aire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Laganière, industriel, de Ville Saint-Michel, Roger Gagnon, comptable agréé, Jean C. Bhérer, avocat, de Montréal, et Roger Pelletier, gérant d'hôtel, de Beaureparie, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de systèmes de chauffage, de ventilation et/ou d'air conditionné, sous le nom de "Lagan-Aire Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12606-55)

Lagan-Aire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October 1955, incorporating: Jean-Paul Laganière, industrialist, of the town of Saint Michel, Roger Gagnon, chartered accountant, Jean C. Bherer, advocate, of Montreal, and Roger Pelletier, hotel manager, of Beaurepaire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating, ventilation and/or air conditioning systems, under the name of "Lagan-Aire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at the town of Saint Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12331-55)

La Ligue des Propriétaires de la Ville d'Alma

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept septembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Eugène Robitaille, Zoël Gagnon, industriels, Méridé Martel, marchand, et L.-Émile Hudon, imprimeur, tous de Ville d'Alma, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Défendre et promouvoir les intérêts des propriétaires de la ville d'Alma, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Ville d'Alma".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville d'Alma, district judiciaire de Roberval.

(A.G. 12331-55)

La Ligue des Propriétaires de la Ville d'Alma

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of September 1955, constituting into a corporation without share capital: Eugène Robitaille, Zoël Gagnon, industrialists, Méridé Martel, merchant, and L.-Émile Hudon, printer, all of the town of Alma, judicial district of Roberval, for the following purposes:

Safeguard and further the interests of the property owners of the town of Alma, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Ville d'Alma".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the Company will be at the Town of Alma, judicial district of Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12639-55)

Lanshar Mortgage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Mortimer Dolman, notaire, Earl Kimmel, étudiant, et Kay Katz, secrétaire, épouse séparé de biens par contrat de mariage de William Katz, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Lanshar Mortgage Corporation", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12275-55)

La Société des Compteurs Projean Ltée
Projean Meters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par e Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1955, constituant en corporation: Philippe Projean, industriel, Mario Du Mesnil, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, et Alexandre Projean, chef, des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Acquérir un commerce de réparation de compteurs ou de tous appareils de mesurage au compteur, sous le nom de "La Société des Compteurs Projean Ltée — Projean Meters Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1833, rue Craig, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10569-55)

L'Association des Techniciens
en Industrie Laitière Incorporée
Dairy Technicians Association
Incorporated

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1955, pour constituer en corporation sans capital-actions, sous le nom de "L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated", la corporation "L'Association des Techniciens en Industrie Laitière du Québec", constituée comme telle en vertu de la Loi concernant les sociétés agricoles et laitières (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 123), par décret numéro 934, en date du 21 mars 1944, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12639-55)

Lanshar Mortgage Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1955, incorporating: Mortimer Dolman, notary, Earl Kimmel, student, and Kay Katz, secretary, wife separate as to property by marriage contract of William Katz, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lanshar Mortgage Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12275-55)

La Société des Compteurs Projean Ltée
Projean Meters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September 1955, incorporating: Philippe Projean, industrialist, Mario Du Mesnil, advocate, both of the city and judicial district of Montreal, and Alexandre Projean, chief, of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To acquire a business consisting of repairing meters or any metrage apparatus, under the name of "La Société des Compteurs Projean Ltée — Projean Meters Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1833 Craig Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 10569-55)

L'Association des Techniciens
en Industrie Laitière Incorporée
Dairy Technicians Association
Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October 1955, to incorporated as a corporation without share capital, under the name of "L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated", the corporation "L'Association des Techniciens en industrie Laitière du Québec", constituted as such under the Act respecting the Farmers' and Dairymen's Associations (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 123), by decree number 934, dated March 21, 1944, for the following purposes;

Grouper les techniciens en industrie laitière; travailler au développement de l'agriculture et, notamment, au développement des sciences et de l'industrie laitières en général, sous le nom de "L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers ou les revenus en provenant, que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Hyacinthe, au numéro 3200, rue Dessaulles, dans le district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12607-55)

Léger Drug Co. Limited
Cie Pharmaceutique Léger Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Fernand Charbonneau, Armand Thérien, pharmaciens, et Ovila Proulx, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pharmaciens, sous le nom de "Léger Drug Co. Limited — Cie Pharmaceutique Léger Limitée", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12563-55)

Les Pétroles de Valleyfield Limitée
Valleyfield Petroleum Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Eugène Poirier, gérant, Louis Latulipe, marchand, et Madeleine Poirier, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Latulipe, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pétrole sous toutes ses formes, sous le nom de "Les Pétroles de Valleyfield Limitée — Valleyfield Petroleum Limited", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 60 rue St-Isidore, Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12471-55)

Long Island Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

To group together the technicians of the dairy industry of; further the development of agriculture, more particularly, that of sciences and the dairy industry generally, under the name of "L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated".

The amount to which the value of immoveable property or revenue issuing there from which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Saint Hyacinthe, 3200 Dessaulles Street, in the judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12607-55)

Léger Drug Co. Limited
Cie Pharmaceutique Léger Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1955, incorporating: Fernand Charbonneau, Armand Thérien, pharmacists, and Ovila Proulx, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pharmacists, under the name of "Léger Drug Co. Limited — Cie Pharmaceutique Léger Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12563-55)

Les Pétroles de Valleyfield Limitée
Valleyfield Petroleum Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Eugène Poirier, manager, Louis Latulipe, merchant, and Madeleine Poirier, housewife, wife separate as to property of Louis Latulipe, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To carry on a business dealing in petrol in all its forms, under the name of "Les Pétroles de Valleyfield Limitée — Valleyfield Petroleum Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 60, St-Isidore Street, Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12471-55)

Long Island Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-troisième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Harry Feinstein, Robert Daniels, manufacturiers, Dame Edith Gerson, ménagère, épouse séparée de biens de Sydney Gerson et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Ben Ash, agent d'immeubles, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et exercer le commerce général d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Long Island Development Corporation", avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12310-55)

M. Adelson & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, de Ville Mont-Royal, Solomon W. Weber, avocats, d'Outremont et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, objets d'art, produits chimiques et de beauté et produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "M. Adelson & Son Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 11814-55)

Marigold Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de a province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de la cité de Westmount et Oscar Respitz, étudiant en droit, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre des vêtements pour dames, sous le nom de "Marigold Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

third day of September, 1955, incorporating: Harry Feinstein, Robert Daniels, manufacturers, Mrs. Edith Gerson, housewige, wife separage as to property of Sydney Gerson, and duly authorized by him for the purposes of these presents, and Ben Ash, realtor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and generally to carry on business as contractors and builders, under the name of "Long Island Development Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12310-55)

M. Adelson & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Nathan A. Levitsky, of the Town of Mount Royal, Solomon W. Weber, advocates, of Outremont, and Rose Markis, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "M. Adelson & Son Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11814-55)

Marigold Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of September, 1955, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, spinster, both of the city of Westmount, and Oscar Respitz, law student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of sale of ladies' wearing apparel, under the name of "Marigold Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(P.G. 12494-55)

M. Goldsmith and Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize septembre 1955, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, Harry Pinker, avocats et Nina Schlesinger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et leurs sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, objets d'art, produits chimiques et de beauté et produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "M. Goldsmith and Company Limited", avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12621-55)

Mistassini Trading Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Maurice Marquis, avocat, Cécile Boissonneault, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Marquis, et dument autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Jacques Dumas, industriel, tous de saint-Félicien, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs magasins généraux, sous le nom de "Mistassini Trading Ltd.", avec un capital-actions divisé en 6,000 actions sans valeur au pair ou nominale.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12343-55)

Mitchell's Pastry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Sandor Scheffer, boulanger, Edith Teifer, ménagère, épouse séparée de biens de Sandor Scheffer, tous deux de Ville St-Laurent et Milan Oxorn, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, distribuer et vendre toutes sortes de gâteaux, pâtisseries et pain, sous le nom de "Mitchell's Pastry Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

(A.G. 12494-55)

M. Goldsmith and Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of September, 1955, incorporating: Murray B. Spiegel, Harry Pinker, advocates, and Nina Schlesinger, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "M. Goldsmith and Company Limited", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,500 common shares of a par value of $10 each and into 6,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12621-55)

Mistassini Trading Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September 1955, incorporating: Maurice Marquis, advocate, Cécile Boissonneault, housewife, wife contractually separate as to property of Maurice Marquis, and duly authorized by the latter for the purposes herein, and Jacques Dumas, industrialist, all of Saint Félicien, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate one or several general stores, under the name of "Mistassini Trading Ltd.", with a share capital divided into 6,000 shares without nominal or par value.

The head office of the Company will be at Saint Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12343-55)

Mitchell's Pastry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Sandor Scheffer, Baker, Edith Teifer, housewife, wife separate as to property of Sandor Scheffer, both of the town of St. Laurent, and Milan Oxorn, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, distribute and deal in all kinds of cakes, pastries and bread, under the name of "Mitchell's Pastry Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12532-55)

Monterey Refrigeration Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Arthur Franklin Garmaise, avocat, de Montréal, Melvin Rothman, avocat, de Westmount et Rita Wise, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de réfrigérateurs et accessoires et exercer le commerce comme machinistes et fondeurs, sous le nom de "Monterey Refrigeration Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune te $1 chacune et 1,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12400-55)

Municipal Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin et Grace Feil, fille majeure, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objects suivants

Manufacturer et faire le commerce de véhicules moteurs et accessoires d'iceux, sous le nom de "Municipal Motors Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12439-55)

Néron Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Gérard Néron, entrepreneur forestier, Alcide Néron, camionneur, et Simon Duguay, comptable, tous de La Malbaie, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport, sous le nom de "Néron Transport Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 460 actions ordinaires de $100 chacune et en 140 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

The head office of the company will be at Ville St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12532-55)

Monterey Refrigeration Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1955, incorporating: Arthur Franklin Garmaise, advocate, of Montreal, Melvin Rothman, advocate, of Westmount, and Rita Wise, secretary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in refrigerators, refrigerating appliances, and to carry on the business of machinists and foundrymen, under the name of "Monterey Refrigeration Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 1,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12400-55)

Municipal Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1955, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin and Grace Feil, spinster of the full age of majority, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor cars and accessories thereof, under the name of "Municipal Motors Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN.

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12439-55)

Néron Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1955, incorporating: Gérard Néron, lumber contractor, Alcide Néron, trucker, and Simon Duguay, accountant, all of Malbaie, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To carry on the operations of a transportation company under the name of "Néron Transport Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 460 common shares of $100 each, and into 140 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12610-55)

Nettoyeurs A.B.C. Inc.
A.B.C. Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Jean Leblanc, épicier-boucher, Roger S. Gravel, chef de service, et Pierre Fortier, comptable, tous de Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs et teinturiers, sous le nom de "Nettoyeurs A.B.C. Inc. — A.B.C. Cleaners Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11891-55)

Norco Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de septembre, 1955, constituant en corporation: Norbert Feingold, marchand, Gregory Charlap, avocat, tous deux de Montréal, et Max Slapack, avocat, de Côte St-Luc, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et exercer le commerce comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Norco Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune et 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 11765-55)

North End Jewish Business Men's Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Isadore Cyrus Rubin, médecin, Louis Litner, opérateur de cinéma, et Harry Agulnik, entrepreneur général, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Former un club ou association dans un but de récréation, d'instruction et d'amusements et en vue de promouvoir des relations sociales et amicales entre ses membres, ainsi que la culture en général, sous le nom de "North End Jewish Business Men's Center Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12610-55)

Nettoyeurs A.B.C. Inc.
A.B.C. Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September 1955, incorporating: Jean Leblanc, grocer-butcher, Roger S. Gravel, chief of Branch, and Pierre Fortier, accountant, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as cleaners and dyers, under the name of "Nettoyeurs A.B.C. Inc. — A.B.C. Cleaners Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11891-55)

Norco Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued yb the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1955, incorporating: Norbert Feingold, merchant, Gregory Charlap, advocate, both of Montreal, and Max Slapack, advocate, of Cote St-Luc, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and to carry on business as general contractors and builders, under the name of "Norco Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 60 common shares of $100 each and into 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11765-55)

North End Jewish Business Men's Center Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October 1955, incorporating as a corporation without share capital: Isadore Cyrus Rubin, physician, Louis Litner, cinema operator, and Harry Agulnik, general contractor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To form a club or association for recreational, educational and amusement purposes, and with the objet of promoting social and friendly relations, as well as culture in general, under the name of "North End Jewish Business Men's Center Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est, de $10,000.

Le siège social de la corporation sera 250 rue Laurier, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12523-55)

O. Leroux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: Odessa Leroux, courtier d'immeubles, Armand Leroux et Noël Leroux, agents d'immeubles, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "O. Leroux Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 525, 3ième Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12646-55)

Parkside Gardens Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation: Damase Brissette, avocat, de Longueuil, Louis Lamontagne, avocat, et Hélène Gougeon, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Parkside Gardens Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, est, chambre 211, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12566-55)

Pearl Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Kay Katz, secrétaire, fille majeure, Mortimer Dolman, notaire et Earl Kimmel, étudiant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Pearl Realties

The amount to which the value of annual revenue issuing from immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at 250 Laurier Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12523-55)

O. Leroux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September 1955, incorporating: Odessa Leroux, real estate broker, Armand Leroux and Noël Leroux, real estate agents, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the real estate business, under the name of "O. Leroux Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 525, 3rd Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12646-55)

Parkside Gardens Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Damase Brissette, advocate, of Longueil, Louis Lamontagne, advocate and Hélène Gougeon, stenographer, spinster, and in use of her rights, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of construction work in all its forms, under the name of "Parkside Gardens Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 333, Craig, St., East, Room 211, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12566-55)

Pearl Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of September, 1955, incorporating: Kay Katz, secretary, spinster, Mortimer Dolman, notary, and Earl Kimmel, student, all of the City and judicial district of Monteral, for the following purposes:

To deal in real estate; to erect buildings and deal in building materials, under the name of "Pearl Realties Inc.", with a total capital stock

Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12562-55)

Plourde & Frères Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Alfred Plourde, Michel Plourde et Albert Plourde, industriels, de Mont-Carmel, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie forestière complète, sous le nom de "Plourde & Frères Limitée", avec un capital total de $700,000, divisé en 7,000 actions communes de $10 chacune et en 6,300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pacôme, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12527-55)

Prince Chesterfield Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux septembre 1955, constituant en corporation: Lionel Baril, manufacturier, Bernard Bélanger, comptable, et Jeanne d'Arc Caouette, secrétaire, tous de Princeville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de mobiliers, sous le nom de "Prince Chesterfield Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12533-55)

Restaurant des Sables, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf septembre 1955, constituant en corporation: Pierre Bienjonetti, Yves Royer, avocats, et Louise B. Vallée, sténographe, épouse de feu Marcel Vallée, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Restaurant des Sables, Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 60 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2006, Chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12562-55)

Plourde & Frères Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Alfred Plourde, Michel Plourde, and Albert Plourde, industrialists, of Mount-Camel, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate a complete lumbering business under the name of "Plourde & Frères Limitée", with a total capital stock of $700,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and into 6,300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pacôme, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12527-55)

Prince Chesterfield Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September 1955, incorporating: Lionel Baril, manufacturer, Bernard Bélanger, accountant, and Jeanne d'Arc Caouette, secretary, all of Princeville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To manufacture and deal in household furniture, under the name of "Prince Chesterfield Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12533-55)

Restaurant des Sables, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1955, incorporating: Pierre Bienjonetti, Yves Royer, advocates, and Louise B. Vallée, stenographer, wife of the late Marcel Vallée, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business of restaurant-keepers, under the name of "Restaurant des Sables, Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 400 common shares of $10 each, and into 60 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2006, St-Louis road, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12570-55)

Rosemount Barrel & Drum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Frank Bazso, fils, Andrew Bazso, manufacturiers, Mary Arche Bazso, épouse commune en biens de Frank Bazso, fils, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Helen Mijo Bazso, épouse commune en biens de Andrew Bazso et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de barils d'acier, barriques en bois, réservoirs d'emmagasinage et autres genres de réceptacles, sous le nom de "Rosemount Barrel & Drum Inc.", avec un capital total de $110,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12539-55)

Ross-Smith (Insulation) Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1955, constituant en corporation: Antoine Paré, de St-André est, district judiciaire de Terrebonne, Jean Thomas Vien, avocat, de Préville et Graham Gould, avocat, de Westmount, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits en verre, fibre de verre, produits d'isolation at autres matériaux de construction, sous le nom de "Ross-Smith (Insulation) Co. Ltd.", avec un capital total de $205,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12531-55)

Samuel Jacobson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Samuel Jacobson Inc.", avec un capital total de $500,000, divisé en 1,250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 250 actions privilégiées, première catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,500 actions privilégiées, seconde catégorie, d'une valeur au pair de $100 chacune.

(A.G. 12570-55)

Rosemount Barrel & Drum Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Frank Bazso, Jr., Andrew Bazso, manufacturers, Mary Arche Bazso, wife common as to property of Frank Bazso, Jr., and duly authorized by him for the purposes of these presents, and Helen Mijo Bazso, wife common as to property of Andrew Bazso, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in steel drums, wooden barrels, storage tanks and other types of containers, under the name of "Rosemount Barrel & Drum Inc.", with a total capital stock of $110,000, divided into 600 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12539-55)

Ross-Smith (Insulation) Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1955, incorporating: Antoine Paré, of St. Andrews East, judicial district of Terrebonne, Jean Thomas Vien, advocate, of Preville, and Graham Gould, advocate, of Westmount, both of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass products, fibre glass, insulation products and other building materials, under the name of "Ross-Smith (Insulation) Co. Ltd.", with a total capital stock of $205,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12531-55)

Samuel Jacobson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment company, under the name of "Samuel Jacobson Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 1,250 common shares of the par value of $100 each, 250 first preferred shares of the par value of $100 each and into 3,500 second preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12309-55)

School Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Stanley School, Harry Isaac School, mécaniciens et Edith School, ménagère, épouse séparée de biens de Harry Isaac School et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des locaux domiciliaires et commerciaux; les négocier et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "School Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12783-55)

Service d'Optique Élite Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1955, constituant en corporation: Pierre Valentine, commerçant, Paul Letellier, comptable, tous deux de Sillery, et Germaine Carbonneau, secrétaire, célibataire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de verres ophtalmiques et instruments de précision, sous le nom de "Service d'Optique Élite Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12455-55)

Silver Dollar Snack Bar Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Gerald Wolff, Irma Markus, restaurateurs, tous deux d'Outremont et Jack Ralph Bogante, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme hôtelier, restaurateur et propriétaire de salles à manger, sous le nom de "Silver Dollar Snack Bar Co.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12309-55)

School Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September, 1955, incorporating: Stanley School, Harry Isaac School, mechanics, and Edith School, housewife, wife separate as to property of Harry Isaac School, and duly authorized by him for the purposes of these presents, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build residential and commercial accommodation; to deal in same and in real estate, under the name of "School Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12783-55)

Service d'Optique Élite Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October 1955, incorporating: Pierre Valentine, merchant, Paul Letellier, accountant, both of Sillery and Germaine Carbonneau, secretary, unmarried, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in ophthalmic glasses and instruments of precision, under the name of "Service d'Optique Élite Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12455-55)

Silver Dollar Snack Bar Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of September, 1955, incorporating: Gerald Wolff, Irma Markus, restaurant keepers, both of Outremont, and Jack Ralph Bogante, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant and eating-house-keepers, under the name of "Silver Dollar Snack Bar Co.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12458-55)

Simplex Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Murray B. Spoegel, Harry Pinker, avocats et Nina Schlesinger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de ferronnerie, appareils, matériaux de constructions, accessoires de plomberie et instruments aratoires, sous le nom de "Simplex Enterprises Limited", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12608-55)

Snowdon Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1955, constituant en corporation: Charles Brownstein, Moe Moscovitch et John Liberman, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de breuvages non-alcooliques, sirops, essences, concentrés et huiles de base, entreprendre la mise en boîte et toutes sortes de conserves, sous le nom de "Snowdon Distributors Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12583-55)

Sterling Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois septembre 1955, constituant en corporation: Roger Bureau, diamantaire, des cité et district judiciaire de Montréal, Roland Hallé, comptable public, de Lévis, et Hélène LaBrie, employée de bureau, de Saint-David, ces deux derniers du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bijoux, diamants, pierres précieuses, montres, appareils électriques, meubles, accessoires domestiques et lingerie, sous le nom de "Sterling Agencies Inc.", avec un capital total de $49,900, divisé en 499 actions communes de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12458-55)

Simplex Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of September, 1955, incorporating: Murray B. Spiegel, Harry Pinker, advocates, and Nina Schlesinger, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in hardware, appliances, building supplies, plumbing supplies and farming supplies, under the name of "Simplex Enterprises Limited" with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12608-55)

Snowdon Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1955, incorporating: Charles Brownstein, Moe Moscovitch and John Liberman, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in non-alcoholic beverages, syrups, essences, concentrates and essential oils; to engage in canning and all kinds of preserving, under the name of "Snowdon Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12583-55)

Sterling Agencies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of September 1955, incorporating: Roger Bureau, diamond cutter, of the city and judicial district of Montreal, Roland Hallé, public accountant, of Levis, and Hélène LaBrie, office clerk, of Saint David, the two latter of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in jewellery, diamonds, precious stones, watches, electrical apparatus, furniture, household accessories and lingerie, under the name of "Sterling Agencies Inc.", with a total capital stock of $49,900, divided into 499 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 98A, rue Commerciale, Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12769-55)

Stoneham Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze octobre 1955, constituant en corporation: Jackie Dunn, cultivateur, Adrien Croteau, sacristain, et Guy Croteau, plombier, tous de Stoneham, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des motels et hôtels, sous le nom de "Stoneham Motel Inc.", avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stoneham, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12507-55)

Terry Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1955, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, Marcel Lajeunesse, avocats, de Montréal et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Terry Mining Corporation", (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12834-55)

The Border Curling Club Limited

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: sans capital-actions: Emerson M. Humphrey, vendeur, John M. Kirwin, garagiste, tous deux de Rock Island, George C. Morrison, employé civil, de Stanstead et Hugo La Penna, manufacturier, de Beebe Plain, tous

The head office of the company will be at 98A Commercial street, Levis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12769-55)

Stoneham Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of October, 1955, incorporating: Jackie Dunn, farmer, Adrien Croteau, sacristan, and Guy Croteau, plumber, all of Stoneham, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To operate one or more motels and hotels, under the name of "Stoneham Motel Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Stoneham, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12507-55)

Terry Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Lovell C. Carroll, Q.C., advocate, of the town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, Marcel Lajeunesse, advocates, of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Terry Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 common shares of a par value of $1 each.

The sahreholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12834-55)

The Border Curling Club Limited

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Emerson M. Humphrey, salesman, John M. Kirwin, garage owner, both of Rock Island, George C. Morrison, civil servant, of Stanstead, and Hugo La Penna, manufacturer, of Beebe Plain, all

du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Établir un club de Curling, sous le nom de "The Border Curling Club Limited".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la compagnie sera XX au village de Beebe Plain, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12506-55)

Video System Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1955, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Jack Klineberg, notaire public et Grace Feil, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils de télévision, radios, appareils électriques, unités de réfrigération et de ventilation, instruments et dispositifs servant à la musique et leurs pièces constituantes et marchandises semblables, sous le nom de "Video System Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12314-55)

Trans-Canada Urban Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de septembre 1955, constituant en corporation: James D. Raymond, professeur, de Westmount, Matus Rozanski, agent, Harry Blank, avocat, et Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; exercer des affaires comme entrepreneurs et constructeurs généraux, sous le nom de "Trans-Canada Urban Development Corp.", avec un capital total de $8,000 divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

(P.G. 12564-55)

The Towne Snack Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

of the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To establish a Curling Club, under the name of "The Border Culring Club Limited".

The amount to wheih the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at the village of Beebe Plain, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first date of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12506-55)

Video System Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1955, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Jack Klineberg, noraty public, and Grace Feil, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in television sets, radios, electrical appliances, refrigeration and ventilation units, musical instruments and systems and their component parts and kindred merchandise, under the name of "Video System Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12314-55)

Trans-Canada Urban Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of September, 1955, incorporating: James D. Raymond, professor, of Westmount, Matus Rozanski, agent, Harry Blank, advocate, and Raymonde Doyle, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; to carry on business as general contractors and builders, under the name of "Trans-Canada Urban Development Corp.", with a total capital stock of $8,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $1 each and into 4,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12564-55)

The Towne Snack Bar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de septembre 1955, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, Conrad Shatner, avocat, de Hampstead et Gloria Williams, secrétaire, fille majeure, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "The Towne Snack Bar Inc.", avec un capital total de $35,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 730 boulevard Décarie, Ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170 C. E. CANTIN.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1955, incorporating: Harry Blank, advocate, Raymonde Doyle, secretary, fille majeure, both of Montreal, Conrad Shatner, advocate of Hampstead, and Gloria Williams, secretary, fille majeure, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "The Towne Snack Bar Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 730 Decarie Blvd., Ville St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11998-55)

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize août 1955, à la compagnie "Armstrong Funeral Chapel Inc.", augmentant son capital de $40,000 à $240,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12378-55)

Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize septembre 1955, à la compagnie "Bli-Riv Uranium Corporation Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 11 mai 1955, changeant son nom en celui de "Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12093-55)

Brochet & Tremblay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf août 1955, à la compagnie "Brochet & Tremblay Ltée", augmentant son capital de $50,000 à $100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11998-55)

Armstrong Funeral Chapel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of August, 1955, to the company "Armstrong Funeral Chapel Inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $240,000: the additional capital stock being divided into 200,000 preferred shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12378-55)

Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirteenth day of September 1955, to the company "Bli-Riv Uranium Corporation Limited" (No Personal Liability), constituted as a corporation under the provision of the said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated May 11 1955, changing its name to that of "Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12093-55)

Brochet & Tremblay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August twenty-ninth, 1955, to the company "Brochet & Tremblay Ltée", increasing its capital stock from $50,000 to $100,000: the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10757-55)

Canadian Alpoint Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit août 1955, à la compagnie "Canadian Alpoint Corporation", augmentant son capital: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit août 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11696-55)

Canadian Plywoods (1955) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six septembre 1955, à la compagnie "Weldwood Plywood Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 8 août 1947, sous le nom originaire de "Canadian Plywoods Limited", et par lettres patentes supplémentaires en date du 26 janvier 1951, et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 12 novembre 1954, changeant ledit nom originaire en celui de "Weldwood Plywood Limited", changeant de nouveau le nom de la compagnie en celui de "Canadian Plywoods (1955) Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12395-55)

Chez Butch Bouchard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux septembre 1955, à la compagnie "Au Quai d'Orsay Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 octobre 1944, changeant son nom en celui de "Chez Butch Bouchard Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le deux septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12263-55)

Collegiate Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six août 1955, à la compagnie "Collegiate Manufacturing Inc.", augmentant son capital de $120,000 à $220,000: le

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 10757-55)

Canadian Alpoint Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issue by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighteenth day of August 1955, to the company "Canadian Alpoint Corporation", increasing its capital: the additional share capital being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11696-55)

Canadian Plywoods (1955) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of September 1955, to the company "Weldwood Plywood Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated August 8th, 1947, under the original name of "Canadian Plywoods Limited", and by supplementary letters patent dated January 26th, 1951, and by additional supplementary letters patent date november 12th, 1954, changing the said original name into that of "Weldwood Plywood Limited", again changing the company's name to that of "Canadian Plywoods (1955) Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12395-55)

Chez Butch Bouchard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September second, 1955, to the company "Au Quai d'Orsay Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 4th, 1944, changing its name into that of "Chez Butch Bouchard Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this second day of September 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12263-55)

Collegiate Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August twenty-six, 1955, to the company "Collegiate Manufacturing Inc.", increasing its capital stock from $120,000 to $220,000: the

capital-actions additionnel étant divisé en 1000 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12468-55)

Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize septembre 1955, à la compagnie "Quebec Yellowknife Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 18 août 1944, 1° réduisant son capital de $3,000,000 à $750,000: le capital-actions annulé étant divisé en 2,250,000 actions de $1; 2° augmentant le capital ainsi réduit de $750,000 à $4,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,250,000 actions de $1; 3° changeant son nom en celui de "Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd." (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le seize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12292-55)

Current Events Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un août 1955, à la compagnie "Current Events Limited", modifiant ses lettres patentes antérieures en remplaçant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12348-55)

Custom Built Homes Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept septembre 1955, à la compagnie "Custom Built Homes Corporation", réduisant son capital: le capital-actions annulé étant divisé en 490 actions communes sans valeur au pair et en 851 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12357-55)

Diamond Watch Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf septembre

additional capital stock being divided into 1000 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12468-55)

Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of September 1955, to the company "Quebec Yellowknife Gold Mines Limited" (No Personal Liability), constituted as a corporation under said Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated August 18th, 1944, 1. decreasing its capital from the sum of $3,000,000 to $750,000: the cancelled share capital being divided into 2,250,000 shares of $1; 2. increasing the capital thus decreased from the sum of $750,000 to $4,000,000: the additional share capital being divided into 3,250,000 shares of $1; 3. changing the company's name to that of "Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12292-55)

Current Events Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August thirty-first, 1955, to the company "Current Events Limited", amending its previous letters patent by replacing the privileges and restrictions attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12348-55)

Custom Built Homes Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twenty-seventh, 1955, to the company "Custom Built Homes Corporation", reducing its capital stock: the cancelled capital stock being divided into 490 common shares of no par value and into 851 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12357-55)

Diamond Watch Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September nineteenth 1955, to the company

1955, à la compagnie "Diamond Watch Co." étendant ses pouvoirs de la manière prévue dans la résolution adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12282-55)

Fremco Lingerie Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un août 1955, à la compagnie "Fremco Textile Sales Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 14 mars 1953, changeant son nom en celui de "Fremco Lingerie Co. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12185-55)

Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six septembre 1955, à la compagnie "Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée", augmentant son capital de $20,000 à $70,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12495-55)

Gaspé Metals Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze septembre 1955, à la compagnie "Gaspé Metals Limited" (No Personal Liability), modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du huit juillet 1954 de la manière énoncée dans ler èglement adopté à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10788-55)

Giffard Builders' Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze septembre 1955, à la compagnie "River-Side Homes Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 18 mars 1955, changeant son nom en celui de "Giffard Builders' Supply Inc.".

"Diamond Watch Co.", extending its powers in the manner as provided for in the resolution adopted for this purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this ineteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12282-55)

Fremco Lingerie Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of August, 1955, to the company "Fremco Textile Sales Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 14th, 1953, changing its name into that of "Fremco Lingerie Co. Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12185-55)

Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixth day of September 1955, to the company "Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée", increasing its capital from the sum of $20,000 to $70,000: the additional share capital being divided into 50,000 preferred shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 12495-55)

Gaspé Metals Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, dated the fifteenth day of September 1955, to the company "Gaspé Metals Limited" (No Personal Liability), modifying the provisions of its supplementary letters patent of July eighth 1954, in the manner set forth in the by-law adopted for said purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 10788-55)

Giffard Builders' Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of September 1955, to the company "River-Side Homes Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 18th, 1955, changing its name to that of "Giffard Builders' Supply Inc.".

Daté du bureau du Procureur général, le quinze septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10040-54)

J. L. Hodgins Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept août 1955, à la compagnie "J. L. Hodgins Company Limited", 1° réduisant son capital de $40,000 à $10,000: le capital-actions annulé étant divisé en 3,000 actions communes de $10; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $10,000 à $140,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 action privilégiées de $1 et en 3,000 actions communes de $10; 3° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11312-55)

La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre septembre 1955, à "La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée", *a*) réduisant son capital de $20,000 à $3,000: le capital-actions annulé étant divisé en 170 actions communes de $100; *b*) subdivisant les 30 actions communes de $100 en 3,000 actions ordinaires de $1; *c*) augmentant le capital de la compagnie de $3,000 à $215,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 12,000 actions ordinaires de $1 et en 40,000 actions privilégiées de $5.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11156-55)

New Royran Copper Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente août 1955, à la compagnie "Royran Gold Fields Ltd." (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 16 mars 1945, et par lettres patentes supplémentaires en date du 11 mai 1955, 1. réduisant son capital de $5,000,000 à $2,584,994: le capital-actions annulé étant divisé en 2,415,006 actions communes de $1; 2. augmentant son capital ainsi réduit de $2,584,994 à $5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,415,006 actions communes de $1; 3. changeant le nom de la compagnie en celui de "New Royran Copper Mines Ltd." (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1955.

L'Assistant-procureur général,

41170-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of September 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 10040-54)

J. L. Hodgins Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of August 1955, to the company "J. L. Hodgins Company Limited", 1. decreasing the company's capital from the sum of $40,000 to $10,000: the cancelled share capital being divided into 3,000 common shares of $10; 2. increasing its capital thus decreased from the sum of $10,000 to $140,000: the additional share capital stock being divided into 100,000 preferred shares of $1 and 3,000 common shares of $10; 3. exterding its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.C. 11312-55)

La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twenty-fourth, 1955, to "La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée", *a*) reducing its capital stock from $20,000 to $3,000, the cancelled capital stock being divided into 170 common shares of $100; *b*) subdividing the 30 common shares of $100 into 3,000 common shares of $1; *c*) increasing the capital stock of the company from $3,000 to $215,000: the additional capital stock being divided into 12,000 common chares of $1 and into 40,000 preferred shares of $5.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11156-55)

New Royran Copper Mines Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under, the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of August 1955, to the company "Royran Gold Fields Ltd." (No Personal Liability), constituted as a corporation under said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated March 16th, 1945, and by supplementary letters patent dated May 11th, 1955, 1. decreasing its capital from the sum of $5,000,000 to $2,584, 994: the cancelled share capital bein divided into 2,415,006 common shares of $1 each; 2. increasing its capital thus decreased from the sum of $2,584,994, to $5,000,000: the additional share capital being divided into 2,415,006 common shares of $1; 3. changing the name of the company to that of "New Royran Copper Mines Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1955.

C. E. CANTIN,

41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12638-55)

New West Amulet Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier octobre 1955, à la compagnie "West Amulet Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 28 août 1944, 1° réduisant son capital de $5,000,000 à $2,746,298: le capital-actions annulé étant divisé en 2,253,702 actions de $1; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $2,746,298 à $5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,253,702 actions de $1; 3° changeant son nom en celui de "New West Amulet Mines Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12638-55)

New West Amulet Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of October 1955, to the company "West Amulet Mines Limited" (No Personal Liability), constituted as a corporation under said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated August 28th, 1944, 1. decreasing its capital from the sum of $5,000,000 to $2,746,-298: the cancelled share capital being divided into 2,253,702 shares of $1; 2. increasing its capital thus decreased from the sum of $2,746,-298 to $5,000,000: the additional share capital being divided into 2,253,702 shares of $1; 3. changing the company's name to that of "New Amulet Mines Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12559-55)

Obalski (1945) Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre septembre 1955, à la compagnie "Obalski (1945) Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital de $3,500,000 à $5,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500,000 actions de $1.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12559-55)

Obalski (1945) Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of September 1955, to the company "Obalski (1945) Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from the sum of $3,500,000 to $5,000,000: the additional share capital being divided into 1,500,000 shares of $1.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12114-54)

Richard Veillet, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six septembre 1955, changeant le nom de "La Cie de Construction Robert Cloutier Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 mai 1950, en celui de "Richard Veillet, Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12114-54)

Richard Veillet, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twenty-sixth, 1955, changing the name of "La Cie de Construction Robert Cloutier Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 22nd, 1950, into that of "Richard Veillet, Ltée".

Dated at the office of the Atorney General, this twenty-sixth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(P.G. 12434-55)

Saguenay Television Service Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf septembre 1955, à la compagnie "Kénogami Television Service Company Limited", constituée en corporation en

(A.G. 12434-55)

Saguenay Television Service Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September ninth, 1955, to the company "Kénogami Television Service Company Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec

vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres -atentes en date du 12 juillet 1955, changeant son nom en celui de "Saguenay Television Service Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le neuf septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11606-55)

Valleyfield Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du treize septembre 1955, à la compagnie "Valleyfield Golf and Country Club Inc.", augmentant son capital de $40,000 à à $80,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le treize septembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

Companies' Act, by letters patent dated July 12th, 1955, changing its name into that of "Saguenay Television Service Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11606-55)

Valleyfield Golf and Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September thirteenth, 1955, to the company "Valleyfield Golf and Country Club Inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $80,000: the additional capital stock being divided into 400 shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of September, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General

Demandes à la Législature

Avis public est présentement donné que la Ville de Dorval, dans la circonscription électorale de Jacques-Cartier, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi érigeant la ville en cité, autorisant la création d'un bureau de révision des évaluations, accordant le pouvoir d'obliger les propriétaires de transports en commun à assurer, ratifiant un règlement de zonage, modifiant les cas de permis de construction, réglementant la garde des animaux, augmentant le fonds de roulement, constituant un rôle d'évaluation supplémentaire, autorisant le remboursement aux maire et conseillers de leurs frais de représentation, autorisant la règlementation des maisons insalubres, annexant la municipalité de la Côte-de-Liesse et abrogeant les règlements antérieurs de St-Joachim de Pointe-Claire.

Montréal, 19 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
40971-43-4-o GUY PAGER.

Avis public est par les présentes donné que MM. Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, c.r., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, Oscar Rubinstein et autres, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une Loi incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir membres, en corporation sous le nom de "Jewish Convalescent Centre", avec les droits et pouvoirs d'établir et opérer une ou des maisons de convalescence pour y recevoir et traiter les convalescents sans distinction de race ou de croyance, d'établir et organiser un dispensaire, de solliciter et recevoir des fonds, acquérir des meubles et immeubles, lea administrer et les vendre, les hypothéquer, les aliéner ou en disposer, et exercer les pouvoirs ordinairement exercés par les corporations semblables, et pour toutes autres fins.

L'avocat des pétitionnaires.
41048-43-4-o FRANCIS FAUTEUX, C.R.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that the Town of Dorval, in the constituency of Jacques Cartier, will petition the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act erecting the town to a city, authorizing a Board of Revision of Valuations, empowering the municipality to oblige the taxi owners to take insurance, ratifying a zoning by-law, amending the cases of building permits, regulating the keeping of animals, increasing the working fund, creating au supplementary valuation roll, authorizing the payment to the mayor and councillors of their travelling expenses, authorizing the regulation of insalubrious houses, annexing the municipality of Cote-de-Liesse and repealing all by-laws of St. Joachim-de-Pointe-Claire.

Montreal, October 19th, 1955.

GUY PAGER,
40971-43-4-o Attorney for the petitioner.

Public notice is hereby given that Messrs Samuel Berenbaum, Lyon W. Jacobs, Q.C., Hirsh Rubenstein, Allan Ikeman, Frank Ackermann, and Oscar Rubinstein, and others, all of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next sitting, for the passing on an Act incorporating them and such others as may heraefter become members, into a corporation under the name of "Jewish Convalescent Centre" with the right and power to establish and operate a convalescent home or homes for the reception and treatment of convalescents without distinction as to race or creed, to establish and conduct a dispensary, to solicit and receive funds, to acquire real and personal property, administer same and sell, hypothecate, alienate and dispose of same, exercise the powers ordinarily exercised by such corporations, and for other purposes.

FRANCIS FAUTEUX, Q.C.,
41048-43-4-o Attorney for petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de La Tuque, dans le comté de Laviolette, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec pour demander une loi aux fins de ratifier une resolution adoptée par lesdits Commissaires le 22 octobre 1955, ladite résolution pourvoyant à ce que l'évaluation des biens immobiliers de St-Maurice Power Corporation dans leur municipalité soit haussée pour tenir compte de la pose d'une nouvelle unité à l'usine hydro-électrique de ladite Compagnie et à ce que ladite évaluation soit en force jusqu'au 1er juillet 1960.

La Tuque, le 24 octobre 1956.

Le Président,
LUCIEN RINGUET.
Le Secrétaire,
ALPHONDOR ROY.

40974-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the town of La Tuque, in the county of Laviolette, will apply to the Quebec Legislature, requesting a law in order to ratify a resolution adopted by the said Commissioners, dated October 22nd 1955, the said resolution to provide a raise in the appraisal of real estate of the St. Maurice Power Corporation in their municipality, due to the installation of a new unit at their hydro-electric plant, and that this said appraisal be in force until July 1st 1960.

La Tuque, October 24th, 1955.

LUCIEN RINGUET,
President.
ALPHONDOR ROY,
Secretary.

40974-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Préville s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa Charte aux fins suivantes:

a) décréter l'annexion à la Ville de certains lots de terre faisant partie de la Municipalité de la Paroisse de Laprairie de la Madeleine;

b) autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infractions aux règlements de la circulation;

c) autoriser certaines modifications au règlement de zonage par simple règlement;

et autres fins accessoires.

Montréal, le 19 octobre 1955.

Le Procureur de la Ville de Préville,
ÉMILIEN BRAIS.

40976-43-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Préville will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain amendments to its Charter for the following purposes:

a) to enact the annexation to the Town of certain lots of land forming part of the Municipality of the Parish of Laprairie de la Madeleine;

b) to authorize the collection of fines on sommation tickets in the case of infractions against traffic regulations;

c) to authorize certain modifications to the zoning by-law by a simple by-law;

and other accessory purposes.

Montreal, October 19, 1955.

ÉMILIEN BRAIS,
Attorney for the Town of Préville.

40976-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que Pierrette Dufresne, fille majeure des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, la passation d'une loi relative au testament de feu Romulus Dufresne, de son vivant industriel des cité et district de Montréal à fin d'augmenter la pension mensuelle à laquelle elle a droit en vertu de ce testament.

Montréal, le 19 octobre, 1955.

Le Procureur de la requérante,
GASTON POULIOT, C.R.

40977-43-4-o

Public notice is hereby given that Pierrette Dufresne, spinster of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act concerning the will of the late Romulus Dufresne, in his lifetime industrialist of the City and District of Montreal, for the purpose of increasing the monthly alimony to which she is entitled in virtue of such will.

Montreal, October 19, 1955.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for Petitioner.

40977-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Joseph Claude Vézina, médecin, de la cité et du district de Québec s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Joseph Claude Paradis.

Québec, le 26 septembre 1955.

Le Procureur du pétitionnaire,
MICHEL LEMIEUX.

40978-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the petitioner, Joseph Claude Vézina, physician of the city and district of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act changing his name to that of Joseph Claude Paradis.

Quebec, September 26th, 1955.

MICHEL LEMIEUX,
Attorney for the Petitioner.

40978-43-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

Public notice is hereby given that the city of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, to obtain the passing of a law on the following matters:

1° Acquérir des immeubles pour fins industrielles, jusqu'à un maximum total de $200,000.00; et vendre ou louer en tout ou en partie lesdits immeubles;

2° Contracter par règlement un emprunt au total de $150,000.00 pour installation d'une conduite d'eau spéciale et la construction d'un canal d'égout pour desservir Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited et les propriétaires environnants;

3° Fixer le domicile des échevins en tout temps dans le quartier où ils désirent se faire élire ou qu'ils représentent;

4° Établir de 1957 à 1962, à 50% de l'évaluation municipale le montant des taxes payables par Davison Chemical Company Ltd. et National Silicates Limited et à 75% de l'évaluation municipale, de 1962 à 1967, pour fins municipales et scolaires;

5° Exempter du paiement des répartitions, pour trois ans, les propriétaires d'une rue projetée traversant les lots Nos. 75, 78 et 79 du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile, partie des limites de la cité;

6° Valider à toutes fins que de droit le règlement N° 491 de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

7° Accorder, par résolution du conseil, des frais annuels de représentation de $600.00 aux échevins et de $3,000.00 au maire, à compter du 1er janvier 1956;

8° Décider la possession préalable des immeubles expropriés, à certaines conditions;

9° Décréter la propriété à la cité, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public, dans les limites de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

10° Règlementer l'exploitation de cours de triage de camions;

11° Emprunter annuellement pour le coût total des travaux d'aqueduc, d'égouts, pavages ou trottoirs, exécutés en vertu du système de répartitions;

12° Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

40979-43-4-o MAURICE PERRON.

---

1. Acquire immoveables for industrial purposes up to a total maximum of $200,000.00; and sell or rent, in whole or in part, the said immoveables;

2. Contract by regulation a loan in the total amount of $150,000.00, for the installation of a special water pipe-line, sewer drain-pipe to service Davison Chemical Company Ltd., National Silicates Limited and neighbouring proprietors;

3. Fix, at all times, the domicile of aldermen in the ward where they wish to be elected or wish to represent;

4. Establish, from 1957 to 1962, at 50% of the municipal valuation, the amount of taxes payable by Davison Chemical Company Ltd., and National Silicates Limited, and at 75% of the municipal valuation, from 1962 to 1967, for municipal and schooling purposes;

5. Exempt from paying apportionments, for three years, the proprietors of a proposed street crossing lots Nos. 75, 78 and 79 of the cadastre of the parish of St. Cecile, part of the city limits;

6. Validate for all legal purposes, by-law No 491 of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

7. Grant, per resolution of the Council, annual representation costs in the amount of $600.00 to the aldermen and $3,000.00 to the mayor, from and after January 1st., 1956;

8. Establish previous possession of expropriated immoveables, on certain conditions;

9. Enact as the property of the city, on certain conditions, the streets, lanes, public roads, places and sidewalks presently open to the public, within the limits of the city of Salaberry-de-Valleyfield;

10. Bring under regulation the operating of truck terminals;

11. Borrow annually for the total cost of operations re waterworks, sewers, paving or sidewalks, carried out in accordance with an apportioning system;

12. And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, October 21st, 1955

MAURICE PERRON,

40979-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1) Pour modifier la date de la mise en nomination des candidats à une élection;

2) Pour obliger les propriétaires de maisons ou logements à placer deux portes de sortie extérieure;

3) Pour défendre la construction de maisons si les services municipaux ne sont pas installés;

4) Pour interrompre la circulation dans les rues, et enlever les véhicules stationnés;

5) Pour défendre la garde d'animaux dans les limites de la Ville;

6) Pour autoriser le paiement de délégations et réceptions;

7) Pour modifier le taux des permis ou taxes de commerce;

Victoriaville, le 22 octobre 1955.

Les Procureurs de la Réquérante,

40980-43-4-o LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ.

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending its charter for the following purposes:

1) Modify the date of nomination of candidates in an election;

2) Oblige proprietors of houses or tenements to place two exit doors, outside;

3) Forbid the building of houses if municipal utilities are not installed;

4) To suspend traffic in streets and remove vehicles stationed thereon;

5) Forbid the keeping of animals within the limits of the Town;

6) Authorize disbursements for delegations and receptions;

7) Modify the rate of business permits or taxes;

Victoriaville, October 22nd, 1955.

LACOURCIÈRE & LALIBERTÉ,

40980-43-4 Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, un corps politique municipal incorporé suivant la loi, ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté

Public notice is hereby given that the City of Saint Jérôme, a municipal body politic incorporated in accordance with the law, having its head office in the City of Saint Jérôme, in the

de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir des pouvoirs additionnels: pour que la publication des avis publics soit en français ou en français et en anglais, ainsi que les bulletins de vote pour les élections et pour les référendums, pour changer par règlement approuvé par le Ministre des Affaires Municipales les arrondissements ou zones d'un règlement de construction, pour fixer l'endroit, le temps pour la construction des égouts privés, pour règlementer ou défendre les jeux de boules (pin-ball machines), pour fixer l'endroit où les trottoirs doivent être construits, pour décréter la fermeture des endroits de commerce une demi journée par semaine et certains jours, pour exempter la taxation des machineries dans les usines, pour faire payer la taxe de vente sur l'huile à chauffage, pour réglementer, limiter les restaurants, buffets, comptoirs, pour accorder une pension aux échevins qui auront été en fonctions pendant au moins 12 ans, pour assimiler aux taxes tout montant payé par la cité et par le gouvernement pour fins d'assistance publique, pour permettre à un membre du conseil de retirer une commission sur prime d'assurance payée par la cité sans encourir déqualification."

Saint-Jérôme, ce 21 octobre 1955.

Les Avocats de la cité de Saint-Jérôme,
DE MARTIGNY &
40981-43-4-o MARCHESSAULT.

County of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain additional powers: so that the publication of public notices shall be in French or in French and English, including ballots for elections and referendums, to change by means of a by-law, approved by the Minister of Municipal Affairs, the wards or zones of a building regulation, fix the locality and time for the building of private sewers, to bring under regulation or forbid pin-ball games (pin-ball machines), to fix the locality where sidewalks shall be built, to enact the closing of places of business one half day a week and on certain days, to exempt from taxation the machinery in plants, to enforce the payment of the sales tax on heating fuel, to bring under regulation and limit restaurants, buffets, lunch-counters, to grant a pension to aldermen who have been in office at least 12 years, to include in the taxes any amount paid out by the City and Government for public welfare purposes, to allow a member of the Council to draw a commission on an insurance policy paid by the City without being disqualified."

Saint Jérôme, this October 21st., 1955.

DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT,
40981-43-4 Attorneys for the City of Saint Jérôme

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Luc Prud'Homme sénior, gentilhomme, du village de Côte St-Luc, Luc Prud'Homme junior, cultivateur, du même lieu, Dame Juliette Prud'Homme, de la cité de Montréal, veuve d'Alphonse Cardinal en son vivant gentilhomme de la cité de Montréal, Dame Marie Prud'Homme, épouse contractuellement separée de biens de Lucien de Repentigny, jardinier, de la ville de Montreal-West, de ce dernier dûment autorisée, Dame Antoinette Prud'Homme, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel de Repentigny, employé civil de la Ville de St-Laurent, de ce dernier dûment autorisée, Hector Prud'Homme, médecin, de la cité de Montréal, et ledit Lucien de Repentigny en sa qualité d'administrateur et d'exécuteur testamentaire de la succession de Joseph Prud'Homme, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, la passation d'une loi spéciale aux fins de faire confirmer leur droit de vendre et autrement aliéner la propriété immobilière composée de diverses parties du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quatre-vingt-quinze (95) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal avec les bâtisses dessus érigées, ladite propriété immobilière plus amplement décrite dans l'acte de vente consenti à Saul Kaplan et Norman Holdings Corporation par les requérants devant Me Barnet Buckman, notaire, le 29 décembre 1952, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le N° 992,430, de faire disparaître tous doutes qui pourraient exister quant au droit des requérants de vendre et aliéner définitivement le susdite propriété immobilière, de confirmer, ratifier, valider et déclarer définitive l'aliénation de la susdite propriété immobilière par les requérants par et en vertu de l'acte de vente précité et autres fins nécessaires ou utiles.

Montréal, 24 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40986-43-4-o JACQUES DUSSAULT, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Luc Prud'Homme senior, gentleman of the village of Cote St. Luc, Luc Prud'Homme junior, farmer, of the same place, Dame Juliette Prud'Homme, of the city of Montreal, widow of Alphonse Cardinal in his lifetime gentleman of the city of Montreal, Dame Marie Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lucien de Repentigny, gardener of the town of Montreal-West, by the latter duly authorized, Dame Antoinette Prud'Homme, wife contractually separate as to property of Lionel de Repentigny, civil employee, of the town of St. Laurent, by the latter duly authorized, Hector Prud'Homme, physician, of the city of Montreal and the said Lucien de Repentigny, in his quality of administrator and testamentary executor of the estate of Joseph Prud'Homme, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the passing of a Special Act for the purpose of confirming their right to sell and otherwise alienate the immovable property composed of several parts of the lot of land known and designated as number ninety-five (95) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal with the buildings thereon erected, the said immovable property being more fully described in the deed of sale from the petitioners to Saul Kaplan and Norman Holdings Corporation, passed before Mtre Barnet Buckman, notary, on December 29th 1952, registered in the Registry Office for the registration division of Montreal under No. 992,430, to resolve any doubts as to the right of the petitioners to sell and alienate definitively the said immovable property, to confirm, ratify, validate and declare definitive the alienation of the said immovable property by the petitioners by and in virtue of the aforesaid deed of sale, and other necessary or useful purposes.

Montreal, October 24th., 1955.

JACQUES DUSSAULT, Q.C.,
40986-43-4-o Attorney for the petitioners.

CITÉ DE HULL

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour augmenter la rémunération des échevins; pour que lors de la mise en nomination, le candidat indique sur quel immeuble il se qualifie; pour changer la procédure du relevé du scrutin; pour diminuer le nombre d'électeurs pour polls; pour permettre au greffier de présider à l'assermentation du maire et des échevins; pour canceller la liste électorale pour la mairie; pour changer la préparation des listes électorales; pour diminuer le quorum des séances du conseil; pour amender le délai relatif à la convocation d'assemblées spéciales; pour permettre l'amendement du règlement de construction et de zonage; pour la création d'une commission d'urbanisme; pour réglementer la vente de produits alimentaires dans les rues; pour augmenter le montant des dépenses urgentes; pour étendre le délai des conventions collectives; pour modifier la taxe d'entretien des rues; pour modifier les dispositions relatives aux améliorations locales; pour réglementer la subdivision de lots; pour modifier la taxe d'enlèvement de la neige; pour réglementer l'émission de licences aux propriétaires d'auto-taxis; pour modifier le mode de signification des procédures de la Cour Municipale; pour modifier la confection du rôle d'évaluation; pour modifier la composition du bureau de revision; pour permettre au greffier d'assermenter les vérificateurs; pour changer le délai de la publication du rapport financier; pour permettre la construction d'une usine de filtration; pour clarifier les dispositions relatives aux emprunts pour fins industrielles; pour modifier le budget; pour permettre la signification d'avis par huissier de la Cour Supérieure; pour abroger les dispositions relatives à l'intérêt sur taxes; pour permettre la construction de centres sportifs; pour fixer l'évaluation de la Compagnie Primco Limitée; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Ste-Marie; pour annuler la répartition sur une partie de la rue Berri; pour changer le montant de l'amende dans les cas d'infraction à la circulation; pour statuer sur la vente des véhicules-automobiles abandonnés; et pour d'autres fins.

Hull, le 20 octobre 1955.

(Sceau) Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:
Le Procureur de la Cité de Hull.
40984-43-4-o ROY FOURNIER.

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: to increase the aldermen's remuneration; to have the candidate for nomination indicate on what immovable he is qualified; to change the procedure for election returns; to decrease the number of electors for each polling station; to have the clerk swear in the members of Council; to cancel the elector's list for mayoralty; to change the preparation of the electoral list; to decrease the quorum required for Council meeting; to amend the delay for notice of special meetings; to permit the amendment of the construction and zoning by-laws; to create a town-planning commission; to regulate the sale of food on the streets; to increase the amount of pressing expenses; to extend the time limit for labor relations agreements; to modify the dispositions relating to the upkeep streets and sidewalks, and local improvement works; to regulate the subdivision of lots; to regulate taxis licenses; to modify service of Municipal Court proceedings; to modify the valuation roll; to modify the revision board; to have the clerk swear in the auditors; to change the delay for publication of the financial report; to permit the construction of a filtration plant; to clarify the dispositions relating to money by-laws for industrial purposes; to modify the budget; to permit the service of notices by bailiff; to abolish the dispositions relating to interest on taxes; to permit the construction of sport centers; to have a set assessment for Primco Company Limited; to cancel the allocation of taxes on part of Ste-Marie and Berry Streets; to change the amount of the fine for certain offenses relating to circulation; to enoct on abandoned motor-vehicles; and for other purposes.

Hull, October 20th, 1955.

(Seal) THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contersigned:
ROY FOURNIER,
40984-43-4-o Attorney for the City of Hull.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville de Nicolet, dans le comté de Nicolet, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° à accorder annuellement des frais de représentation au maire et aux échevins;

2° à imposer une taxe de vente de 2%, dans les limites de son territoire;

3° à règlementer l'émission des permis de construction;

4° à décréter l'entretien aux frais de la ville, de tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques;

5° à confectionner un rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles;

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the town of Nicolet, in the county of Nicolet, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it:

1. to grant annually entertainment for the mayor and the alderman;

2. to impose a tax of 2% for educational purposes;

3. to regulate the emission of permits of construction;

4. to decree the maintenance at expense of the town all or some of its sidewalks, streets or public places;

5. to decree the confection of the valuation roll on index-cards or loose leaves;

6° à obtenir la création d'un fonds de roulement;

7° à faire ratifier et valider certains actes de vente;

8° pour toutes autres fins;

Nicolet, le 12 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
ARMAND PROULX.

40985-43-4-o

Avis est par les présentes donné que la Cité de Saint-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Abroger l'article 30 de la charte de la cité et le remplacer par l'article 30 de la loi des cités et villes, concernant la division de la cité de Saint-Hyacinthe, en quartiers pour fins électorales;

Modifier les articles 48 et 173 de la charte de la cité de façon à ce que le maire et les dix échevins soient élus pour un mandat de trois ans au lieu de deux ans;

Modifier les articles 175, 179 et 181 de la charte de la cité de façon à ce que la mise en nomination ait lieu le deuxième mardi d'octobre et l'élection, si nécessaire, le troisième mardi d'octobre de chaque année;

Accorder à la cité de Saint-Hyacinthe, la permission d'emprunter une somme de $130,000.00 sans référendum, mais avec l'autorisation de la Commission municipale et du Ministre des affaires municipales, pour le paiement d'un terrain acquis, par la Cité de Saint Hyacinthe, de Sa Majesté aux droits du Canada, dans les limites de ladite cité;

Abroger l'article 525b de la charte de la cité de Saint Hyacinthe, et pour d'autres fins.

Saint Hyacinthe, ce 24 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante.
MAURICE ROUSSEAU.

40987-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Beauharnois Light, Heat and Power Company," ayant son bureau-chef à Montréal, demandera aux Corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi tendant à valider l'acte de vente entre Dame Éliza Quintal, veuve de feu François Xavier Pineault et Pierre Gauthier, concernant le lot numéro 265 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément de Beauharnois, fait et passé devant Me Claver Trudeau, notaire, le 6 mars 1903 et enregistré sous le numéro 34,125 du bureau de la division d'enregistrement de Beauharnois.

Montréal, le 24 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
JEAN ARCHAMBAULT, C.R.

370 ouest, rue Craig,
Montréal, P. Qué. 40988-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation du Village Ste-Marie, comté de Beauce, s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer dans les limites de ladite municipalité une taxe dite "taxe de vente" en tous points semblable à celle prévue par le chapitre 88 S.R.Q.

Le Procureur de la requérante.
LOUIS-ALFRED FERLAND.

40989-43-4-o

---

6. to obtain the creation of working fund;

7. to declare valid, legal and binding the following sales;

8. and for all others purposes;

Nicolet, October 12th, 1955.

ARMAND PROULX,
Attorney for the petitioners.

40985-43-4-o

Notice is hereby given that the City of Saint Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To repeal the article 30 of the City of Saint Hyacinthe and replace it by the article 30 of the law of the Cities and Towns, concerning the division of said city in wards for electoral purposes;

To modify the articles 48 and 173 of its charter, in order that the mayor and the ten aldermen be elected for a term of three years instead of two years;

To modify the articles 175, 179 and 181 of its charter, in order that the mayor or the aldermen be nominated on the second Thursday of October and, the voting by ballot, if it takes place, be held on the third Thursday of October of each year;

To give authorization of the City of Saint Hyacinthe to borrow the amount of $130,000.00 without referendum, but with the approval of the Minister of municipal affairs, for the payment of a piece of land, bought by the said city, from Her Majesty to the rights of Canada, and located inside the city limits;

To repeal the article 525b of the charter of the city of Saint Hyacinthe, and for other purposes.

Saint Hyacinthe, this 24th October, 1955.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for the petitioners.

40987-43-4-o

Public notice is hereby given that "Beauharnois Light, Heat and Power Company," having its head office in Montreal, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec at their next session, for an Act, purporting to validate a deed of sale between Dame Éliza Quintal, widow of the late François Xavier Pineault and Pierre Gauthier, concerning a lot of land, number 265 of the official plan and book of reference of the parish of St-Clément of Beauharnois, past and done before J. Claver Trudeau, notary, March 6th, 1903, and registered under number 34,125 in the office of the Registration Division of Beauharnois.

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

370 Craig Street West,
Montreal, P.Que. 40988-43-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the Village of Ste-Marie, county of Beauce, shall apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain the power to impose, within the limits of the said municipality, a tax called "Sales Tax", identical in every way to that provided for by chapter 88. R.S.Q.

LOUIS ALFRED FERLAND,
Attorney for the petitioner.

40989-43-4

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Cité, aux fins suivantes:

1° Pour que l'élection des membres du conseil se tienne le 2ième lundi de novembre, à compter de 1957, et à cette fin prolonger le terme actuel des membres.

2° Pour porter de 7 à 9 les membres de la Commission Sportive et autoriser la Commission à créer un comité de boxe et de lutte et règlementer les spectacles.

3. Pour fixer à 25 le nombre d'électeurs habiles à voter pour qu'un referendum soit tenu lors d'un règlement d'emprunt (article 593 Loi des Cités et Villes.

4° Pour autoriser la cité à dépenser annuellement pendant 5 ans pour fins de travaux publics et permanents une somme annuelle n'excédant pas $200,000.00 lorsque les travaux sont demandés par 75% des propriétaires intéressés dans ces travaux; le tout avec l'approbation de la Commission Municipale.

5° Pour ratifier et autoriser la pension de retraite de $50.00 par mois à Monsieur Alphonse Goulet, ancien employé de la cité.

6° Pour autoriser la cité à exiger des personnes obtenant une franchise exclusive dans les rues de la cité pour l'exploitation d'un service urbain d'autobus à verser à la cité un montant annuel pour ce privilège.

7° Pour fixer pendant une durée de 15 ans au rôle d'évaluation la valeur des lots 461 et 560 du Canton d'Irlande, la propriété de la compagnie Johnson's Co. Ltd., en autant que la compagnie reste en possession des lots.

8° Pour créer une commission des journées agricoles avec pouvoir de tenir une exposition annuelle, et à cette fin dépenser une somme annuelle n'exédant pas $10,000.00.

9° Pour exempter la cité des dispositions du chapitre 252 des Statuts refondus de Québec 1941 au sujet de la fabrication du pain.

10° Pour modifier l'article 539 de la Loi des Cités et Villes lorsque la cité perçoit les taxes scolaires, quant aux copies du rôle d'évaluation et de perception et quant à la liste électorale de la Commission Scolaire.

11° Pour annexer à la cité de Thetford Mines, la parcelle de terrain comprise dans le territoire de la paroisse de St-Joseph de Coleraine et formant partie de la rue Mooney Sud à Thetford Mines de même que la parcelle de terrain adjacente à ladite rue près de la limite de la cité.

Thetford Mines, 22 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,

40990-43-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law amending the charter of the said City, for the following purposes:

1. To have the election of members of council held on the second Monday of November, as from 1957, and to this end extend the actual term of office of members.

2. Increase from 7 to 9 the members of the Sports Commission and authorize the Commission to appoint a boxing and wrestling committee and bring the entertainment under regulation.

3. To fix at 25 the number of electors qualified to vote so that a referendum shall be held at the time of the loan by-law (section 593, Cities and Towns Act).

4. To authorize the city to spend annually during a period of 5 years, for public and permanent works, an annual sum not exceeding $200,000.00 when said works are requested by 75% of the proprietors interested in said works; all of which with the approval of the Municipal Commission.

5. To ratify and authorize the retiring pension of $50.00 per month to Mr. Alphonse Goulet, former city employee.

6. To authorize the City to exact from persons obtaining an exclusive franchise in the streets of the City for the operating of a town autobus service to pay an annual amount to the City for said privilege.

7. To fix on the valuation, roll, for a period of 15 years, the value of lots 461 and 560 of the Township of Ireland, the property of Johnson's Co. Ltd., insofar as the Company remains the holder of said lots.

8. To appoint a commission of agricultural days with the power to hold an annual exhibition, and for said purposes expend an annual amount not exceeding $10,000.00

9. To exempt the City from the provisions of chapter 252 of the Revised Statutes of Quebec 1941 respecting the manufacturing of bread.

10. To amend article 539 of the Cities and Towns Act, when the City collects school taxes, as to copies of valuation and collection roll, and as to the electoral list of the School Commission.

11. To annex to the City of Thetford Mines, that parcel of land comprised in the territory of the Parish of St. Joseph de Coleraine and forming part of Mooney Street, South, at Thetford Mines as well as that parcel of land adjacent to the said Street near the City limits.

Thetford Mines, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.,

40990-43-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Fédération de l'Industrie de la Construction de a Province de Québec Inc. s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins de l'autoriser à former un comité ayant les pouvoirs nécessaires d'obliger tout entrepreneur en construction, non déjà assujetti à une loi spéciale et non sujet aux exemptions, à détenir une licence pour exercer sa profession dans la province de Québec, dans les villes d'au moins 5000 âmes, le tout en tenant compte des droits acquis.

Québec, le 24 octobre 1955.

Les Procureurs des Pétitionnaires,

RICHARD RIOUX, Avocat

41009-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Public notice is hereby given that La Fédération de l'Industrie de la Construction de la Province de Québec Inc. shall apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act to amend its charter for the purposes of authorizing it to form a committee having the powers necessary to oblige any building contractor, not already subject to a special act and not subject to exemptions, to be the holder of licence or permit to carry on his profession in the Province of Quebec, in towns of less 5000 souls, the whole subjects to acquired rights.

Quebec, October 24th, 1955.

RICHARD RIOUX, Barrister,

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.

41009-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné par les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adresseront à la Législature à sa prochaine session pour les fins suivantes:

1° Pour demander l'adoption d'une loi modifiant la loi 14-15 Georges VI chapitre 115 (loi autorisant les Commissaires d'école de la cité de Thetford Mines, à imposer une taxe d'éducation), à l'effet d'étendre le territoire décrit dans ladite loi en y ajoutant le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Black Lake, et de pourvoir à partager la taxe d'éducation entre les municipalités scolaires de la cité de Thetford Mines et la ville de Black Lake. Ladite proportion devant être de 90% pour la municipalité scolaire de Thetford Mines, et de 10% pour la municipalité scolaire de la ville de Black Lake.

2° Pour autoriser les Commissaires d'école de la municipalité de la ville de Black Lake à recevoir annuellement une somme n'excédant pas $200.00 à titre d'allocation pour dépenses occasionnées dans l'exercice de leurs fonctions; le président pourra recevoir en outre, pour les mêmes fins, annuellement, une somme additionnelle de $300.00.

Black Lake, 22 octobre 1955.

Le Procureur des requérants,
40991-43-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

Public notice is hereby given by the School Commissioners of the municipality of the twon of Black Lake, in the county of Megantic, that they will apply to the Legislature at its next session for the following purposes:

1. To request the adoption of a law amending Act 14-15 George VI, chapter 115 (Act authorizing the School Commissioners of the city of Thetford Mines to impose an education tax), in order to extend the territory described in said Act by adding thereto, the territory of the School Municipality of the town of Black Lake, to provide for the sharing of the education tax between the school municipalities of the city of Thetford Mines and the town of Black Lake. The said proportion to be 90% for the School Municipality of Thetford Mines, and of 10% for the School Municipality of the town of Black Lake.

2. To authorize the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake to receive annually an amount not exceeding $200.00 as an allowance for expenditures incurred while carrying out their duties; the President shall, moreover, receive for the same purposes, annually, an additional sum of $300.00.

Black Lake, October 22nd, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.
40991-43-4 Attorney for the petitioner.

CITÉ DE WESTMOUNT

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Westmount demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la cité afin de l'autoriser à acquérir des propriétés immobilières, aux fins d'aménager des artères de circulation adéquates et développer et améliorer les lieux y adjacents.

Montréal, 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la requérante,
DUQUET, MacKAY, WELDON
40992-43-4 & TÉTRAULT.

CITY OF WESTMOUNT

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act to amend the charter of the city to authorize it to acquire immoveable properties for the purposes of providing adequate traffic arteries and of developing and improving the areas adjacent thereto.

Montreal, October 24th, 1955.

DUQUET, MacKAY, WELDON
& TÉTRAULT,
40992-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis public est présentement donné que la Ville Montréal-Nord, dans la circonscription électorale de Laval, pétitionnera les Corps législatifs de la province de Québec, à leur prochaine session, pour l'adoption d'une loi dégageant la pétitionnaire de l'application de l'article 11 de la loi 12 George V, chapitre 123 et des articles 5, 7, 9a et 12 de la loi 14 George V, chapitre 107; autorisant le Conseil à rembourser les frais de représentation du maire et des échevins; prévoyant l'adoption sans référendum d'un règlement de construction et de zonage; biffant, quant à la pétitionnaire, la dernière phrase du second alinéa du sous-article 33° de l'article 429 de la Loi des cités et villes; pourvoyant à un fonds de roulement; et demandant divers pouvoirs de règlementation d'intérêt municipal.

Montreal, 25 octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.
41007-43-4-o

Public notice is hereby given that the town of Montreal North, in the constituency of Laval, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at their next session, for the passing of an act relieving the petitioner from the application of section 11 of the Statute 12 George V, chapter 123 and of sections 5, 7, 9a and 12 of the Statute 14 George V, chapter 107; authorizing the Council to reimburse the travelling expenses of the Mayor and the aldermen; bearing the adoption without referendum of a building and zoning by-law; striking as to petitioner the last sentence of the second paragraph of sub-section 33° of section 429 of the Cities and Towns Act; organizing a working fund; and asking several powers to pass by-law of municipal interest.

Montreal, October 25th, 1955.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,
The Attorney of petitioner.
41007-43-4-o

Avis public est donné que Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adaption d'une loi amendant l'article 541 de la loi 19 George V, chapitre 95 de la section 16 de la loi 13 George VI, chapitre 72.

Le Procureur des Pétitionnaires,
41011-43-4-o GABRIEL-M. PELLETIER.

Public notice is hereby given that, Les Ursulines de Québec et Le Monastère des Ursulines de Merici shall require the Legislature of Quebec, at its next session to adopt a privale bill amending the section 541 of the act 19 George V, chapter 95 and section 16 of the act 13 George VI chapter 72.

GABRIEL-M. PELLETIER,
41011-43-4-o Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que Dame Reina Sauriol de la ville de Beauport, veuve, non remariée de M. J. Ulysse Ste-Marie en son vivant du même endroit, industriel, Guy Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie et Paul Ste-Marie, tous industriels et résidant à Beauport, Dame Léonne Ste-Marie, aussi de Beauport, épouse séparée de biens d'Armand Leroux et de lui dûment autorisée aux fins ci-après, demoiselle Laurette Ste-Marie et demoiselle Paulette Ste-Marie,ces deux dernières filles majeures et demeurant aussi à Beauport, étant tous héritiers légaux majeures dudit feu J. Ulysse Ste-Marie décédé le 26 février 1955, et Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de tutrice aux biens de Jean-Charles et Gérard Ste-Marie héritiers légaux et enfants mineurs dudit J. Ulysse Ste-Marie, ainsi que Joseph-Édouard Gagnon en sa qualité de subrogé-tuteur aux dits enfants mineurs, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, au Parlement, à Québec, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale visant d'une manière générale à obvier aux inconvénients résultant du fait que ledit J. Ulysse Ste-Marie est décédé intestat, et d'une manière plus particulière à déclarer que les biens de la succession dudit J. Ulysse Ste-Marie devront demeurer dans l'indivision pendant une certaine période, pourvoir à la nomination de personnes, sociétés ou corporations pour tenir lieu d'exécuteurs-testamentaires, déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs a être conférés à ces personnes, pourvoir à la constitution d'un conseil ce famille et déterminer la nature, l'étendue et la durée des pouvoirs dudit conseil de famille, dispenser des formalités légales de l'inventaire, ratifier certains actes posés depuis le décès dudit J. Ulysse Ste-Marie par les héritiers majeurs et par le tuteur et le subrogé-tuteur aux héritiers mineurs, déterminer dans quel cas et sujet à quelle formalités les biens de la succession pourront être vendus ou autrement aliénés, pourvoir au remplacement des personnes nommées à titre d'exécuteur le cas échéant, et pour autres fins.

Donné à Québec, le 22 octobre 1955.

Société d'Administration et de Fiducie en sa qualité de mandataire des héritiers majeurs de feu J. Ulysse Ste-Marie et de tutrice aux biens des héritiers mineurs.

Par le Directeur général adjoint,

41008-43-4-o HENRI De CAZES.

Avic public est par les présentes donné que la Corporation Municipale du Village de St-Gabriel de Brandon, dans le comté de Berthier, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à imposer une taxe de vente municipale de deux pour cent dans les limites de son territoire.

Quebec, le 25 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

41010-43-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

Avis est par les présentes donné que les pétitionnaires John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois et François Nobert, tous de Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir une loi constituant une corporation, sans capital actions, sous le nom de "Corporation du Pont

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Dame Reina Sauriol of the town of Beauport, widow of J. Ulysse Ste-Marie, in his lifetime of the same place, industrialist, Guy Ste-Marie, Arthur Ste-Marie, André Ste-Marie, Noël Ste-Marie, Jacques Ste-Marie and Paul Ste-Marie, all industrialists and residing at Beauport, Dame Léonne Ste-Marie of the same place, wife separate as to property of Armand Leroux and by him duly authorized for the purposes hereinafter set forth, Miss Laurette Ste-Marie and Miss Paulette Ste-Marie, both spinters residing also at Beauport, being all the legal heirs having attained the age of majority of the late J. Ulysse Ste-Marie who died on February 26, 1955, and Administration and Trust Company, in its capacity as tutors to the property of Jean-Charles Ste-Marie and Gérard Ste-Marie, legal heirs and minor children of the said J. Ulysse Ste-Marie, as well as Joseph Edouard Gagnon in his capacity as subrogate-tutor to the said minor children, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, at the Parliament at, Quebec, for the purpose of obtaining the adoption of a Special Act to provide remedies for the disadvantages resulting from the fact that the said J. Ulysse Ste-Marie died intestate, and more particularly to declare that the property forming his estate shall remain undivided during a certain period, to provide for the appointment of persons or corporations in lieu of testamentary executors, to determine the nature, the extent and the duration of the powers to be conferred upon such executors, to provide for a family council and to determine the nature, the extent and the duration of the powers of the said family council, to dispense with the legal formalities of inventory, to ratify certain acts and deeds executed by the major heirs of the said J. Ulysse Ste-Marie since his death as well as by the tutor and subrogate-tutor for the minor children, to determine in what cases under what formalities the property of the estate may be sold or otherwise disposed of, to provide for the replacement of the persons appointed as executors and for other purposes.

Given at Quebec on October 22nd, 1955.

Administration and Trust Company, in its capacity as agent for the major heirs of the late J. Ulysse Ste-Marie and as tutor to the property of his minor heirs.

by: HENRI De CAZES,

41008-43-4-o Associate General Director.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of St-Gabriel de Brandon, in the county of Berthier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act authorizing it to impose a municipal sales tax within the limits of its territory.

Quebec, October 25th, 1955.

VICTOR TRÉPANIER, Q.C.,

41010-43-4-o Attorney for the Petitionner.

Notice is hereby given that petitioners John Wickenden, J. H. René de Cotret, Frank Spénard, Maurice Langlois and François Nobert, all of Trois Rivières, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain a law constituting a corporation, without share capital, under the name of "Corporation du Pont de Trois-Rivières", with the

de Trois-Rivières", pour construire et opérer un pont à péage sur le Fleuve St-Laurent, dans la région de Trois-Rivières, avec tous les pouvoirs nécessaires à cette fin, y compris le droit d'expropriation, le droit exclusif pour traverse de véhicules-automobiles dans un rayon de vingt-cinq milles, sous réserve cependant des droits de la Corporation de la Cité de Trois-Rivières, et le bénéfice d'une exemption de taxes.

Ces péages devront pourvoir au paiement des dépenses d'opération, des intérêts et du remboursement du capital emprunté; le tarif devant être soumis à l'approbation de la Régie Provinciale des Transports.

Ce pont deviendra la propriété absolue du Gouvernement de la Province de Québec dès que la dette de la Corporation sera complètement éteinte, ce qui mettra en même temps fin à l'existence légale de la Corporation.

La hauteur libre du niveau du chenail au-dessous de l'arche principale sera de 162 pieds sur une largeur de 810 pieds, et le tablier ne sera pas mobile. Les plans et devis dudit pont devront être soumis à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Le Procureur des pétitionnaires,
41012-43-4-o FRANÇOIS NOBERT.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques de la cité de Magog s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi 53 Victoria chapitre 79 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

1° Afin que chaque Bureau des Commissaires des Écoles, portestant et catholique, fixe individuellement le taux de la taxe scolaire ordinaire à un maximum de 15 millins;

2° Afin d'étendre le délai du 1er août au 1er septembre de l'avis à donner par les Bureaux des Commissaires à la cité de Magog du taux de la taxe;

3° Afin de déterminer que le Conseil de la cité de Magog devra fixer par règlement avant le 31 décembre, la taxe scolaire à prélever;

4° Afin que le copie du rôle d'évaluation remis au Bureau des Commissaires par le secrétaire-trésorier de la ville, dans les 30 jours de son homologation, serve pour toutes fins scolaires;

5° Afin de spécifier ce que ce rôle doit indiquer;

6° Afin qu'un copie de ce rôle soit affichée et qu'avis public en soit donné;

7° Afin que le taux de la taxe de la colonne N° 3 dans ce rôle (taxe des neutres) soit fixé à 15 millins à moins d'entente entre les deux Bureaux de Commissaires;

8° Afin que les Bureaux des Commissaires puissent se servir du recensement officiel de la cité pour fins scolaires;

9° Afin que des frais de représentation et de voyage soient payés aux membres du Bureau des Commissaires des Écoles Catholiques au montant de $700.00 pour le président et $500.00 pour les autres membres.

Et pour autres fins;

Magog, ce 6 octobre, 1955.

Le Procureur du Bureau des
Commissaires des Écoles Catholiques
de la cité de Magog.
41013-43-4-o YVES FOREST.

object of building and operating a toll-bridge over St. Lawrence, in the region of Trois-Rivières, with all the required powers for said purpose, including the right of expropriation, the exclusive right to cross motor-vehicles within a radius of twenty-five miles, subject however, to the rights of the Corporation of the City of Trois-Rivières, and the advantage of being exempted from taxation.

Said toll shall provide for the payment of operating expenditures, interest and the reimbursement of the capital borrowed; the tariff shall be submitted to the Provincial Transporation Board for approval.

The said bridge shall become the absolute property of the Government of the Province of Quebec as soon as the debt of the Corporation is completely extinguished, which will, at the same time, terminate the legal existence of the Corporation.

The headroom of the channel-level underneath the principal arch shall be of 162 feet and 810 feet wide, and the roadway shall not be mobile. The Plans and specifications of said bridge shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval.

FRANÇOIS NOBERT,
41012-43-4 Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Board of Catholic School Commissioners of the city of Magog will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for the passing of an Act amending its charter, 53 Victoria chapter 79 and the different statutes amending same, on the following matters:

1. So that each Board of School Commissioners, Protestant and Catholics, shall individually fix the rate of the ordinary school tax to a maximum of 15 mills;

2. To extend the delay from August 1st to September 1st, the notice to be given by the Board of School Commissioners, to the city of Magog for the rate of tax;

3. To determine that the Council of the city of Magog shall fix, by by-law, before December 31st, the tax to be imposed;

4. That the copy of the valuation roll remitted to the Board of School Commissioners by the Secretary-Treasurer of the town, within 30 days of its homologation, serve for all school purposes;

5. To specify what this roll may contain;

6. That a copy of this roll be posted and public notice be given;

7. That the rate of tax in column No. 3 in this roll (neutral tax) be fixed to 15 mills unless a joint understanding between both Boards of School Commissioners decide otherwise;

8. That both Boards of School Commissioners may use the official city census for school purposes;

9. That travelling and representation expenses be paid to members of the Board of the Catholic School Commissioners to the amount of $700.00 for the President and $500.00 for other members.

And for other purposes;

Magog, this 6th day of October, 1955.

YVES FOREST,
Attorney for the Board of
Catholic School Commissioners
41013-43-4 for the city of Magog.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi destinée à modifier les dispositions relatives à la nomination de ses membres et pour autres fins.

Verdun, 26 octobre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
41023-43-4-o PAUL ROY.

Public notice is hereby given that the Verdun Catholic School Board Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of a law dealing with the appointment and nomination of its members, and for other purposes.

Verdun, October 26th 1955.

PAUL ROY,
41023-43-4-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de St-Laurent s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Déclarer non avenues et éteintes les clauses de rétrocession contenues dans les actes par lesquels la commission scolaire et ses auteurs ont acquis les lots P-501, P-201, lot 202 et P-203 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent.

2° Annexer le territoire qui composait autrefois la commission scolaire Côte Saint-François.

3° Modifier la Loi de l'Instruction publique en ce qui a trait au changement d'écoles ou de classes d'instituteurs ou d'institutrices sans affecter leur salaire, au recensement scolaire et à la convocation des commissaires d'écoles (articles 233, 285 et 302).

4° Rectifier les bornes des limites de la municipalité.

5° Prévoir la perception des taxes scolaires dans les territoires annexés.

St-Laurent, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41024-43-4-o MAURICE SAUVÉ.

Public notice is hereby given that the school commissioners for the municipality of St. Laurent shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act for the following purposes:

1. Declare obsolete and extinct the retrocession clauses contained in the deeds by which the school commission and it authors have acquired lots P-501, P-201, lot 202 and P-203 of the cadastre of the parish of St. Laurent.

2. Annex the territory which formerly composed the school commission of the Côte St. François.

3. Amend the Education Act respecting the changing the schools or classes of teachers without affecting their remuneration; the school census and the calling up the school commissioners. (Art: 233, 285 and 302).

4. To rectify the boundaries of the limits of the municipality.

5. Provide for the collection of school taxes in the annexed territories.

St. Laurent, October 26th, 1955.

MAURICE SAUVÉ,
41024-43-4-o Attorney for the applicant.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité d'Arvida s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, (16 Geo. V, chap. 78, telle que modifiée par 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 et 15-16 Geo. VI, chap. 85) afin de rétribuer plus équitablement le maire pour ses frais de représentation et établir une pension à ce dernier après vingt-cinq années de service ainsi que pour obtenir certains pouvoirs contingents et nécessaires.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.
41025-43-4-o

Public notice is hereby given, that the city of Arvida will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of an Act amending its charter (16 Geo. V, chap. 78, as amended by 12 Geo. VI, chap. 62, 14 Geo. VI, chap. 99 and 15-16 Geo. VI, chap. 85), in order to remunerate with justice the mayor by increasing his entertainment expenses and by the payment of a pension to the latter after twenty five years of public service and also for obtaining additional, contingent and necessary powers.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
Attorneys for the petitioner.
41025-43-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Jonquière s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, afin de lui octroyer une Charte de Cité et certains pouvoirs additionnels à ceux dont elle est généralement nantie sous l'empire de la loi des cités et villes.

Les Procureurs de la requérante,
T. McNICOLL et P. MIQUELON.
41026-43-4-o

Public notice is hereby given, that the town of Jonquière will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act granting it a charter of city and other additional powers to those it already enjoys generally under the provisions of the Cities and Towns Act.

T. McNICOLL and P. MIQUELON,
41026-43-4-o Attorneys for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que Messieurs Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Lapierre, L. Laverdierre, J. Martineau, de la cité de Montréal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrierre, G. Létourneau, F. Thibeault, de la cité de Québec; Marc Boucher, J. Power, de la cité des Trois-Rivières; Lucien Gagnon, R. Saintonge, de la cité de Shawinigan Falls; H. Lavallée, Savary, de la cité de Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield; J. Malo, de la cité de

Notice is hereby given that Messrs. Roger Lasnier, F. C. Dillon, F. G. Papierre, L. Laverdierre, J. Martineau, of the city of Montreal; Gérard Pelletier, J. Aubin, H. Rhéaume, F. Bignell, N. Laperrierre, G. Létourneau, F. Thibeault, of the city of Quebec; Marc Boucher, J. Power, of the city of Three Rivers; Lucien Gagnon, R. Saintonge, of the city of Shawinigan Falls; H. Lavallée Savary, of the city of Sherbrooke; C. T. Johnson, J. Hébert, of the city of Salaberry de Valleyfield; J. Malo, of the city of Drummondville; J.

Drummondville; J. Steward, de la ville de Kénogami; R. Tremblay, de la ville de Dolbeau, A. Joyce, de la cité d'Arvida; Lionel Séguin, de la ville de Gatineau; E. P. Vinet, de la cité de Hull, tous mécaniciens de machines fixes, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session, pour lui demander de les constituer en corporation sous le nom français de "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", et sous le nom anglais de "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", avec tous les pouvoirs de faire, abroger et modifier les règlements concernant l'administration de la corporation, la réalisation de ses objets, la conduite et la gestion de ses affaires, les conditions d'exercice du métier, la discipline de ses membres, et autres pouvoirs du même genre.

Québec, le 26 octobre 1955.

L'Un des pétitionnaires,
H. RHÉAUME.

41027-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser l'emploi d'une balance de vingt-deux mille cent quarante-neuf dollars et vingt-sept cents ($22,149.27) appropriés par le règlement 174 à la construction d'un abri au parc Pie XII, à la construction d'un abri et autres améliorations au terrain de jeux de la paroisse Ste-Marguerite, pour augmenter le montant alloué en rémunération et en frais de représentation, au maire et aux échevins, pour autoriser le paiement de pensions de retraite à certains employés.

Trois-Rivières, 26 octobre 1955.

Le Procureur de la cité des Trois-Rivières,
LÉOPOLD PINSONNAULT.

41028-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Bedford s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi dont l'objet sera d'amender la charte de la Ville de Bedford, pour lui accorder, entre autres, les pouvoirs additionnels suivants nécessaires à la bonne administration de ses affaires: porter de cent cinquante mille dollars à deux cent cinquante mille dollars ses pouvoirs d'acquisition et d'emprunt relatifs à des immeubles pour fins municipales ou industrielles; exécuter des travaux permanents de trottoirs, d'égouts, de pavages et d'aqueduc sur requête des deux tiers des intéressés, cotiser ces derniers pour le défraiement du coût, emprunter à ce sujet par règlement, sans l'approbation des électeurs-propriétaires, au moyen d'une émission d'obligations, sur certificat attesté sous serment d'office d'un ingénieur quant au coût et à l'exécution des travaux, constituer un fonds d'amortissement des cotisations reçues, emprunter à la banque durant l'exécution des travaux et rembourser la banque avec le produit des obligations vendues, le tout avec l'approbation du Ministre des affaires municipales et/ou de la Commission municipale de Québec; constituer par un emprunt initial un fonds de roulement de dix mille dollars, sur lequel le conseil pourra emprunter par résolution, pour une période d'un an, s'il s'agit de dépenses ordinaires, et de cinq ans, s'il s'agit de travaux publics ou d'achats spéciaux, par règlement devant être soumis aux approbations ordinaires, sauf celle des propriétaires-électeurs; acquérir par voie d'expropriation, au besoin, les

Steward, of the city of Kénogami; R. Tremblay, of the city of Dolbeau; A. Joyce of the city of Arvida; Lionel Seguin, of the city of Gatineau; E. P. Vinet, of the city of Hull, all stationery enginemen, will make application to the Legislature of Quebec at its next session, to incorporate them under the english name of "Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation", and under the french name of "Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermiques de la Province de Québec", with all powers necessary to attain its end, and the power to make, repeal and modify by-laws concerning the administration of the corporation, the carrying out of its purpose, the direction and management of its affaires, the carrying on of the trade and its conditions, the discipline of its members, and other similar powers.

Quebec, October 26th, 1955.

H. RHÉAUME,
One of the petitioners.

41027-43-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the city of Trois Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize the making use of a balance of twenty-two thousand one hundred and forty-nine dollars and twenty-seven cents ($22,149.27) appropriated by by-law 174 to the the building of a shelter in Park Pie XII, the building of a shelter, and other improvements at the playgrounds of the Parish of St. Marguerite, to increase the amount granted to the mayor and aldermen for services rendered and entertainment expenditures, and authorize the payment of a retiring pension to certain employees.

Trois Rivières, October 26th, 1955.

LÉOPOLD PINSONNAULT,
Attorney for the City of Trois-Rivières.

41028-43-4

Public notice is hereby given that the Town of Bedford shall apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act the object whereof will be to amend the Charter of the Town of Bedford, in order to grant the Town, amongst others, the following additional powers necessary to its proper administration; to increase from one hundred and fifty thousand dollars to two hundred and fifty thousand dollars its power of acquiring and borrowing money relating to immovable properties for municipal and industrial purposes; to do permanent works like sidewlaks, sewers, paving and water works at the petition of two thirds of the interested ones, to levy on those interested ones the necessary special taxes for the payment of the said works, to borrow money by by-law without the approval of the electors proprietors, by means of debentures, upon the sworn statement of an engineer as to the cost and to the execution of the works, to establish a sinking fund with the special taxes received, to borrow from a bank during the execution of the works and repay the bank with the proceeds of the debentures sold, the whole with the approval of the Minister of Municipal Affairs and/or the Municipal Commission of Quebec; to constitute by means of a ten thousand dollar initial loan a working fund, on which the Council shall borrow money by resolution, for a period of one year, if ordinary expenses have been made, and for five years, if it relates to public works or special purchases, the by-law creating the working fund being subject to all ordinary approvals, except the approval of the

terrains nécessaires aux fins municipales et industrielles ci-haut mentionnées; déclarer valides certains actes et transactions du conseil en matière immobilière; accorder à la Ville et au conseil tous autres pouvoirs ou prérogatives jugés de son intérêt et nécessaires à la bonne administration de la Ville de Bedford.

Donné à Farnham, district de Bedford, ce 25 octobre 1955.

Procureur de la pétitionnaire,
La Ville de Bedford.
MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.

41042-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que "Tunnel Champlain Inc.", corporation légalement constituée par lettres patentes émises sous le sceau de la province de Québec, et ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes de:

1° Confirmer et ratifier la charte de la Compagnie et les franchises qu'elle détient de la cité de Québec et de la corporation municipale de St-David de L'Auberivière, pour la construction et le maintien d'un tunnel sous le fleuve St-Laurent entre ces deux municipalités pour la circulation des véhicules-moteurs;

2° Et autoriser la Compagnie à:

augmenter le capital-actions de la Compagnie, de cinq mille actions sans valeur au pair à un million d'actions d'une valeur au pair de $5.00;

construire, maintenir et opérer un tunnel pour la circulation des véhicules-automobiles sous le fleuve St-Laurent, entre la cité de Québec et la municipalité de St-David de L'Auberivière, et à cette fin, acquérir tous les terrains nécessaires par vente de gré à gré ou par expropriations: le tout sous certaines conditions;

emprunter au Canada ou ailleurs, une somme n'excédant pas $50,000,000.00, et à cette fin, hypothéquer, gager les immeubles et même les biens meubles de la Compagnie;

3° Fixer, d'après la catégorie des véhicules employés, l'échelle des taux maxima pouvant être exigés des usagers par la Compagnie;

4° Exempter de toutes taxes générales ou spéciales pour fins municipales et scolaires, pendant la durée de la franchise, le tunnel lui-même et ses facilités d'approche.

Et autres fins.

Québec, le 26ième jour d'octobre 1955.

L'Avocat de la pétitionnaire,
ALBERT DUMONTIER.

41041-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Régina Lussier, de Varennes, veuve de feu Gaspard Bousquet, en sa qualité de seule grevée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre les immeubles substitués des successions de Félix Lussier et Angélique Deschamps, et de Albert Lussier et Marie-Louise Massue, pourvoir au paiement et au placement du prix de vente et pour toutes autres fins.

Varennes, le 26 octobre, 1955.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
JEAN BRUNEAU.

41043-43-4-o

---

electors proprietors; to acquire by expropriation, if necessary, the required lands or lots for municipal or industrial purposes herein mentioned; to declare valid certain deeds and conventions made by the Council relating to immovable properties; to grant the Town and the Council all other powers of interest to them and necessary to the good and proper administration of the Town of Bedford.

Given at Farnham, district of Bedford, this 25th day of October 1955.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,
Attorney for the petitioner.
The Town of Bedford.

41042-43-4-o

Public notice is hereby given that "Tunnel Champlain Inc.", corporation legally constituted by letters patent issued under the seal of the Province of Quebec, and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to adopt an Act for the following purposes:

1. To confirm and ratify the charter of the Company and the franchises which its hold from the city of Quebec and the municipal corporation of St. David of L'Auberivière, for the building and maintenance if a tunnel under the St. Lawrence River between these two municipalities for motor-vehicle traffic;

2. And to authorize the Company to:

increase the capital stock of the Company from five thousand shares of no par value to a million shares of a par value of $5.00;

to build, maintain and operate a tunnel for motor-vehicle traffic under the St. Lawrence River, between the city of Quebec and the municipality of St. David of L'Auberivière, and for this purpose, acquire all the necessary land by sale of mutual agreement or by expropriation: the whole under certain conditions;

to borrow in Canada or elsewhere an amount not exceeding $50,000,000.00 and for this purpose, to mortgage, hypothec the immoveables and even moveable property of the Company;

3. To fix, according to the category of vehicles employed, a maximum scale of rates as may be required by the Company of those who use the tunnel road;

4. To exempt from all taxes, general or special, for municipal and school purposes, for the duration of the franchise, the tunnel itself and its means of approach.

And other purposes.

Quebec, the 26th day of October, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
Advocate for the petitioner.

41041-43-4

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dame Regina Lussier, of Varennes, widow of the late Gaspard Bousquet, in her quality as sole Institute, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to obtain authorization to sell the substituted immoveables of the Estates of Felix Lussier and Angelique Deschamps, and of Albert Lussier and Marie-Louise Massue, provide to the payment and the investment of the sale price, and for all other purposes.

Varennes, October 26th, 1955.

JEAN BRUNEAU,
Attorney for the Petitioner.

41043-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Sarre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire les lots 28, 29 et 30, rang V, dans le canton La Sarre et leurs subdivisions ainsi que les lots 26 et 29C, rang VI, canton La Sarre.

2° Obtenir certains pouvoirs spéciaux de règlementation concernant l'enlèvement des vidanges, la règlementation des nuisances, la circulation durant les travaux et la sécurité publique.

3° Autoriser la ville de La Sarre à imposer une taxe de vente de 2% et la Commission Scolaire du village de La Sarre à imposer une taxe de vente de 1%, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'Impôt sur les ventes en détail, lesdites taxes devant être imposées dans les limites de la ville de La Sarre.

4° Adjoindre des experts aux estimateurs.

5° Permettre, à compter de l'élection générale de 1957, au maire et aux échevins d'être élus pour un terme de trois ans, diviser la ville en trois quartiers représentés chacun par deux échevins.

6° Autoriser la ville de La Sarre à accorder une exemption ou une réduction de taxes foncières à l'Association Sportive de La Sarre Enrg. et à l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, ce 24 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de La Sarre,
FORTIN, GRIMARD,
40972-43-4-o RYAN & MIGNAULT.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Sarre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the enactment of a law for the following purposes:

1. Annex to its territory lots 28, 29 and 30, range V, La Sarre township and the sub-divisions thereof as well as lots 26 and 29C, range VI, La Sarre township.

2. Obtain certain special powers for the regulation of garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety.

3. Authorize the town of La Sarre to levy a 2% sales tax and the School Commission of the village of La Sarre to levy a 1% sales tax subject to the exemptions provided by the Provincial Retail Sales Tax Act, the said taxes to be levied within the limits of the town of La Sarre.

4. Appoint experts to assist the assessors.

5. Beginning with the general election of 1957, permit the mayor and the aldermen to be elected for terms of three years, divide the town into three wards, each represented by two aldermen.

6. Authorize the town of La Sarre and the School Commission of the village of La Sarre to grant an exemption from or reduction in real estate assessment to the Association Sportive de La Sarre Enrg. and to l'Aréna La Sarre Limitée.

La Sarre, October 24th, 1955.

FORTIN, GRIMARD,
RYAN & MIGNAULT,
40972-43-4-o Solicitors for the town of La Sarre.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour ratifier le règlement municipal numéro 397, concernant l'évaluation future de St-Maurice Power Corporation, pour ratifier le règlement de zonage, pour règlementer la construction, les véhicules-taxis, pour fixer la date des élections municipales, prolonger le terme d'office des membres du conseil, et autres considérations.

La Tuque, 21 octobre 1955.

Le Maire,
ONÉSIME DALLAIRE.
Le Greffier,
A.A. DUPONT.
40973-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next Session, to ratify municipal by-law No. 397, concerning the future valuation of The St. Maurice Power Corporation, to ratify a zoning by-law, to rule the construction, the taxis, to fix the date of municipal elections, to extend the term of office of the members of the council, and other considerations.

La Tuque, October the 21st 1955.

ONÉSIME DALLAIRE,
Mayor.
A.A. DUPONT,
Clerk.
40973-43-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dame Aldéa Thibault, veuve de Paul-Émile Bourret, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant les fiduciaires de la succession de feu Paul-Émile Bourret à augmenter le montant de la pension payable à la pétitionnaire.

Montréal, ce 26 octobre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire.
BADEAUX FILION & BADEAUX.
41047-43-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Aldéa Thibault, widow of the late Paul-Émile Bourret, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec to obtain the passing of an act authorizing the Turstees of the Estate of the late Paul-Émile Bourret to increase the amount of the pension payable to the Petitioner.

Montreal, October the 26th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,
Attorneys for the petitioner.
41047-43-4-o

Canada — Province de Québec
District de Québec

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que la Corporation du Village de Pont Rouge s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale l'autorisant à imposer et prélever une taxe de vente municipale de 2% sur la vente au détail de tout bien mobilier vendu pour usage ou consommation dans les limites de la municipalité du Village de Pont Rouge.

Avis est également par les présentes donné que par la même loi les commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de Pont Rouge demanderont l'autorisation d'imposer et prélever dans leur territoire une taxe d'éducation de 1% sur la vente au détail, dans ledit territoire, de tout bien mobilier pour usage ou consommation dans les limites de ladite municipalité scolaire.

Québec, le 21 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
40975-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the Corporation of the Village of Pont Rouge shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing it to impose and levy a municipal sales tax of 2% on the retail sales of any moveable property sold for use or consumption within the limits of the municipality of the Village of Pont Rouge.

Notice is also given hereby that by the same act the School Commissioners for the School Municipality of Pont Rouge shall demand the authorization to impose and levy within their territory an education tax of 1% upon the retail sales, in the said territory, of any moveable property for use or consumption within the limits of the said school municipality.

Quebec, October 21st, 1955.

ALBERT DUMONTIER,
40975-43-4-o Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation de Gaz Naturel du Québec, constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de transport, de vente et de distribution de gaz dans la Province.

Montréal, ce 27 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41060-44-4-o JEAN FILION, c.r.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Quebec Natural Gas Corporation, incorporated under the Quebec Companies' Act, and having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to ask for the adoption of an act granting to it certain powers for the purposes of transport, sale and distribution of gas in the Province.

Montreal, October the 27th, 1955.

JEAN FILION, Q.C.,
41060-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la "Ville de Châteauguay", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la loi 3 George V, chapitre 74 et amendements, sur les matières suivantes: établir les frais de représentation pour les membres du conseil; augmenter le nombre des échevins par règlement; demander un recomptage judiciaire par l'officier-rapporteur en cas d'égalité des votes; modifier le cens d'éligibilité; modifier la procédure des amendements au règlement de zonage; règlementer les permis de construction; règlementer les fossés et les cours d'eau; règlementer les plages et la location des embarcations; règlementer l'ouverture des rues et la construction des trottoirs; règlementer la subdivision des lots; droit d'émettre des billets pour infraction au règlement de la circulation; amender les articles 439 et 440 pour permettre l'imposition en front; décréter les nuissances; changer l'année financière; autoriser la confection d'un rôle spécial; fixer le taux des licenses d'affaires; imposer une taxe de 2% pour fins municipales; autoriser les travaux sur requêtes; autoriser les travaux avec paiements différés; création d'un fonds de roulement; valider l'imposition d'une taxe en front en vertu du règlement 111, et pour autres fins.

Montréal, le 28 octobre 1955.

Les procureurs de laville de Châteauguay,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41064-44-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Châteauguay", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter, the Act 3 George V, chapter 74, and amendments, for the following purposes: to fix the representation fees for the members of the Council; to increase the number of aldermen by by-law; to request a judiciary recount by returning-officer in case of equality; to modify the required qualifications for the members of the Council; to modify the procedures concerning amendments to the zoning by-law; to regulate the building permits; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and renting of boats; to regulate the opening of streets and construction of sidewalks; to regulate the subdivision of lots; right to issue tickets in connection of infractions to the traffic by-law; to amend articles 439 and 440, to allow the levying of taxe to the frontage; to decree nuisances; to change the financial year; to authorize the preparation of a special roll; to fix the rate of business taxes; to impose a 2 % tax for municipal purposes; to authorize works under petitions; to authorize works with differed taxes; to create a working funds; to make valid the imposition of frontage tax, according to By-law number 111, and for other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Châteauguay.
41064-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Très-St-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session et y présenteront là et alors un projet de loi pour les autoriser à pourvoir à une pension de retraite à monsieur Émile Daoust; à adopter un règlement pour établir un fonds de pension de retraite pour les officiers ou employés de la commission; à verser une indemnité aux commissaires d'écoles, et pour autres fins.

Montréal, le 18 octobre 1955.

Les Procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41065-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The School Commissioners of the Municipality of Très-St-Sacrement, in the County of Jacques Cartier, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session and then and there shall present a bill to be authorized to provide a retiring pension to Mr. Émile Daoust; to adopt a by-law establishing a funds of retiring pension for the officers and employees of the Commission; to pay an indemnity to the Commissioners, and for other purposes.

Montreal, October 18th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for Petitioners.

41065-44-4-o

Avis public est par les présentes, donné que la cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la provonce de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité aux fins d'augmenter le nombre des quartiers de la municipalité et le nombre des échevins; de changer la date de l'élection générale des membres du conseil et la date de la confection de la liste électorale; de pourvoir à la nomination et à la destitution des officiers du conseil et des autres employés de la corporation; et d'obtenir l'abrogation de dispositions désuètes de la charte.

Grand'Mère, le 25 octobre 1955.

Les Procureurs de la cité de Grand'Mère,
41075-44-4-o DESILETS ET DESHAIES.

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of Grand'Mère for the purposes: of increasing the number of the wards of the municipality and of the aldermen; of changing the date of the general election of the members of the Council and the date of the preparation of the electoral list; of providing for the appointment and dismissal of the officers of the Council and of the other employees of the Corporation; and of obtaining the repeal of obsolete clauses of the charter.

Grand'Mère, October 25th 1955.

DESILETS ET DESHAIES,
Attorneys for the City of Grand'Mère.

41075-44-4-o

AVIS PUBLIC

La Cité de Joliette donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de la prochaine session, pour amender sa charte relativement aux frais de représentation du maire et des échevins.

Joliette, ce 31 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41076-44-4-o ARMAND LAVALLÉE, N.P.

PUBLIC NOTICE

The City of Joliette does hereby give notice that it will apply at the Provincial Legislature, at its next session, to amend its charter concerning the representation expenses of the Mayor and Aldermen.

Joliette this 31st, October 1955.

ARMAND LAVALLÉE, N.P.,
41076-44-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville Saint-Pierre s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la loi 8 Edouard VII, chapitre 100 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: reviser le cens électoral des locataires; règlementer les constructions; règlementer les fossés et cours d'eau; règlementer la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues, règlementer la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; règlementer les restaurants ambulants; règlementer les taxis; décréter les nuisances; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; règlementer les heures de fermeture des magasins; pouvoir retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; clarifier la description du territoire, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les procureurs de la ville Saint-Pierre,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41074-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Saint-Pierre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the Law 8 Edouard VII, chapter 100 and amendments, for the following matters; to revise the tenants' voting rights; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to decree nuisances; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to adjourn the exigibility of some service taxes; to dispose of stolen articles; to clarify the description of the territory, ane for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Saint-Pierre.

41074-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que le Conseil municipal de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger son territoire en ville sous le nom de Ville St-Elzéar et pour l'obtention de certains pouvoirs, dont: fixer la date et les modalités des élections; règlementer les constructions; règlementer les attroupements; règlementer les fossés et cours d'eau; règlementer la circulation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; règlementer la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; pourvoir à la construction ou acquisition de tout aqueduc et à l'imposition d'une taxe pour en payer le coût; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; règlementer les restaurants ambulants; règlementer les taxis; faire des dons aux œuvres de charité; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; pouvoir retarder l'exigibilité de certaines taxes de service; procéder à la disposition des objets volés; définir les terres en culture, pourvoir à un emprunt pour certaines fins spéciales, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs du Conseil municipal
de la Paroisse de St-Elzéar-de-Laval,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41073-44-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Council of the Parish of St-Elzéar-de-Laval, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law to erect its territory into a town, under the name of Town of St-Elzéar and to obtain some powers, to wit: to determine the date and the formalities of elections; to regulate the buildings; to regulate the public gatherings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the traffic; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to provide for the construction or acquisition of any waterworks and to the levying of a tax to pay the cost of same; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to regulate the itinerant restaurants; to regulate the taxis; to make grants to charitable organizations; to provide to the modification of the valuation roll; to adjourn the exigibility of some service taxes; to dispose of stolen articles; to define lands under cultivation; to borrow money for special necessities, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Council
of the Parish of St-Elzéar-de-Laval.

41073-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: abroger les articles 2c de la Loi 6 George VI, chapitre 88 et l'article 1 de la Loi 11 George VI, chapitre 96; pourvoir à des indemnités au cas d'annexion; règlementer les constructions; règlementer les fossés et cours d'eau; règlementer les plages et la location des embarcations; règlementer la subdivision des lots; pourvoir à l'entretien des trottoirs, rues ou places publiques; adjoindre des conseillers aux évaluateurs; pourvoir à la modification du rôle d'évaluation; règlementer les heures de fermeture des magasins; pourvoir au droit d'imposition d'une taxe de vente dans les limites de la ville; pouvoir d'emprunter pour fins d'acquisition d'immeubles industriels ou municipaux, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Berthierville,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41070-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Berthierville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 6 George VI, chapter 88 and amendments, for the following matters; to repeal articles 2c of the law 6, George VI, chapter 88 and 1 of the law 11 George VI, chapter 96; to provide for indemnities in case of annexation; to regulate the buildings; to regulate the ditches and water courses; to regulate the beaches and the renting of boats; to regulate the subdivision of lots; to provide for the maintenance of sidewalks, streets or public places; to allow assistance to the assessors; to provide to the modification of the valuation roll; to regulate the closing hours of stores; to provide for the right of levying a sale tax in the limits of the town; to borrow in order to acquire industrial or civic immoveable properties, and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Berthierville.

41070-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: modifier l'article 12 de la Loi 12 George V, chapitre 123, en augmentant le nombre des électeurs requis; pourvoir à ce que le rôle d'évaluation puisse être constitué par des fiches; créer un bureau d'estimateurs avec pouvoir quant au rôle d'évaluation et à la revision; règlementer les heures de fermeture des magasins; procéder à la disposition des objets volés: pourvoir à la construction d'un réseau de distribution et de conduite d'eau; et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
41072-44-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters: to modify the section of the law 12 George V, chapter 123, by increasing the required number of electors, to provide to the constitution of the valuation rooll by index cards; to create an office of assessors with power on the valuation roll and on the revision; to regulate the closing hours of stores; to dispose of stolen articles; to provide for the construction of a system of distribution of water; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
41072-44-4-o Attorneys for the Town of LaSalle.

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: pour modifier les limites de la ville; pour modifier les frais de représentations des Membres du Conseil; pour établir les qualifications foncières requises aux fins d'élection; pour abroger l'article 9 de la Loi 15-16 George VI et l'article 10 de la Loi 15-16 George VI; pour modifier le montant à être déposé par un candidat; pour règlementer les constructions; pour règlementer l'entreposage des pièces pyrotechniques; pourvoir à la construction, l'entretien et l'opération de réseaux d'aqueduc et d'égouts, conjointement avec toute corporation; pourvoir au coût d'ouverture, de construction et d'entretien de rues; procéder à la disposition des objets volés, et pour autres fins.

Montréal, ce 28 octobre 1955.

Les Procureurs de la ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41071-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law. 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to rectify the boundaries of the town; to modify the representations' fees of the members of the Council; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to repeal section 9 of the law 15-16 George VI and section 10 of the law 15-16 George VI; to modify the deposit required from a candidate; the regulate the constructions; to regulate the storage of fireworks; to provide for the construction, maintenance and operation of waterworks and sewers jointly with any corporation; to provide for the cost of opening, construction and maintenance of streets; to dispose of stolen articles; and for all other purposes.

Montreal, October 28th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of Côte St. Luc.

41071-44-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Roméo Asselin, cultivateur, de Manneville, Aibitibi; Thuribe Belzile, directeur général, de Montréal; Félix Bélanger, cultivateur, de Ste-Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, cultivateur, de St-Sébastien, comté de Frontenac; Arthur Dubé, cultivateur, de St-Octave de Métis; Antoine Grenier, cultivateur, de St-Prime de Roberval; Xavier Hardy, cultivateur, de St-Édouard de Lotbinière; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de St-Robert, comté de Richelieu; Benjamin Manseau, cultivateur, de Ste-Monique, comté de Nicolet; J. Abel Marion, gérant de coopérative, de St-Edwidge, comté de Compton; Paul Mercure, cultivateur, de Cap-Santé, comté de Portneuf, tous administrateurs de La Mutuelle-Vie de l'U.C.C., vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opérations d'assurance et de réassurance sur la personne, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation, et aussi le pouvoir d'acquérir l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." ou "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cult vateurs".

Montréal, le 24 octobre 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN C.R.,
515, avenue Viger, ch. 401,
41077-44-4-o Montréal, Que.

Notice is hereby given that: MM. Roméo Asselin, farmer, of Manneville, Abitibi; Thuribe Belzile, executive, of Montreal; Félix Bélanger, farmer, of Ste. Anne de la Pocatière; J. B. Léon Dion, farmer, of St. Sébastien, Frontenac county; Arthur Dubé, farmer, of St. Octave de Métis; Antoine Grenier, farmer, of St. Prime de Roberval; Xavier Hardy, farmer, of St. Edouard de Lotbinière; Jean Baptiste Lemoine, farmer, of St. Robert, Richelieu county; Benjamin Manseau, farmer, of Ste. Monique, Nicolet county; J. Abel Marion, manager, of St. Edwidge, Compton county; Paul Mercure, farmer, of Cap Santé, Portneuf county, administrators of "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C." will apply to the Quebec Legislature, at itx next ensuing session, for the incorporation of a mutual life insurance company with powers to carry out operations of life insurance and reinsurance, to offer and sell anuities, rents and contracts of capitalisation, and will also apply for the added power of acquiring the assets and of assuming the liabilities and obligations of the said corporation, and that the new corporation be granted the corporate name of "La Mutuelle-Vie de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Mutuelle-Vie de l'U.C.C.".

Montreal, October 24th, 1955.

JEAN-PAUL VERSCHELDEN, Q.C.,
515 Viger Avenue, Room 401,
41077-44-4-o Montreal, Que.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Paroisse de L'Assomption, comté de l'Assomption, s'adressera à la Législature, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une Loi, aux fins de valider des travaux effectués et des cotisations spéciales perçues et porter qu'à l'avenir lesdites taxes spéciales pourront être imposées sur simple résolution du Conseil sans besoin d'un règlement et pour toutes autres fins.

Joliette, ce 25 octobre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
41078-44-4-o J.-R. PIETTE.

Public notice is hereby given that the Corporation of the parish of L'Assomption, county of l'Assomption, will apply to the Legislature, at its next Session, for the adoption of an Act to valid realized works and collected special taxes and to enact that in future, the said special taxes can be imposed by resolution, and not by by-law and for all other purposes.

Joliette, October the 25th, 1955.

J.-R. PIETTE,
41078-44-4-o Attorney for petitioniers.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Les Services de Santé du Québec", société régie par la

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "Les Services de Santé du Québec", an association governed by

Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi la transformant en société de secours mutuels, au sens des dispositions de la Loi des Assurances de Québec, (S.R.Q. 1941, chap. 299) avec les pouvoirs de faire de l'assurance-maladie, de l'assurance contre les accidents à la personne, ainsi que, mais exclusivement sous le système appelé assurance de groupe, de l'assurance-vie.

Québec, le 2 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire.

41091-44-4-o JEAN GRENIER, C.R.

the Quebec Cooperative Syndicates Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of a law changing it into a mutual benefit association, in accordance with the provisions of the Quebec Insurance Act, (R.S.Q. 1941, chap. 299) with the power to insure against sickness, personal injuries, as well as life insurance, but exclusively under the system called group insurance.

Quebec, November 2nd, 1955.

JEAN GRENIER, Q.C.,

41091-44-4-o Attorney for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles Catholiques pour la municipalité de Château d'Eau dans le comté de Québec, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant de plus amples pouvoirs et décrétant que la partie suivante du territoire de la Commission Scolaire de Loretteville, savoir, une partie de la première concession Saint-Bernard, située au nord de la voie ferrée et une partie de la deuxième concession St-Bernard; une partie de la première concession St-Barthélémy; une partie de la concession nord du chemin de la Jeune-Lorette et une partie de la première concession du Grand St-Antoine, située au nord-est de la voie ferrée, sont détachées du territoire de la dite commission scolaire de Loretteville et annexée pour fins scolaires au territoire de la Commission Scolaire Catholique de Château d'Eau.

Québec, le 21 octobre, 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,

41106-44-2-o ROGER GOSSELIN.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Catholic School Commissionners for the Municipality of Château d'Eau in the County of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a law extending their powers and enacting that the following part of the territory of the School Commission of Loretteville, to wit, a part of the first concession of Saint-Bernard, situated north of the railroad; a part of the second concession of Saint-Bernard; a part of the first concession of St. Barthélémy; a part of the concession north of Jeune-Lorette road and that part of the first concession of Grand St. Antoine, situated northeast of the railroad is detached from the territory of the said School Commission of Loretteville and annexed, for school purposes, to the territory of the Catholic School Commission of Château d'Eau.

Quebec, October 21, 1955.

ROGER GOSSELIN,

41106-44-2-o Attorney for Petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de la Charte de la Cité de Montréal 1955 relativement aux matières suivantes: déterminer les limites respectives de la Cité de Montréal et de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu et fixer le montant de la contribution de cette dernière au coût des travaux d'améliorations locales; pouvoir de modifier cette partie du plan général de la Cité concernant le boulevard Gouin et la rue Lachapelle; pouvoir de maintenir en vigueur certaines parties du plan général de la Cité; modification à l'indemnité des conseillers; pouvoir d'instituer une Commission permanente appelée "Conseil des Arts de la Cité de Montréal" et de crier, pour les fins pour lesquelles ce conseil est formé, un fond au moyen d'un prélèvement spécial, appelé "le sou des arts"; pouvoir de décider dans tous les cas par qui sera supporté le coût de construction d'un égout; préciser le texte concernant les immeubles imposables pour fins de taxes d'affaires; pouvoir d'imposer une taxe spéciale sur les établissements exempts de la taxe foncière et de la taxe d'affaires qui sont loués, de temps à autre, à des personnes ou à des associations qui y admettent le public moyennant le paiement d'un prix d'entrée; pour limiter à 30 jours la période durant laquelle l'estimateur doit effectuer au rôle d'évaluation qu'il vient de déposer les changements résultant d'un transport d'immeuble; accorder 30 jours aux contribuables

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Montreal shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of the Charter of the City of Montreal 1955 on the following matters; determine the respective limits of the City of Montreal and of the Municipality of Saint-Jean-de-Dieu and fix the amount of the latter's contribution to the cost of local improvement works; power to amend that part of the City's general plan concerning Gouin Boulevard and Lachapelle Street; power to keep in force certain parts of the City's general plan; modification of the indemnity of the councillors; power to establish a permanent commission to be called "Arts Council of the City of Montreal" and to create, for the purposes for which such council is formed, a fund by means of special levy, called "le sou des arts"; power to decide in all cases by whom shall be born the cost of construction of a sewer; clarify the text concerning taxable immovables for the purposes of the business tax; power to impose a special tax on establishments exempt from the real estate tax and the business tax which are leased, from time to time, to persons or associations which admit the public on payment of an entrance fee; to limit to thirty days the period during which the assessor shall make in the valuation roll which he has just deposited the changes resulting from the transfer of an immovable; grant thirty days to rate payers to file a complaint against a new valuation made after the deposit of the valuation roll; grant a reduc-

pour déposer une plainte contre une nouvelle estimation faite après le dépôt du rôle d'évaluation; accorder une réduction de taxe foncière au propriétaire d'un bâtiment entièrement détruit ou démoli après le dépôt du rôle d'évaluation; estimation des terres en culture, des immeubles appartenant aux compagnies de chemins de fer, et des machines et moteurs employés à des fins industrielles; fixer un court délai pour attaquer la validité du rôle d'évaluation, exiger un dépôt substantiel de la partie qui conteste et la garantie personnelle d'au moins 100 électeurs propriétaires de payer conjointement et solidairement les frais et déboursés; déterminer sur quelle base sera perçue la taxe foncière y compris la taxe scolaire, pendant la durée du litige de même qu'après le jugement final, advenant que le rôle d'évaluation soit cassé ou annulé; pouvoir d'augmenter le nombre des membres du Bureau de Revision des estimations; pouvoir de fermer et d'exproprier les ruelles inutiles pour les subdiviser et revendre aux propriétaires des lots contigus; pouvoir d'exproprier en vue d'un meilleur aménagement les abords de toutes rues et places publiques; obliger tout propriétaire à céder à la Cité, lors de la présentation d'un plan de subdivision, une certaine partie du terrain ainsi subdivisé pour servir à l'ouverture des rues et à l'établissement de parcs et terrains de jeux; pouvoir de faire vendre à l'encan par un employé de la Cité, au lieu d'un huissier de la Cour supérieure, les effets mobiliers non réclamés; pouvoir de faire déplacer les véhicules stationnés à des endroits prohibés et d'en charger le coût aux propriétaires; pouvoir de réglementer les antennes de radio et de télévision à l'extérieur des bâtiments; pouvoir de réglementer l'érection et la construction des clôtures sur les terrains privés; pouvoir de suspendre l'émission de permis de construction ou d'occupation en certaines circonstances; coût des expropriations, égouts, pavages et trottoirs, répartition et mode de paiement; retraite des juges municipaux après deux ans de maladie ou d'absence; augmentation du traitement des juges municipaux suppléants; pouvoir de modifier la résolution du Conseil du 3 novembre 1950 concernant la répartition du coût de l'égout de la rue Tolhurst; corriger la description des terrains dans un acte d'échange entre la Cité et la Ville de Hampstead; autorisation d'abolir le Marché Saint-Jean-Baptiste, de disposer des immeubles qui le constituent ou de les affecter en tout ou en partie à d'autres fins municipales, nonobstant toutes les dispositions contraires contenues dans l'acte de vente de Côme Séraphin Cherrier à la Corporation du Village de Saint-Jean-Baptiste; autorisation de vendre le lot no 189-867 du cadastre du Village incorporé de la Côte de la Visitation cédé gratuitement à la Cité par Montreal City Estates Limited pour servir à la prolongation de certaines rues; ratification des actes d'échange suivants: *a*) entre la Cité et Canadian Industries (1954) Limited; *b*) entre la Cité et la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence; *c*) entre la Cité et la Commission de Transport de Montréal; ratification d'un contrat intervenu entre la Cité et The Montreal Star Company Limited, ainsi que du Règlement no 2240, autorisant cette compagnie à construire et maintenir un édifice au-dessus et un tunnel en dessous de la ruelle des Fortifications; ratification d'un acte de vente par la Cité à Molson's Brewery Limited, ratification des actes suivants passés à la suite d'adjudication faites par le shérif de Montréal, lors de certaines ventes pour taxes municipales: *a*) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-108 du cadastre du Village de la Côte de la Visitation enregistion in the real estate tax to the proprietor of a building completely destroyed or demolished after the deposit of the valuation roll; valuation of lands under cultivation, of immovables belonging to railway companies, and of machines and motors used for industrial purposes; fix a short delay to attack the validity of the valuation roll, require a substantial deposit from the contesting party and the personal guarantee of at least one hundred electors proprietors to pay jointly and severally the costs and disbursements; determine on what basis the real estate tax including the school tax shall be collected, during litigation as well as after final judgment, if the valuation roll is voided or annulled; power to increase the number of the members of the Board of Revision of Valuations; power to close and expropriate useless lanes to subdivide and resell them to the proprietors of contiguous lots; power to expropriate in view of a better arrangement of the approaches of all streets and public places; oblige every proprietor to cede to the City, when presenting a subdivision plan, a certain part of the land so subdivided to be used to open streets and establish parks and playgrounds; power to have sold by auction by a City employee, instead of by a bailiff of the Superior Court, unclaimed movable effects; power to have removed vehicles parked in prohibited places and charge the cost thereof to the owners; power to regulate radio and television antennas outside of buildings; power to regulate the erection and construction of fences on private land; power to suspend the issue of building or occupancy permits in certain circumstances; cost of expropriations, sewers, pavings and sidewalks, apportionment and mode of payment; superannuation of municipal judges after two years of illness or absence; increase in the salary of interim municipal judges; power to amend the resolution of Council of November 3rd, 1950 concerning the apportionment of the cost of the Tolhurst Street sewer; correct the description of the lots in a deed of exchange between the City and the Town of Hampstead; authorization to abolish Saint-Jean-Baptiste Market, to dispose of the immovables constituting it or to affect them in whole or in part to other municipal purposes, notwithstanding any provisions to the contrary in the deed of sale by Côme Séraphin Cherrier to the Corporation of the Village of Saint-Jean-Baptiste; authorization to sell lot no 189-867 of the cadastre of the Incorporated Village of Côte de la Visitation ceded gratuitously to the City by Montreal City Estates Limited to be used for the extension of certain streets; ratification of the following deeds of exchange: *a*) between the City and Canadian Industries 1954 Limited; *b*) between the City and the Community of the Sisters of Charity of Providence; *c*) between the City and the Montreal Transportation Commission; ratification of a contract between the City and the Montreal Star Company Limited, as well as of By-law no 2240, authorizing the said company to erect and maintain a building above and a tunnel under Fortifications lane; ratification of a deed of sale by the City to Molson's Brewery Limited; ratification of the following deeds passed following adjudications made by the Sheriff of Montreal, at certain sales for municipal taxes: *a*) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-108 of the cadastre of the Village of Côte de la Visitation registered on January 13th, 1947 under no 680717; *b*) sale to Albert Bellefontaine of lot no 9-109 of the same cadastre ergistered on January 13th, 1947 under no 680718; *c*) sales to the City of Montreal of lots nos 3634, 3635 and 3636 of the cadastre of the parish of Mont-

tré le 13 janvier 1947 sous le no 680717; *b*) vente à Albert Bellefontaine du lot no 9-109 du même cadastre enregistré le 13 janvier 1947 sous le no 680718; *c*) ventes à la Cité de Montréal des lots Nos 3634, 3635 et 3636 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 7 et 13 avril 1949 sous les Nos 779182, 779183 et 779970, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Cléophas Presseau dit Fabien; *d*) ventes à Samuel Pollock des lots de subdivision no 248, 249 et 250 du lot originaire no 164 du cadastre de la paroisse de Montréal et enregistrés les 10, 12 et 13 janvier 1953 sous les numéros 990153, 990154 et 990155, lesquels lots ont été vendus pour taxes contre la succession Narcisse Théophile Gagnon; ratification de l'acquisition par la Cité de certains terrains non requis pour la construction du boulevard Henri Bourassa; autorisation d'annexer, après entente avec les municipalités concernées: *a*) partie du territoire de la Cité de Verdun; *b*) partie du territoire de Ville LaSalle; *c*) tout ou partie du territoire de la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; *d*) tout ou partie du territoire de la Ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; *e*) certaines parties du territoire de la Ville de la Côte Saint-Luc; *f*) certaines parties du territoire de la Ville de Hampstead; *g*) certaines parties du territoire de Ville Saint-Laurent; *h*) certaines parties du territoire de la Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu; *i*) certaines parties du territoire de Ville Saint-Michel

Le Greffier de la Cité,
CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 5 novembre 1955. 41105-44-4-o

Avis est par les présentes donné que la Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi 4, Édouard VII, chapitre 106, en vue d'accroître la capacité juridique de ladite Corporation d'acquérir et de posséder des biens immobiliers.

Québec, le 25 octobre 1955.

Les Procureurs,
41062-44-4-o DÉSILETS & LETARTE.

Avis public est par les présentes donné que la "corporation municipale du village de Bernierville", dans le comté de Mégantic s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs spéciaux suivants:

1° Pour instituer par règlement une commission d'urbanisme.

2° Pour que les permis de construction ne soient accordés que sur un terrain cadastré, à l'exception des constructions sur les terrains agricoles ou les terres en culture.

3° Pour autoriser l'officier de police à émettre un billet sommaire pour infraction à la loi de circulation, et pour permettre au délinquant de payer une somme de $2.00 et dans le cas d'infraction au règlement de vitesse, une somme de $15.00.

4° Pour construire des immeubles pour fins industrielles et affecter à cette fin une somme de $75,000.00 sur l'approbation au préalable de la Commission Municipale de Québec.

St-Ferdinand d'Halifax, 27 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41063-44-4-o LUCIEN DROLET, C.R.

---

real and registered on April 7th and 13th, 1949 under Nos 779182, 779183 and 779970, which ots were sold for taxes against the Estate of Cléophas Presseau dit Fabien; *d*) sales to Samuel Pollock of subdivisions lots Nos 248, 249 and 250 of lot no 164 of the cadastre of the Parish of Montreal, registered on January 10th, 12th and 13th, 1953, under Nos 990153, 990154 and 990155, said lots were sold for taxes against the Estate of Narcisse Théophile Gagnon; ratification of the acquisition by the City of certain lots not required for the construction of Henri Bourrassa Boulevard; authorization to annex, after understanding with the municipalities concerned: *a*) part of the territory of the City of Verdun; *b*) part of the territory of the Town of LaSalle; *c*) the whole or part of the territory of the Parish of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; *d*) the whole or part of the territory of the Town of Saint-Léonard-de-Port-Maurice; *e*) certains parts of the territory of the Town of Côte Saint-Luc; *f*) certain parts of the territory of the Town of Hampstead; *g*) certain parts of the territory of the Town of Saint-Laurent; *h*) certain parts of the territory of the municipality of Saint-Jean-de-Dieu; *i*) certain parts of the territory of the Town of Saint-Michel.

CHARLES-ÉDOUARD LONGPRÉ,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, November 5th, 1955. 41105-44-4-o

Notice is hereby given that the Corporation "Les Missionnaires du Sacré-Cœur" will apply to the Legislature of Quebec at its next session for permission to adopt an Act, modifying Act, 4, Edward VII, chapter 106, with a view of increasing the juridical capacity of the said Corporation to acquire and to own immoveable property.

Quebec, October 25th, 1955.

DÉSILETS & LETARTE,
41062-44-4 Attorneys.

Public notice is hereby given by these presents that the "municipal corporation of the village of Bernierville", in the county of Megantic will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to obtain the following special powers:

1. To institute, by by-law, a Town-planning Commission.

2. That permits for building purposes be only granted on cadastral ground, with the exception of constructions on farm lands or land under cultivation.

3° To authorize a police officer to issue a summation ticket for any infraction against a traffic law and to allow the delinquent to pay an amount of $2.00 and in the case of an infraction against a speed by-law, an amount of $15.00.

4. To build immoveables for industrial purposes and to assign, for this purpose, an amount of $75,000.00, prior approval to be obtained from the Quebec Municipal Commission.

St. Ferdinand d'Halifax, October 27th, 1955.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
41063-44-4 Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 1, Geo. VI, ch. 105, aux fins suivantes:

1. Amender les articles 17 et 18 de la Loi I Geo. VI, ch. 105;
2. Amender l'article 50 pour garantir certaines obligations avec les revenus du réseau hydro-électrique;
3. Abroger l'article 57;
4. Amender l'article 59;
5. Amender l'article 64;
6. Amender l'article 100 aux fins d'autoriser la cité à vendre son barrage de Bromptonville;
7. Amender l'article 488 de la loi des Cités et Villes;
8. Abroger les articles 15, 18 et 19 de la Loi 2-3 Elizabeth II, ch. 67;

Et autres demandes;

Sherbrooke, le 28 octobre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41066-44-4-o ALBERT RIVARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 1, Geo. VI, ch. 105, for the following purposes:

1. To maned articles 17 and 18 of the Act I Geo. VI, ch. 105;
2. To amend article 50 for granting authorization to the city to guarantee certain obligations with the revenues of the city's electrical system;
3. To abrogate article 57;
4. To amend article 59;
5. To amend article 64;
6. To amend article 100 in order to authorize the sale of the city dam at Bromptonville;
7. To amend articles 488 of the Cities & Town Act;
8. To abrogate articles 15, 18 and 19 of the Act 2-3 Elizabeth II, ch. 67;

And for other purposes.

Sherbrooke, this 28th day of October, 1955.

ALBERT RIVARD,
41066-44-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier à toutes fins que de droit les ententes intervenues entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le comté de Champlain et certaines industries situées dans les limites du territoire sur lequel ils ont juridiction;

2° Pour toutes autres fins.

Donné au Cap-de-la-Madeleine, ce 4ième jour de novembre 1955.

Le Procureur de la cité du Cap-de-la-Madeleine,
41117-45-4-o LÉON MÉTHOT.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the city of Cap-de-la-Madeleine and the School commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain, will apply to the Parliament of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, for the following purposes;

1. To confirm and ratify the agreements between the city of Cap-de-la-Madeleine, the School commissioners for the said municipality of Cap-de-la-Madeleine in the county of Champlain and certain industries located in the limits of the territory in which they have jurisdiction:

2. For all other purposes.

Given at Cap-de-la-Madeleine, this day, November 4th, 1955.

LÉON MÉTHOT,
Barrister for the city of Cap-de-la-Madeleine.
41117-45-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Roxboro, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, et demandera l'adoption d'une loi pour amender sa charte dans le but de faire augmenter le pouvoir d'emprunt de la Ville, de répartir le coût de l'installation d'un système d'éclairage des rues entre les propriétaires riverains suivant un taux au pied de front, de vendre une partie de rue désaffectée de permettre la construction d'une usine de pompage à une distance moindre de la ligne de division que celle prévue par les règlements de construction, de modifier le territoire de la Ville en y annexant un lot adjacent faisant partie de la Municipalité Dollard des Ormeaux.

Montréal, ce 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
BADEAUX FILION & BADEAUX.
41120-45-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Roxboro, in the District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an act amending its charter for the following purposes: To increase its borrowing power; to be authorized to charge the costs of a street lighting system to owners of lots on a frontage basis; to be authorized to sell part of a disused street; to be authorized to erect a waterworks pumping station at a lesser distance of the division line than that provided for by building by-laws; to modify the boundaries of its territory by annexing an adjacent lot forming part of the Municipality of Dollard des Ormeaux.

Montreal, November the 4th, 1955.

BADEAUX FILION & BADEAUX,
Attorneys for the petitioner.
41120-45-4-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis, est, par les présentes, donné que la Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil fera une demande à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi aux fins fins d'être autorisée à payer une pension viagère à monsieur Pierre Antoine Avila Dufresne.

Québec, 4 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41119-45-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that La Commission Scolaire Catholique de la cité de Longueuil, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to have enacted a law authorizing it to pay a pension to Mr. Pierre Antoine Avila Dufresne.

Quebec, November 4th, 1955.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.,
41119-45-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que la ville de Bromptonville et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Bromptonville s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les autorisant à fixer à $26,000.00 par année les taxes municipales et à $22,000.00 par année les taxes scolaires que la Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd aura à leur payer pour une période de cinq ans.

Bromptonville, ce 3 novembre 1955.

Les Procureurs des pétitionnaires.
LEBLANC, DELORME,
41123-45-4-o BARNARD & LEBLANC.

Notice is hereby given that the town of Bromptonville and the school commissioners for the municipality of Bromptonville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act authorizing them to fixe at $26,000.00 yearly the municipal taxes and at $22,000.00 yearly the school taxes to be paid to them by the Richmond Pulp & Paper Company of Canada Ltd for a period of five years.

Bromptonville, November 3rd, 1955.

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC,
41123-45-4-o Attorneys for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que l'Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec, dans les statuts de la Province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de loi soumis à la législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, la profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 4 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER.
41124-45-4-o

Public notice is hereby given that the "Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session for the adoption of a law in order that chiropractors be recognized professionally in the Province of Quebec, and in the Statutes, with power to make regulations according to the draft bill to be submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtaining of said powers; this law and regulations thereof shall have for object to govern, in the interest of the public, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline and all objects and powers mentioned in draft bill.

Montreal, November 4th, 1955.

COUSINEAU, LAGANIÈRE, BÉLANGER,
Attorneys for Petitioner.
41124-45-4

Avis public est par les présentes donné que Canada Steamship Lines Limited s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi fixant, pour une période de sept ans, à compter de 1954, l'évaluation des propriétés de ladite compagnie situées à Tadoussac, comté de Saguenay, pour fins municipales, à la somme de $150,000.00 et fixant pour fins scolaires la taxe à être payée par la dite compagnie à la somme de $3000.00 par année, pendant une période de sept ans, ladite somme à payer sur lesdites propriétés en taxes générales et spéciales et ce à compter de 1954.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41131-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

Notice is hereby given that Canada Steamship Lines Limited, having its head office in the City of Montreal and a place of business at Tadoussac, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act to fix, for a period of seven years, as from 1954, for municipal purposes, the valuation of the properties of the said company, situated at Tadoussac, county of Saguenay, at the sum of $150,000.00 and fixing for school taxation purposes the tax at $3000.00 per year, for a period of seven years, this sum to be paid on the same properties in general and special taxes and beginning in 1954.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,
41131-45-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que dame Grace P. Hastings s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que nonobstant les clauses du testament de feu le docteur R. C. Hastings, son

Public notice is hereby given that Mrs. Grace P. Hastings of the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act stating that notwithstanding the provisions of the will of late Dr. R. C. Hastings,

époux, elle soit déclarée propriétaire des biens meubles et immeubles de la succession R. C. Hastings avec pouvoirs d'en disposer comme bon lui semblera.

Québec, ce 7 novembre 1955.

Le Procureur de la requérante,

41132-45-4-o ROSS DROUIN C.R.

Avis est par les présentes, donné, que la Corporation de la ville de Hauterive, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un Bill aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire originaire, tel que décrit à l'article 2 de la Loi 14, George VI, chapitre 124, le territoire décrit comme suit:

"Un territoire situé en partie dans le Canton de Laflèche, en partie dans le Canton de Manicouagan et en partie dans le Canton de Eudes, comprenant:

Dans le canton de Eudes: le bloc B; dans le canton Laflèche: le bloc 1; partie du bloc 6; les blocs 8, D et G; rang I — les lots 1 à 13, E, partie du lot F au sud de la rivière Amédée; rang II — les lots 1 à 15; dans le canton de Manicouagan: les blocs D et M; rang VI — les lots 33B à 38B.

2° Fixer l'évaluation des biens imposables de Manicouagan Power Company et de Québec North Shore Paper Company, ainsi que le taux de taxe, payable par lesdites Compagnies, la Corporation municipale de la ville de Hauterive".

Baie-Comeau, 8 novembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.

41061-44-4-o

Avis est par la présente donné que la Chambre de Commerce de Québec, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour l'obtention d'un projet de loi ayant pour effet de donner au Conseil de la Cité de Québec le pourvoir de répartir le coût de l'entretien des rues pendant l'hiver soit entre les propriétaires riverains de toute rue, groupes de rues, zones ou quartier, soit uniformément en chargeant le même taux dans toute la cité et en prenant comme base l'un quelconque ou une combinaison quelconque des modes de répartition suivants: soit le pied linéaire, soit le pied de surface des rues, soit l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement.

La Chambre de Commerce de Québec, demandera également que les frais dudit projet de loi soient payés par la Corporation de la cité de Québec et que le loi ait un effet rétroactif à compter du neuvième jour de novembre 1954.

Québec, ce 24 octobre 1955.

(Sceau)

La Chambre de Commerce de Québec

Le Président,

ALPHONSE PROTEAU,

Le Directeur général,

41118-45-4-o ROGER VÉZINA.

La ville de Chapais, dans le comté d'Abitibi Est, donne avis qu'elle présentera un projet de loi à la prochaine session de la législature aux fins d'être autorisée à se porter acquéreurs d'un système de distribution d'électricité, la propriété de Opemiska Copper Mines (Québec) Limitée, et pourvoyant à l'établissement d'une commission chargée de l'exploitation de ce système.

L'Agent,

41130-45-4-o PAUL MIQUELON.

---

her husband, she be declared proprietor and owner of all property, moveable and immoveable, of the estate of R. C. Hastings with full authority to dispose of same as she deems fit.

Quebec, November 7th, 1955.

ROSS DROUIN, Q.C.,

41132-45-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the Corporation of the town of Hauterive, in the county of Saguenay, shall apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, to request the adoption of a Bill for the following purposes:

1. Annex to its original territory, such as described in Section 2, Act 14, George VI, chapter 124, the territory hereinafter described:

"A territory situated partly in the township of Laflèche, partly in the township of Manicouagan and partly in the township of Eudes, including:

In the township of Eudes: block B; in the township of Laflèche: block 1; part of block 6; blocks 8, D and G; range I — lots 1 to 13, E, part of lot F, south of the river Amédée; range II — lots 1 to 15; in the township of Manicouagan: blocks D and M; range VI — lots 33B to 38B.

2. Establish the valuation of the assessable property of the Manicouagan Power Company and the Quebec North Shore Paper Company, as well as the rate of taxation payable by said companies to the Municipal Corporation of the town of Hauterive".

Baie-Comeau, November 8, 1955.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,

Attorneys for the petitioners.

41061-44-4-o

Notice is hereby given that The Quebec Board of Trade, corporation legally incorporated, will apply to the Legislature of Quebec during the course of the next session, to obtain the project of an Act for the purpose of giving to the Council of the City of Quebec the power to distribute the cost for street maintenance during the winter, either among the riparian proprietors of any street, group of streets, zones or wards, either uniformly, by charging the same rates in the whole city and taking as a basis anyone, or a combination of any one of the following modes of distribution: either on the linear foot, or on the surface foot of streets, either on the valuation of immoveable properties or lands only.

The Quebec Board of Trade shall also request that the cost of the said project of an Act be paid by the Corporation of the City of Quebec and that the Act be retroactive from and after the ninth day of November, 1954.

Quebec, this 24th day of November, 1955.

(Seal)

The Quebec Board of Trade,

ALPHONSE PROTEAU,

President.

ROGER VÉZINA,

41118-45-4-o General Director

The town of Chapais, in the county of Abitibi East, gives notice that it will present a bill at the coming session of the Quebec Legislature, for the purpose of being authorized to purchase an electricity distribution from Opemiska Copper Mines (Quebec) Limited and of establishing a commission to look after the operations of such distribution system.

PAUL MIQUELON,

41130-45-4-o Agent.

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale de la paroisse de St-Raphaël de L'Ile Bizard s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, lui accordant des pouvoirs additionnels, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; et pour autres fins.

Montréal, le 8 novembre 1955.

Les Procureurs de la corporation municipale de la paroisse de St-Raphaël de l'Ile Bizard,

41144-45-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de L'Ile Bizard, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, in order to obtain additional powers, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be named superintendant; right to regulate the zoning and the construction; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; and for other purposes.

Montreal, November 8, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Municipal Corporation of the parish of St. Raphaël de l'Ile Bizard.

41144-45-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: pour taxer suivant la superficie pour les travaux sur requêtes; donne les noms de rues par résolution du conseil; amender le règlement de zonage, par règlement, sans referendum, afin de permettre l'exploitation d'un commerce de première classe au numéro civique 180, 12ème avenue, et les commerces de deuxième classe sur la rue Piché, entre les 18ème et 19ème avenues; accorder une pension de retaite à monsieur Ernest A. Taylor; abroger l'article 3 du chapitre 61 et de loi 2 George V, l'article 13 du chapitre 57 de la loi 3 George V et l'article 7 du chapitre 56 de la loi 12 George VI; annexion de la partie sud-est du territoire de la municipalité de la Côte-de-Liesse, bornée à l'ouest par la 55ème avenue, au nord par le boulevard de la Côte-de-Liesse et à l'est par la cité de Saint-Laurent et la ville de Côte St-Luc; et pour autres fins.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41172-46-4-o

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to impose the tax according to the area for works made by petitions; to give names to streets by resolution of the council; to amend by-law of zoning, by by-law, without referendum, in order to allow the operation of a first classe business at civic number 180, 12th avenue, and the business of second class on Piché Street, between the 18th and 19th avenues; to grant a retiring pension to Mr. Ernest A. Taylor; to repeal article 3 of chapter 61 of the Act 2 George V, article 13 of chapter 57 of the Act 3 George V, and article 7 of chapter 56 of the Act 12 George VI; annexation of the South-East part of the territory of the municipality of Côte de Liesse, bounded on West side by the 55th avenue, on North side by Côte-de-Liesse Boulevard and on East side by the city of St. Laurent and the town of Côte St. Luc; and for other purposes:

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The attorneys for the city of Lachine.

41172-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation Municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte la Loi 4 Édouard VII, chapitre 69, sur les matières suivantes: création d'une charge municipale, dont le titulaire sera appelé le surintendant; pouvoir de règlementer le zonage et la construction et fixer le coût des permis de construire; pouvoir d'octroyer des sommes d'argent aux centres de loisirs; droit de faire des travaux sur requêtes des propriétaires riverains; droit de prélever une taxe de vente de 2%; percevoir la taxe d'eau des propriétaires dans le cas d'immeubles loués; fixation de l'évaluation du lot numéro 150; fixation de l'évaluation des bâtisses construites et occupées après 1954; abroger l'article 6 du chapitre 69 de la Loi 4 Édouard VII; et pour autres fins.

Montréal, le 14 novembre 1955.

Les Procureur de la corporation municipale du village de Sainte-Geneviève de Pierrefonds,

41186-46-4-o LACROIX, VIAU & POUPART.

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act, amending its charter the Act 4 Edward VII, chapter 69, on the following purposes: establishment of a municipal charge, whose the titular will be called superintendent; right to regulate the zoning and the construction and to fix the costs of building permits; right to grant sums of money to recreative associations; right to make works under petitions signed by fronting proprietors; right to impose a sale tax of 2%; to collect the water tax from the proprietors in the case of rented properties; to fix the valuation of lot number 150; to fix the valuation of buildings constructed and occupied after 1954; to repeal article 6 of chapter 69 of the Act 4 Edward VII; and for other purposes.

Montreal, November 14, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the Municipal Corporation of the Village of Sainte-Geneviève de Pierrefonds.

41186-46-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Régis Brunet, cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, relative au testament de feu Aldéric Brunet, en son vivant cultivateur de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, afin de l'autoriser à vendre un immeuble décrit comme étant partie du lot numéro 237 et le lot numéro 236c du cadastre officiel de la Paroisse de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, appartenant à ladite succession.

Montréal, le 10 novembre 1955.

Les Procureurs du pétitionnaire,
LACROIX, VIAU & POUPART.

41173-46-4-o

Public notice is hereby given that Régis Brunet, farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act concerning the will of the late Aldéric Brunet, in his lifetime farmer of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, in order to be authorized to sell an immovable described as part of lot number 237 and lot number 236c of the Official Cadastre of the parish of Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, belonging to the said estate.

Montreal, November 10th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Petitioner.

41173-46-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la cité de Shawinigan Falls, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls, pour les fins suivantes: pourvoir à la construction, l'entretien et la leçation de bâtisses par la cité pour des fins industrielles; à la location de locaux dans les bâtisses municipales et les parcs; à rendre applicables à la cité certaines dispositions de la loi concernant la destitution de certains officiers des Cité et Villes, chap. 235 S.R.Q. 1941; à fixer les émolutions des membres du Conseil de la cité; et pour d'autres fins.

Shawinigan Falls, le 7 novembre 1955.

Le Procureur de la cité de Shawinigan Falls,
J.-CLAUDE GUILLEMETTE.

41174-46-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls for the purposes: of acquiring, building, maintaining and leasing immoveables for industrial purposes: of leasing parts of municipal buildings; of providing for the dismissal of officers of the Council; of providing remuneration for the mayor and the aldermen.

Shawinigan Falls, November 7th 1955.

J.-CLAUDE GUILLEMETTE,
Attorney for the city of Shawinigan Falls.

41174-46-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que les légataires universels en usufruit des successions de feu Lactence Bouthillette et de feue Dina Trahan et Julien Gervais, s'adresseront à la Législature Provinciale lors de sa prochaine session pour obtenir une loi les autorisant à consentir bonne et valable quittance d'une part, et déclarant Julien Gervais propriétaire absolu de certains immeubles, savoir, la partie du lot numéro 303 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Contrecœur.

Le Procureur des pétitionnaires,
CHS. M. PIUZE.

41198-46-4-o

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the residuary legatees having usufruct of the estates of the late Lactence Bouthillette, Dina Trahan and Julien Gervais, shall apply to the Provincial Legislature, at its next Session, in order to obtain an Act authorizing them to consent to a good and valid quittance on one part, and declaring Lucien Gervais owner absolute of certain immoveable property, to wit: that part of lot number 303 of the official plan and book of reference of the parish of Contrecœur.

CHS. M. PIUZE,
Attorney for Petitioners.

41198-46-4

Cité de Verdun

Amendements à la Charte

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes: réglementer et accorder des permis pour embarcations; réglementer les motocyclettes, inspection des véhicules-moteurs; expropriations pour terrains de stationnement pour automobiles; expropriations pour fins municipales; changer les bornes de la Cité pour inclure l'Ile St-Paul; emprunter pour améliorations locales urgentes; terrains de stationnement pour entreprises commerciales; rôle d'évaluation; améliorations locales; viande chevaline.

Verdun, Québec, ce 17 novembre 1955.

L'Aviseur légal,
FRANCIS FAUTEUX.

41199-46-4-o

City of Verdun

Charter amendments

Notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters: regulation and license of boats; regulation of motorcycles; testing of motor vehicles; expropriations for auto parking; expropriations for municipal purposes; changing the City boundaries to include St. Paul Island; loan for urgent sewer improvements; auto parking places for commercial property; valuation roll; local improvements; horsemeat.

Verdun, November 17th, 1955.

FRANCIS FAUTEUX,
City Solicitor.

41199-46-4-o

AVIS PUBLIC

Prenez avis que la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siègeant en Parlement, à Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

Le droit d'imposer une taxe, payable par l'acheteur, de 2% sur le prix de vente de tout immeuble; la création de tout le territoire occupé actuellement par le Yatch Club, la Plage des Foulons et les terrains de stationnement en parc et plage publics permanents; le droit de rendre applicable les dispositions de l'article 4 de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux propriétés situées à l'est de l'usine de filfration et vis-à-vis desquelles le système d'aqueduc a été prolongé; le droit de règlementer les jours et heures pendant lesquelles l'eau de l'aqueduc pourra être employée pour arroser les gazons et remplir les piscines; le droit d'obliger tout propriétaire qui subdivise en lots à bâtir un terrain d'une superficie supérieure à deux acres à céder à la Cité, en outre de l'assiette des rues, une superficie équivalente à 5% de la superficie totale faisant l'objet de la subdivision; le droit d'emprunter sans autres formalité que l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission municipale de Québec, $70,000.00 pour achat de machineries et équipement de bureau, $30,000.00, pour la construction d'un nouvel incinérateur, $50,000.00, pour la construction d'un bassin d'eau claire à l'usine de filtration, $150,000.00, annuellement pendant trois ans, pour extensions d'aqueduc et d'égoût, raccordement d'iceux, et pour autres travaux se rapportant à l'usine de filtration et à l'aqueduc, $100,000.00, annuellement pendant trois ans, pour pavage, chaines de rue et trottoirs, $100,000.00, pour achat de terrains et de maisons en vue de l'érection d'un centre civique, $200,000.00, pour la construction d'un centre civique; le droit de règlementer la reconstruction, la modification ou l'agrandissement des bâtisses existant; l'augmentation de l'indemnité du maire et des échevins pour frais de représentation.

Québec, 15 novembre 1955.

Le Procureur de la Cité de Sillery,
41197-46-4-o PHILIPPE LANCTÔT.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville des Sept-Iles, comté de Saguenay, s'adressera à la Législature, à sa présente session, lui demandant l'adoption d'une loi aux fins de faire disparaître l'évaluation spéciale des propriétés imposables de la Iron Ore Company of Canada dans les limites de ladite ville accordée par la Loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 102, et rendre applicables à ces propriétés les dispositions de la Loi des cités et villes et de la Loi de l'instruction publique concernant l'évaluation pour fins de taxes municipales et scolaires.

Sept-Iles, 16 novembre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41205-46-4-o Me HONORÉ DIONNE.

Avis est par les présentes donné que la Congrégation Grecque Orthodoxe Sainte-Trinité de Montréal, corporation légalement constituée par l'acte du Parlement 16, Georges V, chapitre 99, le 26 mars 1926, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sillery will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parlement at Quebec, at its present session, to obtain amendments to its charter as well as the following additional powers:

The right to impose a tax, payable by the purchaser, of 2% on the sale price of all real estate; to create, from all the territory presently occupied by the Yach Club, "Plage des Foulons" and the parking grounds into a permanent public park and beach; the right to apply the provisions of section 4 of the Act 14 George VI, chapter 101, to properties situated east of the filtration plant and facing which the waterworks system has been extended; the right to regulate the days and hours during which the water from the water reservoir may be used to water lawns and fill swimming-pools; the right to oblige any property-owner who subdivides into buildings lots a plot of land of a superifical area exceeding two acres, to cede to the City, in addition to the foundation bed of the streets, an area equivalent to 5% of the total superficial area of the object to be subdivided; the right to borrow, without other formality than the approval of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission $70,000.00, for the purchase of machinery and office equipment, $30,000.00 for the erection of a new incinerator, $50,000.00, for the construction of a basin for limpid water for the filtration plant, $150,000.00, annually during three years, for the extension of the waterworks and sewer systems, the linking up of all work in connection thereto, and for other work pertaining to the filtration plant and to the waterworks system, $100,000.00, annually, during three years, for paving, street curbs and sidewalks, $100,000.00, for the purchase of land and houses in view of the erection of a civic centre, $200,000.00, for the construction of a civic centre; the right to regulate the re-construction, modifications or enlargment of existing buildings; the increase of the indemnity for the mayor and aldermen covering cost of representation.

Quebec, November 15, 1955.

PHILIPPE LANCTÔT,
41197-46-4 Attorney for the City of Sillery.

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Sept-Iles, county of Saguenay, will apply to the Legislature, at its present session, praying for the adoption of an act to remove the special valuation of the assessable properties of the Iron Ore Company of Canada in the limits of the town by the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 102, and make applicable to such immoveable properties the provisions of the Cities and Towns' Act and the Education Act respecting the valuation of properties for municipals and schools taxes.

Sept-Iles, November 16th, 1955.

HONORÉ DIONNE,
41205-46-4-o Attorney for the petitioner.

Notice is hereby given that the Holy Trinity Greek Orthodox Congregation of Montreal, a corporation legally incorporated by the act of Parliament, 16 George V, chapter 99, on March 26th, 1926, will present a petition to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at

pour demander l'amendement de sa charte aux fins d'étendre ses pouvoirs et changer le nom de la corporation à celui: "Communauté Hellénique-Canadienne de l'Ile de Montréal".

Montréal, le 21 octobre 1955.

Le Procureur de la pétitionnaire,

41206-46-4-o D. COULOURIDÈS.

its next session, to ask the amendment of its Charter, in order to increase its powers and change the name of the corporation to that of "Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal".

Montreal, October 21st, 1955.

D. COULOURIDÈS,

41206-46-4-o Attorney for the petitioner.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 372358. Dame Juliette Pérusse, épouse commune en biens de Georges Denoncourt, commerçante, de la cité et district de Montréal, demanderesse, vs ledit Georges Denoncourt, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25ième jour d'avril 1955.

Montréal, 8ième jour de novembre 1955.

Le Procureur de la demanderesse,

41178-o J. B. CRÉPEAU.

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 18-036. Dame Hermance Desrosiers, marchande, épouse commune en biens de Conrad Pelletier, d'Amqui, district de Rimouski, demanderesse, vs Conrad Pelletier, menuisier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 10e jour de novembre 1955.

Rimouski, ce 10e jour de novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,

41207-o ASSELIN & ASSELIN.

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 18-054. Dame Estelle Vézina, épouse commune en biens de P.A. Gagnon, de la ville de Rimouski, district de Rimouski, demanderesse, vs P.A. Gagnon, commis, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 15e jour de novembre 1955.

Rimouski, ce 15e jour de novembre 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,

41208-o ASSELIN & ASSELIN.

Actions for Separation as to Property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 372358. Dame Juliette Pérusse, wife common as to property of Georges Denoncourt, tradeswoman, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs the said Georges Denoncourt, of the City and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on April 25th, 1955.

Montreal, November 8th, 1955.

J. B. CRÉPEAU,

41178-o Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, Superior Court, No 18-036. Dame Hermance Desrosiers, merchant, wife common as to property of Conrad Pelletier, of Amqui, district of Rimouski, plaintiff, vs Conrad Pelletier, carpenter, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, November 10th, 1955.

Rimouski, this 10th day of November, 1955.

ASSELIN & ASSELIN,

41207-o Attorney for the plaintiff.

Canada, Province of Quebec, Superior Court, No. 18-054. Dame Estelle Vézina, wife common as to property of P.A. Gagnon, of the city of Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, vs P.A. Gagnon, clerk, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, November 15th 1955.

Rimouski, this 15th day of November 1955.

ASSELIN & ASSELIN,

41208-o Attorney for the plaintiff.

Avis divers

(Sec. P. 3502-46)

Avis est donné que, par nouvelle procuration datée du 31 octobre 1955 et exécutée par "Kirk Ltd.", une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans cette Province, M. William Patrick Creagh, de la cité de Montréal, a été nommé agent principal de ladite compagnie dans notre dite province de Québec, conformément à et à toutes fins stipulées dans la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279, et que le bureau principal de la compagnie dans la Province est établi actuellement à chambre 1700, Édifice de la Banque Royale, 360 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 15e jour de novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,

41187 JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(P. Sec. 3502-46)

Notice is hereby given that, by new power of Attorney dated October 31st, 1955, and executed by "Kirk Ltd.", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in this Province, Mr. William Patrick Creagh, of the city of Montreal, has been appointed Chief Agent of the said company in our said Province of Quebec, in conformity with and for all purposes intended for by the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279, and that the principal office of the company in the Province is now established at Room 1700, The Royal Bank Building, 360 St. James Street, West, in the said city of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,

41187-o Under-Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Manutenteurs de Coutellerie et de Plastique de St-Hyacinthe Incorporée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le onze novembre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41188-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10527-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le quinze novembre 1955, le règlement N° 1 comprenant les articles 1 à 28 inclusivement de l'"Agence La Liaison Française Inc.", et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le seize novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
41209-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 1614-49)

L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉTAILLANTS DU CANADA-QUÉBEC, INC.
THE RETAIL MERCHANTS' ASSOCIATION OF CANADA-QUEBEC, INC.

Extrait des nouveaux règlements de l'association ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 18 octobre 1955, concernant la réduction du nombre des directeurs de vingt à dix:

"XV — Bureau de Direction (1) Composition — Les affaires de l'association seront administrées par un bureau de direction composé de dix (10) directeurs."

Certifié vraie copie.

Montréal, le 27 octobre 1955.

Le Secrétaire et gérant général,
41210-o JULES GOBEIL.

(P.G. 12005-54)

ELITEVILLE DEVELOPMENT CORPORATION

Règlement N° 6

"1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorun à toute assemblée du bureau des directeurs.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement."

Décrété ce 2e jour de novembre 1955.

Le Président.
41214 JULIUS KUGLER.

(P. Sec. 599-39)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a, le 12 novembre 1955, approuvé les règlements de

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Manutenteurs de Coutellerie et de Plastique de St-Hyacinthe Incorporée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November eleventh, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, county of Saint-Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
41188 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10527-54)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved on November fifteenth 1955, By-law No. 1, including articles 1 to 28 inclusive, of "Agence La Liaison Française Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixteenth day of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41209 Under Secretary of the Province.

(A.G. 1614-49)

L'ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉTAILLANTS DU CANADA-QUÉBEC, INC.
THE RETAIL MERCHANTS' ASSOCIATION OF CANADA-QUEBEC, INC.

Excerpt from the new by-laws of the society mentioned hereinabove, as adopted at a general meeting held October 18th, 1955, concerning a decrease in the number of directors from twenty to ten:

"XV — Board of Directors (1) Number — The affairs of the society shall be managed by a Board of directors composed of ten (10) directors."

Certified true copy.

Montreal, October 27th, 1955.

JULES GOBEIL,
41210 Secretary and General Manager.

(A.G. 12005-54)

ELITEVILLE DEVELOPMENT CORPORATION

By-law No. 6

"1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 2nd day of November, 1955.

JULIUS KUGLER,
41214-o President.

(P. Sec. 599-39)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws of "Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc.— Veneta Family Social

"Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc.— Veneta Family Social and Sporting Club, Inc.", comprenant les articles 1 à 63 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 9 juin 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 15e jour de novembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41215 JEAN BRUCHÉSI.

and Sporting Club, Inc.", comprising articles 1 to 63 inclusive, as adopted at the general meeting held on June 9th, 1955, were approved on November 12th, 1955, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th of November, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
41215-o Under Secretary of the Province.

DISCOURS DU TRÔNE

Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative.

A l'aube de la quatrième session de la vingt-quatrième Législature, que nous inaugurons aujourd'hui, la province de Québec bénéficie d'un progrès et d'une prospérité extraordinaires. Continuant son rôle séculaire de pionnière, notre province, par des initiatives heureuses et multiples dans tous les domaines, coopère largement au bien-être et au développement du pays.

Le Québec jouit, à l'heure actuelle, d'une excellente situation économique et sociale qui est le résultat, en bonne partie, de l'heureuse orientation que le gouvernement a su donner à sa législation et à son administration. Les solutions qu'il apporte aux divers problèmes, s'offrant à son attention, révèlent un plan d'ensemble bien défini, conforme aux exigences profondes et aux meilleurs intérêts de la province.

Dans ce plan d'ensemble, le gouvernement a toujours considéré qu'une agriculture prospère est essentielle à la province et favorise le bien-être de toutes les classes de la société. Aussi continuera-t-il d'adopter les mesures nécessaires à ces fins.

Il est particulièrement fier de l'œuvre accomplie par l'Office du Crédit Agricole du Québec qui, depuis le commencement de ses activités, en 1937, jusqu'au 31 octobre 1955, a prêté $126,203,995.00 à 46,936 emprunteurs. Ces prêts ont non seulement permis à 25,803 cultivateurs de se maintenir sur leurs terres et à 21,133 jeunes agriculteurs de s'établir, mais ils ont constitué une force de stabilisation de toute la vie rurale en créant un climat d'optimisme et de confiance et en fortifiant les finances des organismes ruraux, entre autres les fabriques et les corporations scolaires et municipales. C'est le désir du gouvernement de demander à la Législature l'autorisation de multiplier les bénéfices du crédit agricole.

L'électrification rurale a complété les bienfaits du prêt agricole. Elle a augmenté de plus de $60 millions de dollars la valeur des fermes du Québec et elle a fait passer de moins de vingt pour cent, qu'il était à la fin de 1944, à quatre-vingt-sept pour cent, en 1955, le nombre des propriétés rurales électrifiées. Le gouvernement vous proposera d'augmenter les subsides destinés à l'électrification rurale.

La mécanisation des fermes, le drainage des terres, la construction, l'amélioration et l'entretien de la voirie rurale, en toutes saisons, font partie d'une politique agricole instaurée par le gouvernement actuel, politique qu'il entend compléter et qui contribue puissamment à rendre la vie à la campagne plus facile et plus agréable ainsi qu'à maintenir un juste équilibre entre la ville et la campagne.

SPEECH FROM THE THRONE

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

As the Fourth Session of the Twenty-Fourth Legislature opens today, the Province of Quebec is benefitting from an extraordinary progress and prosperity. Continuing its very long-standing role of pioneering, our Province, by successful and manifold initiatives in every domain, is co-operating power-fully in the well-being and development of the country.

At the present time Quebec is enjoying an excellent economic and social situation which results, in good measure, from the favourable orientation which the Government has appropriately given to its legislation and to its administration. The solutions applied to the various problems offering themselves for its attention manifest well-defined over-all planning which conforms to the deepest exigencies and to the best interests of the Province.

While applying this general plan, the Government has always considered that a prosperous agriculture is essential to the Province and conducive to the well-being of every class of society. It will accordingly continue to adopt the measures deemed necessary to achieve these ends.

The Government is particularly proud of the achievements of the Farm Credit Bureau of Quebec which, since the beginning of its activities, in 1937, up to October 31, 1955, had lent $126,203,995.00 to 46,936 borrowers. These loans, not only enabled 25,803 farmers to remain on their lands, but also made it possible for 21,133 young farmers to establish themselves thereon. These loans also constituted a stabilizing force for the entire rural life by creating an atmosphere of optimism and of confidence and by solidifying the finances of rural organizations such as parish, school and municipal corporations.

The benefits of Farm Credit have been complemented by rural electrification which has increased the value of Quebec's farms by more than $60 millions of dollars. It has also increased the number of electrified rural properties to eighty-seven per cent, in 1955, from less than twenty per cent in 1944. The Government proposes to increase the grants appropriated to rural electrification.

The mechanization of farms, the drainage of soil, as well as the building, improvement and maintenance of rural roads at all times of the year, are part of an agricultural policy applied by the present Government, a policy which it intends to complete and which is making a powerful contribution to an easier and more pleasant rural life while, at the same time, keeping a fair balance between town and country.

Afin de faciliter et de stabiliser davantage la vie rurale, le gouvernement vous demandera l'autorisation de porter à $850,000.00 par année sa contribution à la protection contre l'incendie et d'aopter une loi pour aider à la construction d'aquedues et de systèmes d'égouts municipaux.

Le gouvernement porte une attention particulière au règlements des problèmes qui découlent de la vente des produits agricoles. Suivant sa politique, il multipliera les bienfaits de l'enseignement agricole.

Le gouvernement est profondément convaincu que la colonisation est un complément logique de l'agriculture, dont elle étend le domaine, et, en conséquence, il fera tout en son pouvoir pour en assurer le succès.

C'est en tenant compte d'une base rurale essentielle à notre province que le gouvernement active son développement industriel phénoménal. Il le fait en coopérant au progrès de toutes les régions de la province, en encourageant la petite industrie en particulier et en permettant à l'initiative privée de recevoir une juste rémunération pour son travail et sa contribution au bien public.

Depuis une dizaine d'années nous sommes témoins d'une mise en valeur prodigieuse de nos ressources naturelles. La province occupe le premier rang au Canada dans le développement des ressources forestières et hydrauliques. Son essor minier est gigantesque. De vastes régions qui, hier, étaient inocuppées et improductives bourdonnent aujourd'hui d'activité et procurent à la classe ouvrière, aux techniciens, à la jeunesse en particulier, des emplois rémunérateurs et de brillantes opportunités. C'est conforme à la politique et aux réalisations du gouvernement de coopérer, de façon juste et pratique, à la mise en valeur de nos ressources naturelles et d'assurer, d'une façon durable, le progrès et l'avenir de toute la province.

L'agriculture, l'industrie, le commerce et le tourisme, comme d'ailleurs la population de la province en général, sont grandement favorisés par des voies modernes de communication qui, semblables aux artères du corps humain, font circuler la vie à travers notre immense territoire. Le gouvernement poursuivra la construction, l'amélioration et l'entretien du réseau routier à la charge de la province et qui, à l'heure actuelle, s'étend sur plus de 26,000 milles, soit une distance plus grande que la circonférence du globe à l'équateur. Les subsides nécessaires à ces fins vous seront demandés.

Les pêcheries, pêcheries maritimes, pêcheries intérieures et sportives, contribuent à la richesse de la province, au développement du tourisme et à de saines récréations. Le gouvernement s'emploiera davantage, si possible, à favoriser leur progrès.

Le gouvernement est intimement convaincu que le bien-être et le progrès de la province doivent être fondés sur une politique saine en matières éducationnelles. Dans ce domaine vital,— que la constitution réserve exclusivement aux provinces, à notre province spécialement — nous, du Québec, avons raison de nous glorifier de notre remarquable système éducationnel, que nous entendons conserver jalousement parce qu'il tient compte des valeurs religieuses et morales et qu'il respecte les droits de tous. Le gouvernement vous recommandera l'adoption de mesures opportunes pour continuer, et améliorer s'il y a lieu, les initiatives qu'il a prises à ce sujet. L'aide à l'éducation, à tous ses paliers,— élémentaire, spécialisé, secondaire et universitaire — est une des meilleures formes de législation sociale et l'une des plus excellentes méthodes

In order to better facilitate and stabilize rural life, the Government will ask you to raise the annual contribution for fire protection up to $850,000.00 and to pass a law to assist in the construction of municipal waterworks and sewer systems.

The Government gives special attention to the settlement of the problems arising from the sale of agricultural products. In pursuance of its policy, it will also increase the benefits of agricultural teaching.

The Government is firmly convinced that colonization is the logical complement of agriculture, whose domain it extends. It will accordingly do everything in its power to assure the success thereof.

While always keeping firmly in mind the rural basis which is essential to our Province, the Government is activating its plhenomenal industrial development. This it does by co-operating in the growth of all the regions of the Province, by encouraging small industries in particular and by allowing private enterprise to receive a fair return for its achievements and for its contribution to the common good.

During the past ten years we have witnessed a prodigious development of our natural resources. The Province holds first rank in Canada in the development of its forest and hydraulic resources. Its mining expansion is gigantic. Vast regions which yesterday were unoccupied and unproductive are today humming with activity and are ensuring to the labour class, to technicians and to youth in particular, remunerative employment and brilliant opportunities. In conformity with its policy and its achievements, the Government is co-operating, in a just and appropriate way, in the development of our natural resources so as to ensure the increasing and durable progress and prosperity of the whole Province.

Since agriculture, industry, commerce and the tourist trade and, moreover the population of the Province generally, derive great benefits from modern communication systems which, like the arteries of the human body, cause life to circulate throughout our immense territory, the Government will pursue the construction, improvement and maintenance of the provincial highway network which, at the present time, extends for more than 26,000 miles, that is to say a greater distance than the circumference of the globe at the equator. You will be asked to authorize the credits necessary to these ends.

Our fisheries, both maritime and inland fisheries add to the assets of the Province, contribute to the success of tourism and to healthy recreations. The Government will co-operate in putting into effect the best methods of conservation and expansion.

The Government is profoundly convinced that the well-being and progress of the Province must be based on a sound educational policy. In this vital domain,— which the constitution reserves exclusively to the Provinces, to our Province especially,— we of Québec have reason to take pride in our remarkable educational system which we intend to preserve jealously, because it takes into account religious and moral values and because it respects the rights of one and all. The Government will ask you to adopt the appropriate measures to continue and improve, if possible, the initiatives it has already taken in this matter. Aid to education at all levels,— elementary, specialized, secondary and university,— is one of the best forms of social legislation and one of the most effective methods of assuring the definite establishment of our youth. The facilities for

d'assurer l'établissement durable de notre jeunesse. Seront multipliées, entre autres, les facilités de l'enseignement spécialisé qui est intimement lié au développement industriel actuel et qui a pris un essor considérable dans la province depuis l'institution du Ministère de la Jeunesse, en 1946.

Une des plus fécondes manifestations de véritable sécurité sociale et de saine législation sociale réside dans la protection et l'amélioration de la santé publique. Dans cet autre domaine vital, le gouvernement a opéré des réformes considérables et prix d'heureuses initiatives avec la coopération du corps médical et des institutions hospitalières que nous sont propres et précieuses. Depuis 1945 plus de cent nouveaux hôpitaux et sanatoria ont été construits ou agrandis à travers notre immense province et près de seize mille nouveaux lits ont été mis à la disposition des malades. Grâce à cette heureuse décentralisation et l'hospitalisation, les malades peuvent trouver plus rapidement et près de chez eux les soins médicaux dont ils ont besoin. Le gouvernement est désireux de multiplier ces initiatives salutaires et de mettre en application les méthodes qui s'avéront les meilleures et les plus progressives pour sauvegarder la santé puplique, mais sans compromettre nos droits essentiels.

Ces réalisations éminemment sociales profitent beaucoup à la classe agricole et à la classe ouvrière. D'ailleurs, le gouvernement désire ardemment sauvegarder les droits de toutes les classes de la société, mais il estime nécessaire de ne pas oublier qu'aux droits correspondent toujours des obligations et que l'action de l'État ne peut jamais remplacer avantageusement le sens de la responsabilité personnelle qui demeure un gage de succès insurpassable.

Le gouvernement attache beaucoup d'importance aux problèmes financiers des corporations municipales et scolaires qui émanent de la juridiction provinciale. C'est sa constante volonté et son intime désir d'obtenir une répartition juste et adéquate des sources de revenus publics, proportionnellement aux obligations et aux droits de chaque autorité gouvernementale. Le gouvernement continuera, en autant que raisonnablement possible dans les circonstances, à alléger le fardeau financier des corporations municipales et des corporations scolaires.

Mais il ne faut jamais oublier que la grande question de l'heure est sans aucun doute le problème constitutionnel, en particulier le problème des relations fiscales fédérales-provinciales. Parce que les principes que nous invoquons sont fondamentaux et que leur mise en application est essentielle, nous croyons à propos de réitérer, à ce sujet, les déclarations que contenait le discours du Trône l'an dernier:

"Les remarquables progrès dont bénéficient notre immense province et, spécialement, de grandes régions autrefois peu favorisées, progrès qui s'avèrent grandissants, nécessitent des dépenses considérables qui exigent l'utilisation plus complète des sources de revenus que la constitution canadienne reconnait aux provinces, à la province de Québec en particulier.

"Le gouvernement reconnait les droits et les obligations de l'autorité fédérale; il réitère que la province ne demande pas de faveurs mais bien le respect intégral de ses droits, prérogatives et libertés.

"Dans l'opinion définitive du gouvernement, les attributs essentiels du gouvernement responsable, qui a coûté très cher et que nous considérons très précieux, doivent être respectés et

specialized instruction, which has taken on a considerable extension in the Province since the institution of the Ministry of Youth in 1946, will be multiplied since such instruction is intimately linked with the present industrial development.

One of the most salutary manifestations of sound social security and social legislation is to be found in the safeguard and improvement of public health. In this other vital domain, the Government has brought about substantial reforms and launched fruitful initiatives with the co-operation of the medical profession and the hospitalizing institutions which are particularly and invaluably ours. Since 1945 more than one hundred new hospitals and sanatoria have been built or enlarged throughout the length and breadth of our immense Province and about sixteen thousand new beds have been placed at the disposal of the sick. Thanks to this fortunate decentralization of hospital facilities, the sick can get more quickly and closer to their homes the medical care they require. The Government wishes to increase these salutary initiatives and to apply methods found to be the best and most progressive in order to safeguard public health and this without compromising our essential rights.

These eminently social accomplishments are greatly to the advantage of the farmers and of the labour people. Furthermore, the Government ardently desires to safeguard the rights of all classes of society but believes it should not be forgotten that rights and duties are intertwined and that State action can never advantageously replace the sense of personal responsibility which remains an unsurpassable guarantee of success.

The Government considers of utmost importance the financial problems of municipal and school corporations, which come under provincial jurisdiction. It is its constant determination and its innermost wish to co-operate in establishing a fair and adequate division of public sources of revenue which shall be proportionate to the obligations and the prerogtaives of each governmental authority. Insofar as it is reasonably possible under the circumstances, the Government will continue to ease the financial burden of municipal and school corporations.

In any case it should never be forgotten that the great problem of the hour is the constitutional problem, especially the problem of federal-provincial fiscal relations. The principles we invoke being fundamental and their application being essential, we believe it is appropriate to reiterate, on this subject, the declarations contained in the Speech from the Throne last year:

"The remarkable progress which our huge Province is enjoying, especially certain vast districts which, in days gone by, were ill-favoured — a progress which is steadily spreading — involve considerable expenditures which require a wider utilization of the sources of revenue which the Canadian Constitution recognizes as belonging to the provinces and in particular to the Province of Quebec.

"The Government recognizes the rights and the obligations of the federal authority; it reiterates once more that the Province asks for no favours but only for the full respect of its rights, prerogatives and liberties.

"It is the definite opinion of the Government that the essential attributes of responsible government, which were won at such heavy cost and which we consider very precious, must be resp-

sauvegardés. Il est indéniable qu'au point de vue matériel un des éléments indispensables du gouvernement démocratique et responsable réside dans les pouvoirs fiscaux nécessaires à chaque autorité gouvernementale.

"C'est notre intime désir de coopérer à la grandeur et à la prospérité du pays dans le respect des droits et des prérogatives de tous et chacun. Le gouvernement formule l'espoir que les pourparlers actuellement en cours, entre les autorités provinciales de Québec et les autorités fédérales, soient couronnés d'un entier succès auquel la Législature sera appelée à coopérer."

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année fiscale vous seront communiqués avec diligence et vous voudrez bien voter les crédits nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En outre de la législation annoncée précédemment et des bills privés, plusieurs lois d'intérêt public vous seront soumises, entre autres, pour améliorer de nouveau la loi des accidents du travail, pour faciliter davantage la construction d'habitations familiales, pour assurer le progrès et le développement de la région de Baie Comeau, en particulier, et de la province en général, pour coopérer au règlement des problèmes financiers de la vieille capitale, pour collaborer à l'établissement et à l'administration d'une salle de concert à Montréal, pour assurer plus encore la mise en valeur de notre domaine forestier, pour faciliter les activités de la Régie des transports, de la Régie des Services publics, de la Régie de l'électricité, de la Commission municipale de Québec, pour modifier la législation des tribunaux de nature provinciale, pour amender le Code de procédure civile, pour amender le Code municipal, pour coopérer au règlement des problèmes qui proviennent de la pollution des eaux, pour prolonger l'application de la loi favorisant la conciliation entre locataires et propriétaires.

Je prie la divine Providence de bénir vos travaux et de continuer de répandre sur la Province Ses grâces les plus abondantes.

41217-o

ected and safeguarded. It is undeniable that, from a material point of view, one of the indispensable elements of democratic and responsible government resides in the fiscal powers which are necessary to each governmental authority.

"It is our genuine desire to co-operate to ensure the greatness and the prosperity of our country, in the respect of the rights and prerogatives of all and of everyone. The Government hopes that the negotiations actually in progress between the provincial authorities of Quebec and the Federal authorities will be crowned with a complete success to which the Legislature will be asked to co-operate."

Gentlemen of the Legislature Assembly,

The Public Accounts for the last fiscal year will be laid before you with diligence and you will be called upon to vote the appropriations necessary for the administration.

Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,

In addition to the legislation previously mentioned and to the Private Bills, many laws of public interest will be submitted to you; amongst these will be legislation, to improve further the Workmen's Compensation Act, to facilitate further the construction of family dwellings, to assure the progress and growth of Baie Comeau region in particular and of the Province in general, to co-operate in the settlement of the Ancient Capital's financial problems, to collaborate to the establishment and administration of a Concert Hall in Montreal, to ensure further the proper utilization of our forestry domain, to facilitate the activities of the Transportation Board, the Public Service Board, the Provincial Electricity Board, the Quebec Municipal Commission, to amend the legislation concerning provincial Courts, to amend the legislation regarding the Code of Civil Procedure and the Municipal Code, to co-operate in the settlement of problems arising from water pollution, to extend the application of the law to promote conciliation between lessees and property-owners.

I pray that Divine Providence will bless and fructify your labours and that Almighty God will spread His most abundant blessings on our Province.

41217-o

Chartes — Abandon de

Avis publié est par les présentes donné que conformément à la première partie de la Loi des Compagnies de la Province de Québec, R. Bouchard Limitée — R. Bouchard Limited a l'intention de s'adresser à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour demander l'abandon de sa charte.

Daté à Montréal, ce 20 juin 1955.

La Présidente,
RITA BOUCHARD.

41179-o

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Victory Realty Company Ltd.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that, pursuant to Part I of the Quebec Companies' Act, R. Bouchard Limitée — R. Bouchard Limited intends to make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for permission to surrender its Charter.

Dated at Montreal, June 20, 1955.

RITA BOUCHARD,
President.

41179

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Victory Realty Company Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for the

en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 15 novembre 1955.

VICTORY REALTY COMPANY LTD.,
Par le Secrétaire,
BERNARD I. FAINER.
Le Procureur de la requérante,
41191 SAMUEL MOSKOVITCH, C.R.

MADO STUDIO DE BEAUTÉ LIMITÉE

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la Compagnie "Mado Studio de Beauté Limitée", donne, par les présentes avis, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et obtenir son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 15 novembre 1955.

Le Président,
41192-o THÉRÈSE DESCOTEAUX.

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La Compagnie "Poulin & Fils, Limitée", incorporée suivant la première partie de la loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Plessisville, dans le district d'Arthabaska, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Plessisville, le 14 novembre, 1955.

POULIN & FILS, LIMITÉE,
Le Notaire,
41196-o C. BENOIT CHARTIER.

Avis est donné que la compagnie "Édifice Juneau Ltée.", constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son siège social dans la ville de Jonquière, demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Jonquière, ce 28ième jour d'octobre 1955.

Le Président,
41211-o MAXIME JUNEAU.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Canadian Yarn Corporation", un corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 16e jour de novembre 1955.

Le Procureur de,
CANADIAN YARN CORPORATION,
41212 JOHN J. WASSERMAN.

AVIS

En vertu des disposition de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Simak & Myers Ltd." donne, par les pré-

acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 15th, 1955.

VICTORY REALTY COMPANY LTD.,
Per BERNARD I. FAINER,
Secretary.
SAMUEL MOSKOVITCH, Q.C.,
41191-o Attorney for Petitioner.

MADO STUDIO DE BEAUTÉ LIMITÉE

NOTICE

Under the provision of the Quebec Companies' Act, "Mado Studio de Beauté Limitée", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 15th, 1955.

THÉRÈSE DESCOTEAUX,
41192-o President.

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The Company "Poulin & Fils, Limitée", incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act, having its head office in the town of Plessisville, district of Arthabaska, hereby gives notice that it will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Plessisville, November 14th, 1955.

POULIN & FILS, LIMITÉE,
C. BENOIT CHARTIER,
41196-o Notary.

Notice is hereby given that "Édifice Juneau Ltée.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Jonquière, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Jonquière, this 28th of October 1955.

MAXIME JUNEAU,
41211-o President.

Notice is hereby given that the "Canadian Yarn Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1955.

JOHN J. WASSERMAN,
Attorney for
41212-o CANADIAN YARN CORPORATION.

NOTICE

Under the Provisions of the Quebec Companies' Act, Part I, "Simak & Myers Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the

sentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

SIMAK & MYERS LTD.
Par: Le Président,
41213 SOLOMON SIMAK.

Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for the acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on an from a date to be fixed by him.

SIMAK & MYERS LTD.
Per: SOLOMON SIMAK,
41213-o President.

Commission Municipale de Québec

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC
Re: VILLE DE JONQUIÈRES

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 14 novembre 1955, a adopté la résolution suivantes:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), la corporation de la ville de Jonquières, dans le comté de Chicoutimi, ne soit plus, à compter du 1er décembre 1955, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi."

Québec, le 15 novembre 1955.

L.-A. DUSSAULT,
41189-o Secrétaire.

Quebec Municipal Commission

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION
Re: TOWN OF JONQUIÈRES

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted following resolution at its sitting of November 14, 1955:

"Resolved that in accordance with the provisions of section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, C. 207), from and after December 1st, 1955, the Corporation of the Town of Jonquières, in the county of Chicoutimi, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the said act."

Quebec, November 15th, 1955.

L. A. DUSSAULT,
41189-o Secretary.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12578-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie du Téléphone Saguenay, Québec", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 février 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11008-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Milano Furniture Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 mars 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze novembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, les eize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41170-o C. E. CANTIN.

Companies Dissolved

(A.G. 12578-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie du Téléphone Saguenay, Québec", incorporated by letters patent dated February 19th, 1927.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1955 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

(A.G. 11008-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Milano Furniture Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated March 23rd, 1954.

Notice is also given that from and after November fifteenth 1955 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41170 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction Publique

N° 1162-55.

Québec, le 2 novembre 1955.

Demande est faite d'annexer les lots 375 à 387 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agnès de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Monts, dans le comté de Charlevoix, à la municipalité scolaire de Ste-Agnès, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41129-45-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1272-55.

Québec, le 4 novembre 1955.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du Village de St-Martin, dans le comté de Laval, en celui de "Ville St-Martin" même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41145-45-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1319-51.

Québec, le 10 novembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 2 novembre 1955, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Catherine-de-Hatley, dans le comté de Stanstead, le lot N° 13 du rang V du canton Hatley, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Élizabeth, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41190-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 775-55.

Québec, le 10 novembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 2 novembre 1955, de corriger l'item 5 de l'arrêté en conseil N° 984, en date du 14 septembre 1955, concernant l'annexion d'un certain territoire à la municipalité scolaire de St-Louis-de-Joannes, dans le comté de Rouyn-Noranda, de manière que:

1° les mots "pour les catholiques seulement" soient ajoutés après les mots "Que soit annexé" dans la 1ère ligne.

2° le mot "catholique" soit ajouté après les mots "municipalité scolaire" dans la 1ère ligne.

Cet arrêté ministériel prend effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41190-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 548-53.

Québec, le 14 novembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 2 novembre 1955, de détacher de la municipalité scolaire de St-Vincent-d'Adamsville, dans le comté de Brôme, le lot N° 77 du cadastre officiel de la partie est du canton de Farnham, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Missisquoi.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41190-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 1162-55.

Quebec, November 2nd, 1955.

Application is made to annex lots 375 to 387 inclusive of the official cadastre of the parish of Ste. Agnès, of the School municipality of Notre-Dame-des-Monts, in the county of Charlevoix, to the School municipality of Ste. Agnès, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
41129-45-2 Superintendent of Education.

No. 1272-55.

Quebec, November 4, 1955.

Application is made to change the name of the school Municipality of the village of St. Martin, in the County of Laval, into that of "Town of St. Martin" same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
41145-45-2 Superintendent of Education.

No. 1319-51.

Quebec, November 10, 1955.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated November 2, 1955, has been pleased to detach from the school municipality of Ste-Catherine-de-Hatley, in the county of Stanstead, lot No. 13 of range V in the township of Hatley, to annex it to the school municipality of Ste-Élizabeth in the same county.

This Order in Council will take effect on July 1st, 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
41190 Superintendent of Education.

No. 775-55.

Quebec, November 10, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 2, 1955, to correct Item 5 of Order in Council No. 984, dated September 14, 1955, concerning the annexation of a certain territory to the School Municipality of St. Louis-de-Joannes, in the County of Rouyn-Noranda, in order that:

1. The words "for Catholics only" be added to the words "be annexed", in the first line.

2. The word "Catholic" be added before the words "School Municipality", in the first line.

This Order in Council shall take effect immediately.

O. J. DÉSAULNIERS,
41190 Superintendent of Education.

No. 548-53.

Quebec, November 14th, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated November 2nd, 1955, to detach from the School Municipality of St. Vincent-d'Adamsville, in the county of Brôme, lot No. 77 of the official cadastre for the east part of the township of Farnham, and annex it to the School municipality of St. Marie-Médiatrice, in the county of Missisquoi.

This Order in Council shall take effect on July first 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
41190 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la cité de Sherbrooke, quartier sud, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 7 et une partie de l'ancienne rue Hôpital sont annulées et remplacées par le lot 1552 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Preissac division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 1 à 7 du Rang II sont corrigés et les lots 1 à 42 du Rang A sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foy, (Cité de Ste-Foy), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 206-2 à 206-10, 210-1 à 210-7 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du canton Ascot division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 15E est remis en vigueur (rang X) et le lot 15i est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 octobre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du village d'Aylmer (ville d'Aylmer) division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 781-175 est remise en vigueur en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the city of Sherbrooke, south ward registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that part of lot 7 and part of old Hospital Street, are cancelled and replaced by lot 1552 in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 26th, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the township of Preissac registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 1 to 7 of Range II are corrected and lots 1 to 42 of Range A are added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 31st, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foy (City of Ste. Foy), registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 206-2 to 206-10, 210-1 to 210-7 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 31st, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastral of the township of Ascot registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lot 15E of range X is revived and lot 15i is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 31st, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of village of Aylmer (town of Aylmer) registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that a part of lot 781-175 has been revived in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 3rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Low division d'enregistrement de Gatineau.

Avis est par la présente donné que les lots 17-A et 17-B rang VI sont annulés et le lot 17 est ajouté au rang VI en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 novembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,

Le Sous-ministre,
41171-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official Cadastre of the township of Low registration division of Gatineau.

Notice is hereby given that lots 17-A and 17-B of range VI are cancelled and lot 17 is added at range VI in virtue of Article 2174A of the civil Dode.

Quebec, November the 3rd, 1955.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,

AVILA BÉDARD,
41171-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modificaions suivantes audit décret:

1° Le nom de L'Association du Transport routier du Québec, Inc. section régionale de Montréal, partie contractante de première part à la convention collective rendue obligatoire par ledit décret No. 913, a été changée pour se lire comme suit:

"Association du Camionnage du Québec, Inc.".

2° Le paragraphe "*a*" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"*a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

	A l'embauchage	*Après 3 mois*
Aide-junior	$0.45	$0.50
Aide général	0.83	0.99
Manutenteur de fret	0.97	1.13
Homme d'entrepôt	0.97	1.13
Vérificateur	0.97	1,13
Chauffeur	0.98	1.19
Chauffeur semi-remorque:	1.03	1.24

A compter du 1er octobre 1956, les taux ci-haut seront majorés de $0.06 l'heure pour tous les salariés à l'exception des aides juniors; une augmentation semblable sera accordée à tous les salariés, à l'exception des aides juniors, à compter du 1er octobre 1957."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 19 novembre 1955. 41218-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby, gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the cartage industry in the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree number 913 of June 16th, 1948 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The name of The Automotive Transport Association of Quebec, Inc., Regional Division of Montreal, contracting party of the first part to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree No. 913, has been changed to read as follows:

"Trucking Association of Quebec, Inc.".

2. Subsection "*a*" of section IV will be replaced by be following:

"*a*) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees hereafter mentioned:

	Start at	*After 3 months*
Junior Helper	$0.45	$0.50
Helper (General)	0.83	0.99
Dockman	0.97	1.13
Warehouseman	0.97	1.13
Checker	0.97	1.13
Chauffeur	0.98	1.19
Chauffeur Semi-Trailer	1.03	1.24

On October 1st, 1956, an increase of $0.06 per hour over the above rates for all employees, except for junior helpers, will be granted and a similar increase will be awarded to all employees, except for junior helpers, on October 1st, 1957."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honoura le Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 19th 1955. 41218-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Holland Life Insurance Society Limited" et en hollandais, "Hollandsche Societeit Van Levensverzekeringen N.V." enregistrée sous le numéro 564, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2405 qui l'autorise, à compter du 4 octobre 1955, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance sur la vie.

Le siège social de la compagnie est situé à Amsterdam, Hollande.

La compagnie a nommé monsieur Johannes A. van Riel, 570 rue Milton, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 novembre 1955.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
41128-45-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Holland Life Insurance Society Limited" and in Dutch, "Hollandsche Societeit Van Levensverzekeringen N.V.", registered under number 564, has obtained the license and certificate of registry number 2405 authorizing it, as from the 4th of October 1955, to undertake in the Province contracts of Life Insurance.

The head office of the company is situate at Amsterdam, Holland.

The company has appointed Mr. Johannes A. van Riel, 570 Milton Street, Montreal, its attorney in the Porince.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of November 1955.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
41128-45-2-o Superintendent of Insurance.

Nomination

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plû à son Honneur, le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointment

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Gatineau	St-Jean, A. (1)	Épicier — Grocer	Low.

(1) En remplacement de monsieur Thomas Egan Ritchie, décédé.— In place of Mr. Thomas Egan Ritchie deceased.

Québec, le 14 novembre 1955.
Le Président général des élections,
41177-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, November 14th, 1955.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
41177-o Chief Returning Officer.

Sièges sociaux

Canada — Province de Québec
District de Québec

H. W. MCKENNA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "H. W. McKenna Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1955, et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 11 rue St-Jean en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 1er jour d'octobre 1955.
Le Président,
41175 H. W. McKENNA.

Head Offices

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

H. W. MCKENNA INC.

Notice is hereby given that the Company "H. W. McKenna Inc.", incorporated by letters patent on the 22nd day of September, 1955, and having its head office in Quebec City, has established its office at number 11 St. John Street in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Quebec, this 1st day of October, 1955.
H. W. McKENNA,
41175-o President.

Avis est donné par les présentes que "Quebec Metal Products Co. Ltd.", incorporée par lettres patentes, en date du dix-huitième jour de juin 1955 et ayant sa principale place d'affaires à Québec, a établi son bureau au numéro 138, Grande-Allée, Québec.

Québec, ce 10 novembre 1955.

Le Procureur de la Compagnie,
41176-o ANTOINE GOBEIL.

Notice is hereby given that "Quebec Metal Products Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the eighteenth day of June 1955 and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 138, Grande-Allée Street, Quebec.

Quebec, November 10th, 1955.

ANTOINE GOBEIL,
41176-o Attorney for the Company.

(P.G. 9813-52)

ARGO CONSTRUCTION LTD.

Règlement N° 4

"Il a été dûment proposé, secondé et résolu à l'unanimité comme étant le règlement N° 4 de la compagnie:

Que le siège social de la compagnie soit transporté de la cité de Montréal à la cité de Westmount, tous deux du district de Montréal, province de Québec."

Montréal, ce 13e jour d'octobre 1955.

Vraie copie.

Le Secrétaire,
41193 P. R. D. MACKELL.

(A.G. 9813-52)

ARGO CONSTRUCTION LTD.

By-law No. 4

"It was duly moved, seconded and unanimously resolved: as By-law No. 4 of the Company:

That the head office of the Company be changed from the City of Montreal to the City of Westmount, both in the district of Montreal, in the Province of Quebec."

Montreal, this 13th day of October, 1955.

True copy.

P. R. D. MACKELL,
41193-o Secretary.

PEGMABELLE MINING CORPORATION
(No Personal Lability)

Avis est donné que la compagnie "Pegmabelle Mining Corporation" (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec en date du 15 juin 1955, a établi son siège social à chambre 502, 620 rue Cathcart, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 14e jour de novembre 1955.

Le Président,
41194 MARCEL LAJEUNESSE.

PEGMABELLE MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Pegmabelle Mining Corporation" (No Personal Liability) incorporated by letters patent under the Quebec Mining Companies' Act, on June 15th, 1955, has establish its Head Office at room 502, 620 Cathcart street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 14th day of November, 1955.

MARCEL LAJEUNESSE,
41194-o President.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est donné que la compagnie Téléphone Chibougamau Limitée, constituée en corporation par lettres patentes, en date du 7ième jour de mars 1934, et modifiée par lettres patentes supplémentaires en date du 23ième jour de juin 1938, ayant son bureau principal dans la Ville de Chicoutimi, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, à 184 est, rue Jacques-Cartier, a maintenant établi son bureau au Chemin Sydenham, dans ladite Ville de Chicoutimi.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Chicoutimi, ce 3ième jour d'octobre 1955.

(Sceau)

Le Secrétaire,
41195-o GUSTAVE MONETTE Jr.

NOTICE OF CHANGE IN THE ADDRESS

Notice is hereby given that Chibougamau Telephone Limited, company incorporated by letters patent on the 7th day of March 1934, and by supplementary letters patent on the 23rd day of June 1938, having its head office in the Town of Chicoutimi where its office was situated up to today at 184 Jacques Cartier St. East, has moved its office at Chemin Sydenham, Town of Chicoutimi.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Chicoutimi, this 3rd day of October 1955.

(Seal)

GUSTAVE MONETTE Jr.,
41195-o Secretary.

PERIODICA INC.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est par les présentes donné que "Periodica Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1952, et dont le bureau-chef situé à Montréal, au numéro 5112 de l'Avenue Papineau, l'a porté au numéro 5090 de l'Avenue Papineau, à Montréal.

Montréal, ce 16e jour de septembre 1955.

Le Président,
41216-o BENOIT BARIL.

PERIODICA INC.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS

Notice is hereby given that "Periodica Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated June 21st, 1952, having its head office located in Montreal at number 5112 Papineau Avenue, has transferred same to number 5090 Papineau Avenue, at Montreal.

Montreal, this 16th day of September 1955.

BENOIT BARIL,
41216 President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JOLIETTE
(Comté de Joliette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Charles Robillard, C.A., secrétaire-trésorier, 584 Blvd Manseau, Joliette, Cté Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 5 décembre 1955 pour l'achat de $250,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Joliette, comté de Joliette, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 11 juillet 1955, telle que modifiée, $200,000.00 construction d'une école de 8 classes dans la paroisse St-Pierre; et résolution d'emprunt datée du 10 août 1955, $50,000.00, construction d'une résidence à l'école St-Jean-Baptiste.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $250,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1 décembre 1956	x $32,500.00
1 décembre 1957	x 33,500.00
1 décembre 1958	x 23,500.00
1 décembre 1959	x 24,000.00
1 décembre 1960	x 25,000.00
1 décembre 1961	5,500.00
1 décembre 1962	5,500.00
1 décembre 1963	5,500.00
1 décembre 1964	6,500.00
1 décembre 1965	6,500.00
1 décembre 1966	7,000.00
1 décembre 1967	7,000.00
1 décembre 1968	7,500.00
1 décembre 1969	7,500.00
1 décembre 1970	7,500.00
1 décembre 1971	8,500.00
1 décembre 1972	8,500.00
1 décembre 1973	9,000.00
1 décembre 1974	9,500.00
1 décembre 1975	10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $127,082.50 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels dont deux de $32,193.50 chacun et trois de $20,898.50 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Joliette.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE
(County of Joliette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Charles Robillard, C.A., Secretary-Treasurer, 584 Manseau Blvd., Joliette, Cty Joliette, until 8 o'clock p.m., Monday, December 5, 1955, for the purchase of an issue of $250,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of Joliette, County of Joliette, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated July 11, 1955, as modified, $200,000.00, building of school of 8 classes in the parish of St. Pierre; and Loan Resolution dated August 10, 1955, $50,000.00, the building of a residence at the St. Jean Baptiste School.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $250,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1956	x $32,500.00
December 1st, 1957	x 33,500.00
December 1st, 1958	x 23,500.00
December 1st, 1959	x 24,000.00
December 1st, 1960	x 25,000.00
December 1st, 1961	5,500.00
December 1st, 1962	5,500.00
December 1st, 1963	5,500.00
December 1st, 1964	6,500.00
December 1st, 1965	6,500.00
December 1st, 1966	7,000.00
December 1st, 1967	7,000.00
December 1st, 1968	7,500.00
December 1st, 1969	7,500.00
December 1st, 1970	7,500.00
December 1st, 1971	8,500.00
December 1st, 1972	8,500.00
December 1st, 1973	9,000.00
December 1st, 1974	9,500.00
December 1st, 1975	10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $127,082.50 granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of which two shall be in the amount of $32,193.50 each, and three of $20,898.50 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Joliette.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Joliette.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole

ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 5 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'école Supérieure St-Viateur, 631, rue Notre-Dame, Joliette.

Les commissaire d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Joliette, (Comté de Joliette), ce 11 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES ROBILLARD, C.A.

584 Blvd Manseau,
Joliette, P.Q. 41181-o

Province de Québec

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-Léon Leblanc, greffier, Hôtel de Ville, Hull, P.Q. jusqu'à 5 heures p.m., mardi, le 6 décembre 1955, pour l'achat de $315,000 d'obligations de la cité de Hull, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 573 — $28,000.00 — installation d'un ascenseur à l'hôtel de Ville — 581 — $50,000.00 — réfection de l'égout; 585 — $50,000.00 — aqueduc et égout; 587 — $25,000.00 — aqueduc et égout; 590 — $50,000 — achat de machinerie; 593 — $35,000.00 — drainage et voirie; et 595 — $77,000.00 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $315,000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er décembre 1956	$ 9,500.00
1er décembre 1957	10,000.00
1er décembre 1958	10,000.00
1er décembre 1959	10,000.00
1er décembre 1960	10,500.00
1er décembre 1961	10,500.00
1er décembre 1962	11,500.00
1er décembre 1963	12,000.00
1er décembre 1964	12,500.00
1er décembre 1965	14,000.00
1er décembre 1966	8,500.00
1er décembre 1967	8,500.00
1er décembre 1968	8,500.00
1er décembre 1969	9,000.00
1er décembre 1970	170,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 5, 1955, at 8 o'clock at St. Viateur Superior School, 631 Notre-Dame street, Joliette.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Joliette, (County of Joliette), this November 11, 1955.

CHARLES ROBILLARD, C.A.,
Secretary-Treasurer.

584 Manseau Blvd.,
Joliette, P.Q. 41181

Province of Quebec

CITY OF HULL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H.-Léon Leblanc, clerk, Town Hall, Hull, P.Q., until 5 o'clock p.m., Tuesday, December 6, 1955, for the purchase of an issue of $315,000.00 of bonds of the City of Hull, dated December 1st, 1955, and redeemable serially from December 1st, 1956 to December 1st, 1970 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos: 573 — $28,000.00 — installation of an elevator in the Town Hall; 581 — $50,000.00 — reparation of sewer: 585 $50,000.00 — waterworks and sewer; 587 — $25,000.00 — waterworks and sewer; 590 — $50,000.00 — purchase of machinery; 593 — $35,000.00 — drainage and roadwork; and 595 — $77,000.00 — waterworks.

For purposes of adjudication only, interest shall be made as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $315,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
December 1st, 1956	$ 9,500.00
December 1st, 1957	10,000.00
December 1st, 1958	10,000.00
December 1st, 1959	10,000.00
December 1st, 1960	10,500.00
December 1st, 1961	10,500.00
December 1st, 1962	11,500.00
December 1st, 1963	12,000.00
December 1st, 1964	12,500.00
December 1st, 1965	14,000.00
December 1st, 1966	8,500.00
December 1st, 1967	8,500.00
December 1st, 1968	8,500.00
December 1st, 1969	9,000.00
December 1st, 1970	170,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Hull, à Toronto ou au bureau du trésorier de la cité de Hull.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 6 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, ce 14 novembre 1955.

Le Greffier,
H.-LÉON LEBLANC.

Hôtel de Ville,
Hull, P.Q. 41180-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Hull, Toronto or at the Treasurer's Office in the City of Hull.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 6, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Hull.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, November 14, 1955.

H.-LÉON LEBLANC,
Town Clerk.

Town Hall,
Hull, P.Q. 41180

Province de Québec

VILLE DE BROMPTONVILLE
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, C.P. 69, Hôtel de Ville, 88 rue Laval, Bromptonville, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 5 décembre 1955, pour l'achat de $42,000.00 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 183 — Aqueduc, égouts, trottoirs en béton, réfection de l'hôtel de ville, achat d'ameublement, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $42,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er novembre 1956	$1,500.00
1er novembre 1957	1,500.00
1er novembre 1958	1,500.00
1er novembre 1959	1,500.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	2,000.00
1er novembre 1964	2,000.00
1er novembre 1965	2,000.00
1er novembre 1966	2,000.00
1er novembre 1967	2,000.00
1er novembre 1968	2,500.00
1er novembre 1969	2,500.00
1er novembre 1970	2,500.00
1er novembre 1971	2,500.00
1er novembre 1972	2,500.00

Province of Quebec

TOWN OF BROMPTONVILLE
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, Secretary-Treasurer, P.O.B. 69, Town Hall, 88 Laval Street, Bromptonville, until 8 o'clock p.m., Monday, December 5th, 1955, for the purchase of an issue of $42,000.00 of bonds of the town of Bromptonville, county of Richmond, dated November 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 183 — Waterworks, sewers, concrete sidewalks, repairs to the Town Hall, purchase of furniture, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $42,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
November 1st, 1956	$1,500.00
November 1st, 1957	1,500.00
November 1st, 1958	1,500.00
November 1st, 1959	1,500.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	2,000.00
November 1st, 1964	2,000.00
November 1st, 1965	2,000.00
November 1st, 1966	2,000.00
November 1st, 1967	2,000.00
November 1st, 1968	2,500.00
November 1st, 1969	2,500.00
November 1st, 1970	2,500.00
November 1st, 1971	2,500.00
November 1st, 1972	2,500.00

1er novembre 1973	3,000.00
1er novembre 1974	3,000.00
1er novembre 1975	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bromptonville, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Bromptonville, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectara les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 décembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle du conseil municipal, Hôtel de Ville, Bromptonville, comté de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 15 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville, C.P. 69,
88 rue Laval, Bromptonville,
(Comté de Richmond), P.Q. 41219-o

November 1st, 1973	3,000.00
November 1st, 1974	3,000.00
November 1st, 1975	3,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bromptonville, county of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Bromptonville, county of Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 5th, 1955, at 8 o'clock p.m., at Municipal Council Hall, Town Hall, Bromptonville, county of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (County of Richmond), November 15th, 1955.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 69,
88 Laval St., Bromptonville,
(County of Richmond), P.Q. 41219

Province de Québec

CITÉ DE GRANBY
(Comté de Shefford)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Donat Brosseau, greffier, C.P. 37, Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 5 décembre 1955, pour l'achat de $124,000.00 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 15 octobre 1955 et remboursables par séries du 15 octobre 1956 au 15 octobre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No. 272 — $49,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts; et règlement d'emprunt N° 279 — $75,000.00 — travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 15 décembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $124,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
15 octobre 1956	$4,000.00
15 octobre 1957	4,000.00
15 octobre 1958	4,000.00
15 octobre 1959	4,500.00
15 octobre 1960	5,000.00
15 octobre 1961	5,000.00
15 octobre 1962	5,000.00
15 octobre 1963	5,500.00

Province of Quebec

CITY OF GRANBY
(County of Shefford)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, City Clerk, P.O.B. 37, City Hall, 87 Principal Street, Granby, County of Shefford, until 8 o'clock p.m., Monday, December 5, 1955, for the purchase of an issue of $124,000.00 of bonds of the City of Granby, county of Shefford, dated October 15, 1955 and redeemable serially from October 15, 1956 to October 15, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 15, and October 15 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue of it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 272 — $49,000.00 — waterworks and work on sewers; and loan by-law No. 279 — $75,000.00 — waterworks and work on sewers.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 15, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $124,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
Oct. 15, 1956	$4,000.00
Oct. 15, 1957	4,000.00
Oct. 15, 1958	4,000.00
Oct. 15, 1959	4,500.00
Oct. 15, 1960	5,000.00
Oct. 15, 1961	5,000.00
Oct. 15, 1962	5,000.00
Oct. 15, 1963	5,500.00

15 octobre 1964	5,500.00
15 octobre 1965	6,000.00
15 octobre 1966	6,000.00
15 octobre 1967	6,500.00
15 octobre 1968	6,500.00
15 octobre 1969	7,000.00
15 octobre 1970	7,500.00
15 octobre 1971	7,500.00
15 octobre 1972	8,000.00
15 octobre 1973	8,500.00
15 octobre 1974	9,000.00
15 octobre 1975	9,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby, comté de Shefford.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Granby, comté de Shefford.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 87 rue Principale, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 16 novembre 1955.

Le Greffier,
DONAT BROSSEAU.

Hôtel de Ville, C.P. 37, 87, rue Principale, Granby.
(Comté de Shefford), P.Q. 41220-o

Oct. 15, 1964	5,500.00
Oct. 15, 1965	6,000.00
Oct. 15, 1966	6,000.00
Oct. 15, 1967	6,500.00
Oct. 15, 1968	6,500.00
Oct. 15, 1969	7,000.00
Oct. 15, 1970	7,500.00
Oct. 15, 1971	7,500.00
Oct. 15, 1972	8,000.00
Oct. 15, 1973	8,500.00
Oct. 15, 1974	9,000.00
Oct. 15, 1975	9,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Granby, county of Shefford.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Granby, county of Shefford.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, December 5, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 87 Principal Street, Granby of County Shefford.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), November 16, 1955.

DONAT BROSSEAU,
City Clerk.

City Hall, P.O.B. 37, 87 Principal Street, Granby,
(County of Shefford), P.Q. 41220

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Bernier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 65 rue Frontenac, C.P. 40, Mégantic, Cté Frontenac jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 6 décembre 1955, pour l'achat de $120,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Mégantic, comté de Frontenac datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 11 octobre 1955 — Transformation de l'ancienne école Ste-Agnès.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Province of Quebec

THE SHCOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Bernier, Secretary-treasurer, City Hall, 65 Frontenac Street, P.B. 40, Mégantic, Cty. Frontenac, until 8 o'clock p.m., Tuesday, December 6th, 1955 for the purchase of an issue of $120,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of Megantic, County of Frontenac, dated December 1st., 1955 and redeemable serially from December 1st., 1956 to December 1st., 1970 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st. and December 1st. of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated October 11, 1955 — Transforming of former St. Agnes School.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $120,000.00 — 15 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956	x$16,500.00
1er décembre 1957	x 17,000.00
1er décembre 1958	x 18,000.00
1er décembre 1959	x 18,500.00
1er décembre 1960	x 19,500.00
1er décembre 1961	3,000.00
1er décembre 1962	3,000.00
1er décembre 1963	3,000.00
1er décembre 1964	3,000.00
1er décembre 1965	3,000.00
1er décembre 1966	3,000.00
1er décembre 1967	3,000.00
1er décembre 1968	3,000.00
1er décembre 1969	3,000.00
1er décembre 1970	3,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $80,416.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de $16,083.20 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 6 décembre 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, 65 rue Frontenac, Mégantic, comté de Frontenac.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 17 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. BERNIER.

Hôtel de Ville, C.P. 40, 65 rue Frontenac,
Lac Mégantic, (Cté Frontenac), P.Q. 41222-o

Table of redemption — $120,000.00 — 15 years

Year	*Capital*
December 1st, 1956	x$16,500.00
December 1st, 1957	x 17,000.00
December 1st, 1958	x 18,000.00
December 1st, 1959	x 18,500.00
December 1st, 1960	x 19,500.00
December 1st, 1961	3,000.00
December 1st, 1962	3,000.00
December 1st, 1963	3,000.00
December 1st, 1964	3,000.00
December 1st, 1965	3,000.00
December 1st, 1966	3,000.00
December 1st, 1967	3,000.00
December 1st, 1968	3,000.00
December 1st, 1969	3,000.00
December 1st, 1970	3,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $80,416.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of $16,083.20 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lac Mégantic, Cty Frontenac.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Lac Mégantic, County of Frontenac.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, December 6, 1955, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, 65 Frontenac Street, Megantic, County of Frontenac.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Megantic (County of Frontenac), this November 17th, 1955.

J.-A. BERNIER,
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 40, 65 Frontenac Street,
Lac Mégantic, (Cty. Frontenac,)P.Q. 41222

Province de Québec

VILLAGE DE PRÉVOST
(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, E.-F. Chalifoux, secrétaire-trésorier, Prévost, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., vendredi, le 9 décembre 1955, pour l'achat de $25,000.00 d'obligations du village de Prévost, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1956 et remboursables par séries du 1er janvier 1957 au 1er janvier 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le

Province of Quebec

VILLAGE OF PRÉVOST
(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned E.-F. Chalifoux, Secretary-Treasurer, Prévost, county of Terrebonne, until 8 o'clock p.m., Friday, December 9th, 1955, for the purchase of an issue of $25,000.00 of bonds of the Village of Prévost, county of Terrebonne, dated January 1st., 1956 and redeemable serially from January 1st., 1957, to January 1st., 1976, inclusively with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st, and July 1st of each year. The rate of

taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 25 — Parachever le système d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $25,000.00 — 20 ans.

Année	*Capital*
1er janvier 1957	$1,000.00
1er janvier 1958	1,000.00
1er janvier 1959	1,000.00
1er janvier 1960	1,000.00
1er janvier 1961	1,000.00
1er janvier 1962	1,000.00
1er janvier 1963	1,000.00
1er janvier 1964	1,000.00
1er janvier 1965	1,000.00
1er janvier 1966	1,000.00
1er janvier 1967	1,500.00
1er janvier 1968	1,500.00
1er janvier 1969	1,500.00
1er janvier 1970	1,500.00
1er janvier 1971	1,500.00
1er janvier 1972	1,500.00
1er janvier 1973	1,500.00
1er janvier 1974	1,500.00
1er janvier 1975	1,500.00
1er janvier 1976	1,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Jérôme, comté de Terrebonne.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 9 décembre 1955, à 8 heures p.m., en la salle municipale, Prévost, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Prévost, (Comté de Terrebonne), ce 16 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
E.-F. CHALIFOUX.

Prévost, (Comté de Terrebonne), P.Q. 41223-o

interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 25 — To complete the waterworks system.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $25,000.00 — 20 years.

Year	*Capital*
January 1st, 1957	$1,000.00
January 1st, 1958	1,000.00
January 1st, 1959	1,000.00
January 1st, 1960	1,000.00
January 1st, 1961	1,000.00
January 1st, 1962	1,000.00
January 1st, 1963	1,000.00
January 1st, 1964	1,000.00
January 1st, 1965	1,000.00
January 1st, 1966	1,000.00
January 1st, 1967	1,500.00
January 1st, 1968	1,500.00
January 1st, 1969	1,500.00
January 1st, 1970	1,500.00
January 1st, 1971	1,500.00
January 1st, 1972	1,500.00
January 1st, 1973	1,500.00
January 1st, 1974	1,500.00
January 1st, 1975	1,500.00
January 1st, 1976	1,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Jérôme, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or St. Jérôme, county of Terrebonne.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Friday, December 9th, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Prévost, county of Terrebonne.

The Council is bound to accept the highest or any of the tenders.

Prévost, (County of Terrebonne), this November 16th. 1955.

E.-F. CHALIFOUX,
Secretary-Treasurer.

Prévost, (County of Terrebonne), P.Q. 41223

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES POUR LA MUNICIPALITÉ DE MACKAYVILLE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, E. Cousineau, secrétaire-trésorier, 2,042 Blvd Marie, école du Sacré-Cœur, Mackayville, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m.,

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF MACKAYVILLE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned E. Cousineau, Secretary-Treasurer, 2,042 Marie Blvd., Sacred Heart School, Mackayville, county of Chambly, until 8 o'clock p.m., Monday, December 5th,

lundi, le 5 décembre 1955, pour l'achat de $588,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville, comté de Chambly, datées du 1er décembre 1955 et remboursables par séries du 1er décembre 1956 au 1er décembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission où il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 29 juin 1955 — $181,500.00 — construction de 3 résidences; et résolution d'emprunt en date du 21 septembre 1955 — $406,500.00 — construction d'une école complémentaire de 16 classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $588,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1956	x$87,000.00
1er décembre 1957	x 91,500.00
1er décembre 1958	x 95,000.00
1er décembre 1959	x 58,500.00
1er décembre 1960	x 61,000.00
1er décembre 1961	9,000.00
1er décembre 1962	10,000.00
1er décembre 1963	10,000.00
1er décembre 1964	10,500.00
1er décembre 1965	11,500.00
1er décembre 1966	11,500.00
1er décembre 1967	12,000.00
1er décembre 1968	12,500.00
1er décembre 1969	13,500.00
1er décembre 1970	14,000.00
1er décembre 1971	15,000.00
1er décembre 1972	15,500.00
1er décembre 1973	16,000.00
1er décembre 1974	17,000.00
1er décembre 1975	17,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $396,555, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements dont trois de $95,721 chacune et deux de $54,696 chacun, de 1956 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mackayville, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à St-Lambert, ou à Mackayville, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 5 décembre 1955, à 8 heures p.m., à 2,042 Blvd Marie, école du Sacré-Cœur, Mackayville, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

1955 for the purchase of an issue of $588,000.00 of bonds of the Catholic School Commissioners for the Municipality of Mackayville, county of Chambly, dated December 1st, 1955 and redeemable serially from December 1st, 1956, to December 1st., 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st, and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan Resolution dated June 29th, 1955 — $181,500.00 — building of 3 residences; Loan Resolution dated September 21st, 1955 — $406,500.00 — erection of a complementary school of 16 classes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from January 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $588,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
December 1st, 1956	x$87,000.00
December 1st, 1957	x 91,500.00
December 1st, 1958	x 95,000.00
December 1st, 1959	x 58,500.00
December 1st, 1960	x 61,000.00
December 1st, 1961	9,000.00
December 1st, 1962	10,000.00
December 1st, 1963	10,000.00
December 1st, 1964	10,500.00
December 1st, 1965	11,500.00
December 1st, 1966	11,500.00
December 1st, 1967	12,000.00
December 1st, 1968	12,500.00
December 1st, 1969	13,500.00
December 1st, 1970	14,000.00
December 1st, 1971	15,000.00
December 1st, 1972	15,500.00
December 1st, 1973	16,000.00
December 1st, 1974	17,000.00
December 1st, 1975	17,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $396,555 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments, three of which in the amount of $95,721 and two of $54,696 each, from 1956 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Mackayville, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, St. Lambert, or Mackayville, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, December 5th, 1955, at 8 o'clock p.m., at 2,042 Marie Blvd., Sacred Heart School, Mackayville, county of Chambly.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Mackayville, (Comté de Chambly), ce 16 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
E. COUSINEAU.

2,042 Blvd Marie,
École du Sacré-Cœur, Mackayville,
(Comté de Chambly), P.Q. 41221-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH-DE-SOREL ET TRACY
(Comté de Richelieu)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, F. Vézina, secrétaire-tsésorier, 700 rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8.30 heures p.m., mardi, le 6 décembre 1955, pour l'achat de $350,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Joseph-de-Sorel et Tracy, comté de Richelieu, datées du 1er novembre 1955 et remboursables par séries du 1er novembre 1956 au 1er novembre 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 juillet 1955 — Construction d'une école pour garçons, achat de terrains, réfection du système d'éclairage au couvent, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er janvier 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $350,000.00 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1956	x$16,000.00
1er novembre 1957	x 16,000.00
1er novembre 1958	x 16,500.00
1er novembre 1959	x 17,000.00
1er novembre 1960	x 17,500.00
1er novembre 1961	x 18,000.00
1er novembre 1962	x 18,500.00
1er novembre 1963	x 19,000.00
1er novembre 1964	x 20,000.00
1er novembre 1965	x 21,000.00
1er novembre 1966	12,000.00
1er novembre 1967	13,000.00
1er novembre 1968	14,000.00
1er novembre 1969	15,500.00
1er novembre 1970	17,000.00
1er novembre 1971	18,000.00
1er novembre 1972	19,000.00
1er novembre 1973	20,000.00
1er novembre 1974	21,000.00
1er novembre 1975	21,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $142,176.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de $14,217.60 chacun, de 1956 à 1965 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Mackayville (County of Chambly), this November 16th, 1955.

E. COUSINEAU,
Secretary-Treasurer.

2,042 Marie Blvd.,
Sacred Hart School, Mackayville,
(County of Chambly), P.Q. 41221

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH-DE-SOREL AND TRACY
(County of Richelieu)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tentders for bonds" will be received by the undersigned F. Vézina, Secretary-Treasurer, 700 Montcalm Street, St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu, until 8.30 o'clock p.m., Tuesday, December 6, 1955, for the purchase of an issue of $350,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Joseph-de-Sorel and Tracy, county of Richelieu, dated Nov. 1st, 1955 and redeemable serially from November 1st, 1956 to November 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated July 19, 1955 — Erection of a boy's school, purchase of land, repairs to the lighting system at the convent, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from January 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $350,000.00 — 20 years

Year	*Capital*
Nov. 1st, 1956	x$16,000.00
Nov. 1st, 1957	x 16,000.00
Nov. 1st, 1958	x 16,500.00
Nov. 1st, 1959	x 17,000.00
Nov. 1st, 1960	x 17,500.00
Nov. 1st, 1961	x 18,000.00
Nov. 1st, 1962	x 18,500.00
Nov. 1st, 1963	x 19,000.00
Nov. 1st, 1964	x 20,000.00
Nov. 1st, 1965	x 21,000.00
Nov. 1st, 1966	12,000.00
Nov. 1st, 1967	13,000.00
Nov. 1st, 1968	14,000.00
Nov. 1st, 1969	15,500.00
Nov. 1st, 1970	17,000.00
Nov. 1st, 1971	18,000.00
Nov. 1st, 1972	19,000.00
Nov. 1st, 1973	20,000.00
Nov 1st, 1974	21,000.00
Nov. 1st, 1975	21,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $142,176.00 granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of $14,217.60 each, from 1956 to 1965 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérés à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 6 décembre 1955, à 8.30 heures p.m., au bureau de la commission scolaire, 700 rue Montcalm, St-Josph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Sorel, (Comté de Richelieu), ce 16 novembre 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
F. VÉZINA.

700, rue Montcalm, St-Joseph-de-Sorel,
(Comté de Richelieu), P.Q. 41224-o

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, Dec. 6, 1955, at 8.30 o'clock p.m., at the office of the School Commissioners, 700 Montcalm St., St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-de-Sorel, (County of Richelieu), November 16, 1955.

F. VÉZINA,
Secretary-Treasurer.

700, Montcalm Street, St-Joseph-de-Sorel,
(County of Richelieu), P.Q. 41224

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Kamouraska, Cour Supérieure, (En matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Joseph Guillaume, dit Willie d'Amours, Cabano, comté de Témiscouata, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MARDI, le SIX DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures ET TRENTE p.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Cabano, comté de Témiscouata, l'immeuble décrit comme suit:

Item *a*) Un emplacement à Cabano, mesurant cinquante-sept pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins et mesure anglaise, connu comme étant le lot N° cinq-quarante (5-40) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Louis du Ha ! Ha ! Municipalité du village de Cabano, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances quelconques; occupé comme garage.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 2 novembre 1955.

Les Syndics,
R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE.

111, Côte de la Montagne, Québec. 41104-44-2-o

Sales — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Kamouraska, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the Bankruptcy of: Joseph Guillaume dit Willie d'Amours, Cabano, county of Temiscouata, debtors.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: TUESDAY, DECEMBER SIXTH, 1955, at TWO AND A HALF o'clock p.m., there shall be sold by public auction, at the door of Parochial Church of the Parish of Cabano, county of Temiscouata, the immoveable hereinafter described as follows:

Item *a*) An emplacement at Cabano, measuring fifty-seven feet in front by seventy-five feet in depth, more or less and English measure, known as being lot No. five-forty (5-40) of the official plan and book of reference of the parish of St. Louis du Ha ! Ha ! Village Municipality of Cabano, with buildings erected thereon, some circumstances and dependencies; being used as a garage.

This Item shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to rents and other servitudes which may be attaching thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned Trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 snd 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, November 2nd, 1955.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.

111, Mountain Hill, Quebec. 41104-44-2

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, (En matière de Faillite) N° 124 (1955). Dans l'affaire de la faillite de: Eugène Chaput, failli.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le 21 DÉCEMBRE 1955, à DIX heures du matin A.M., sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de St-Athanase d'Iberville, ville d'Iberville, district d'Iberville, l'immeuble suivant:

"Un emplacement en la ville d'Iberville composé du lot numéro soixante-six du cadastre officiel de la ville d'Iberville, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur et soixante-quatorze pieds de profondeur, avec les bâtisses y érigées."

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur en charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés aux heures habituelles en s'adressant à l'étude d'Yves Deland, notaire, 196, Jacques-Cartier, St-Jean.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Montréal, ce 15 novembre 1955.

Les Syndics,
LAMARRE & INNS,
Montréal, P. Q.

41204-46-2-o

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy) No. 124 (1955). In the matter of the Bankruptcy of: Eugène Chaput, bankrupt.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: WEDNESDAY, DECEMBER 21th, 1955, at TEN o'clock a.m., there shall be sold by public auction, at the door of Parochial Church of the Parish of St. Athanase, town of Iberville, district of Iberville, the immoveable hereinafter described as follows:

"An emplacement in Iberville, measuring fifty-four (54) feet in front by seventy-four (74) feet in depth, known as being lot No. sixty-six (66) of the official Plan and Book of Reference of the town of Iberville, with buildings erected thereon."

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and other servitudes which may be attaching thereto.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the office of Yves Deland, Notary, 196, Jacques-Cartier Street, St. Johns, Que.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Montreal, November 15th, 1955.

LAMARRE & INNS,
Trustees,
Montreal, P.Q.

41204-46-2-o

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 377,662, Arsène Turcotte *et al*, demandeurs, vs Albert Turcotte *et al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Joseph Jean, le 7 octobre 1955, dans une cause dans laquelle Arsène Turcotte, bourgeois, des cité et district de Montréal, Dame Julia Turcotte, veuve de Arca Beauchamp, en son vivant employé civique, des cité et district de Montréal, et Dame Alice Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Réal Verville, bourgeois, des cité et district de Montréal, ce dernier pour autoriser son épouse, sont demandeurs; et Albert Turcotte, des cité et district de Montréal, René Turcotte, des cité et district de Montréal, Télesphore Turcotte, des cité et district de Montréal, Georges Turcotte, des cité et district de Montréal, Dame Berthe Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Ludger Bélanger, en son vivant comptable, des cité et district de Montréal, Dame Lucienne Turcotte, veuve de Louis-Philippe St-Georges, en son vivant comptable, des cité et district de Montréal, Dame Gabrielle Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Fernand Cousineau, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Dame Thérèse Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Cousineau, voyageur de commerce, de la cité de Longueil.

Sale by Licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 377,662, Arsène Turcotte *et al*, plaintiffs, vs Albert Turcotte *et al*, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Joseph Jean, on the 7th day of October 1955, in a case in which Arsène Turcotte, gentleman, of the City and district of Montreal, Dame Julia Turcotte, widow of Arca Beauchamp, in his lifetime civic employee, of the city and district of Montreal, and Dame Alice Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Réal Verville, gentleman, of the city and district of Montreal, the latter to authorize his wife, are plaintiffs; and Albert Turcotte, of the city and district of Montreal, René Turcotte, of the city and district of Montreal, Télesphore Turcotte, of the city and district of Montreal, Georges Turcotte, of the city and district of Montreal, Dame Berthe Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Ludger Bélanger, in his lifetime accountant, of the city and district of Montreal, Dame Lucienne Turcotte, widow of Louis-Philippe St-Georges, in his lifetime accountant, of the city and district of Montreal, Dame Gabirelle Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Fernand Cousineau, commercial traveller, of the city and district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Thérèse Turcotte, wife

district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Jean-Paul Turcotte, des cité et district de Montréal, Robert Turcotte, des cité et district de Montréal, André Turcotte, de la paroisse de St-Martin, district de Montréal, Jacques Turcotte, des cité et district de Montréal, Dame Madeleine Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Bastien, employé de chemin de fer, des cité et district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Dame Monique Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Laurencelle, voyageur de commerce, des cité et district de Québec, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Dame Simonne Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Georges René Boulianne, machiniste, de la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Dame Françoise Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Paul Lavigueur, menuisier, des cité et district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse Dame Jeanne d'Arc Turcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Armand Lachapelle, boucher, des cité et district de Montréal, ce dernier assigné aux présentes pour autoriser et assister son épouse, Dame Imelda Gaulin, veuve de Henri Turcotte, en son vivant bourgeois, des cité et district de Montréal, ès-qualité de curatrice à sa fille Claire Turcotte, sont défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

"Un immeuble et les bâtisses dessus érigées, se trouvant le lot originaire N° 1207, sub. (112, 113) des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Jacques, dans les cité et district de Montréal, ayant une largeur de 48 pieds par une profondeur de 94 pieds, lesdites bâtisses portant les numéros civiques 3841 à 3849 de la rue St-André sur le lot 112 et 3831 à 3839 de ladite rue St-André sur le lot 113;"

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés en bloc au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZE DÉCEMBRE 1955, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour Supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille six cents dollars ($1,600.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 3 novembre 1955.

Le Procureur des demandeurs,

41121-45-2-o ROLAND LAFONTAINE.

separated as to property by marriage contract of Maurice Cousineau, commercial traveller, of the city of Longueuil, district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Jean-Paul Turcotte, of the city and district of Montreal, Robert Turcotte, of the city and district of Montreal, André Turcotte, of the parish of St. Martin, district of Montreal, Jacques Turcotte, of the city and district of Montreal, Dame Madeleine Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Gérard Bastien, Railway employee, of the city and district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Monique Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Lucien Laurencelle, commercial traveller, of the city and district of Quebec, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Simonne Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Georges René Boulianne, machinist, of the town of Montreal North, district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Françoise Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Jean-Paul Lavigueur, joiner, of the City and district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Jeanne d'Arc Turcotte, wife separated as to property by marriage contract of Armand Lachapelle, butcher, of the city and district of Montreal, the latter summoned to these presents to authorize and assist his wife, Dame Imelda Gaulin, widow of Henri Turcotte, in his lifetime gentleman, of the city and district of Montreal, in her capacity as curatrix to her daughter Claire Turcotte, are defendants, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

"An immoveable and the buildings thereon erected, being the original lot number 1207, sub. (112-133) on the Official Plan and in the Book of Reference of the St. James Ward, in the city and district of Montreal, measuring 48 feet in width by 94 feet in depth, the said buildings bearing civic numbers 3841 to 3849 St. André street on lot 112 and 3831 to 3839 of the said St. André street on lot 113;"

The above described immoveables will be sold by auction as a whole and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of DECEMBER 1955, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in Court Room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, claudes and conditions mentioned in the List of charges filed in the Office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the Office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand six hundred dollars ($1,600.00) shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, November 3rd, 1955.

ROLAND LAFONTAINE,

41121-45-2-o Attorney for Plaintiffs.

Vente pour taxes

Province de Québec
Cité du Cap-de-la-Madeleine

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la Cité du Cap-de-la-Madeleine que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de Ville, 375 Notre-Dame dans ladite Cité, MARDI, le 6 décembre 1955, à DIX (10.00) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

François Désilets ou successeurs.— Cadastre 419, subdivision 251, borné vers le nord-est par le N° 419-255, ruelle, vers le sud-ouest par le N° 419-231, 5ième rue, vers le sud-est par le N° 419-252 et vers le nord-ouest par le N° 419-250, mesurant 25 pieds de front sur une profondeur de 80 pieds formant en superficie deux mille (2000) pieds mesure anglaise.

François Désilets ou successeurs.— Cadastre 419, subdivision 252, borné vers le nord-est par le N° 419-255, ruelle, vers le sud-ouest par le N° 419-231, 5ième rue, vers le sud-est par le N° 419-253 et vers le nord-ouest par le N° 419-251, mesurant 25 pieds de front sur une profondeur de 80 pieds formant en superficie deux mille (2000) pieds mesure anglaise.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse (maintenant Cité) du Cap-de-la-Madeleine.

Donné en la Cité du Cap-de-la-Madeleine, ce 3ième jour de novembre 1955.

Le Greffier,
41122-45-2-o ARTHUR BEAUDIN.

Sale for Taxes

Province of Quebec
City of Cap-de-la-Madeleine

Public notice is hereby given by the undersigned City clerk of Cap-de-la-Madeleine that the immoveables designated below will be sold at public auction at the City-hall, 375 Notre-Dame street of the said City, THUESDAY, December the 6th, 1955 at TEN o'clock of the forenoon in payment of municipal and school taxes and accrued interests and cost unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

François Désilets or successors.— Lot number 419-251, bounded on the North-east by lot No. 419-255, back street, on the South-west by lot No. 419-231, fifth street, on the South-east by lot No. 419-252 and on the North-west by lot No. 419-250 measuring in its front, 25 feet by 80 feet in depth forming an area of 2000 feet.

François Désilets or successors.— Lot number 419-252, bounded on the North-east by lot No. 419-255, back street, on the South-west by lot No. 419-231, fifth street, on the South-east by lot No. 419-253 and on the North-west by lot No. 419-251, measuring in its front, 25 feet by 80 feet in depth forming an area of 2000 feet.

The aforesaid immoveables are all described on the official plan and in the book of reference for the parish (now City) of Cap-de-la-Madeleine.

Given in the City of Cap-de-la-Madeleine, this 3ed day of the month of November 1955.

ARTHUR BEAUDIN,
41122-45-2-o City-Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 10557 — LES RÉVÉRENDES SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX SANG DE ST. HYACINTHE, Corporation religieuse, ayant son siège social et maison-mère en les cité et district de St-Hyacinthe, demanderesses, vs THÉODORE GOUIN, de St-Lucien district, d'Arthabaska, défendeur.

"Une terre étant la partie sud-est du lot de terre connue et désignée sous le numéro vingt-deux (P.S. 22) du septième rang de Simpson, aux plan et livre de renvoi officiels, du canton de Simpson, avec une maison et autres bâtisses y érigées, contenant quatre arpents de largeur, plus ou moins, sur la profondeur dudit lot bornée en front par un chemin public, et arrière par le cordon des rangs d'un côté au sud-est par le lot vingt-trois, dudit rang, l'autre côté au nord-ouest par Napoléon Lamothe."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Lucien, comté de Drummond,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 10557 — LES RÉVÉRENDES SŒURS ADORATRICES DU PRÉCIEUX SANG DE ST. HYACINTHE, religious corporation, having its head office at the mother-house in the city and district of St. Hyacinthe, plaintiffs, vs THÉODORE GOUIN, of St. Lucien, district of Arthabaska, defendant.

"A farm being the southeasterly part of lot of land known and designated under number twenty-two (S.P. 22), range seven of Simpson, on the plan and book of reference of the township of Simpson, with house and other buildings erected thereon, measuring four arpents in width, more or less, by the depth of said lot, bounded in front by the public highway, in the rear by the range line on one side, southeasterly, by lot twenty-three of said range, on the other side, Northwesterly, by Napoléon Lamothe."

To be sold at the parochial church door of St. Lucien, county of Drummond, THURSDAY

JEUDI le PREMIER DÉCEMBRE 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
le 24 octobre 1955. 41015-43-2-o

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 9027. { DAME VALEDA BOYER, ménagère, de Drummondville-ouest, district d'Arthabaska, épouse séparée de corps de Frank Bouchard, fils, du même lieu, demanderesse vs FRANK BOUCHARD, fils de Drummondville-ouest, district d'Arthabaska, défendeur.

"La moitié indivisé d'une portion de terre faisant partie de cette partie non subdivisée du lot numéro cent vingt-huit aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham (ptie 128), de forme irrégulière, bornée au sud et au sud-ouest par la rivière Noire, à l'ouest et au nord, en partie, par la rivière Noire, et en partie par le lot numéro sept dudit lot numéro cent vingt-huit, au nord-est par les lots numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et dix-huit dudit lot numéro cent vingt-huit, et au sud-est par la partie ci-après décrite,

"La moitié indivisé d'une portion de terre faisant partie de la partie non subdivisée du lot numéro cent trente du dit cadastre du canton de Grantham, de forme irrégulière, bornée au sud-ouest, en partie, par une autre partie de la partie non subdivisée dudit lot 130 (de laquelle partie elle est séparée par une ligne qui est le prolongement en ligne droite de la ligne nord-est du lot numéro quatre-vingt-treize dudit lot numéro cent trente jusqu'à la rivière Noire), et en partie par ladite rivière Noire, au nord-ouest par ladite partie de la partie non-subdivisée dudit lot 128 ci-dessus décrite, au nord-est, en partie par une autre partie de la partie non subdivisée dudit lot numéro cent trente étant un cimetière appartenant à l'église d'Angleterre au Canada, en partie par une autre partie de la partie non subdivisée dudit lot numéro cent trente par les lots numéros 293 à 323 inclusivement dudit lot numéro cent trente, et au sud-est en partie par les lots numéros 92, 79, 65, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 dudit lot numéro cent trente, et en partie par ledit cimetière appartenant à l'église d'Angleterre au Canada."

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de l'Immaculée Conception de Drummondville-ouest, JEUDI le VINGT-DEUX DÉCEMBRE 1955 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 9 novembre 1955. 41182-46-2-o

the FIRST day of DECEMBER 1955, a THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
October 24th, 1955. 41015-43-2

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 9027. { DAME VALEDA BOYER, housewife, of Drummondville-West, district of Arthabaska, wife separate as to bed and board of Frank Bouchard, junior, same locality, plaintiff vs FRANK BOUCHARD, junior, of Drummondville-West, district of Arthabaska, defendant.

"The undivided half of a piece of land forming part of that non-subdivided portion of lot number one hundred and twenty-eight, of the official plan and book of reference of the cadastre of the Township of Grantham (P. 128), of irregular shape, bounded to the south and southwest by Noire River, westerly and northerly, partly by the Noire River and partly by lot number seven of said lot number one hundred and twenty-eight, northeasterly by lots number one, two, three, four five, six seven and eighteen of said lot number one hundred and twenty-eight, and southeasterly by that portion, hereinafter described,

"The undivided half of a piece of land forming part of that non-subdivided portion of lot number one hundred and thirty of said cadastre of the Township of Grantham, of irregular shape, bounded to the southwest, partly by another portion of the non-subdivided part of said lot 130 (from which part it is divided by a line which is the prolongation, in a straight line, of the north-easterly line of lot number ninety-three of said lot number one hundred and thirty as far as as Noire River), and partly by said Noire River, northwesterly by the said portion of that non-subdivided part of said lot 128 hereinabove described, northeasterly, partly by another portion of the non-subdivided part of said lot number one hundred and thirty, being a cemetery belonging to the Church of England of Canada, partly by another part of that non-subdivided part of said lot number one hundred and thirty by lots number 293 to 323 inclusive of said lot number one hundred and thirty, and southeasterly, partly by lots number 92, 79, 65, 49, 50, 51, 52, 53 and 54 of said lot number one hundred and thirty, and partly by the said cemetery belonging to the Church of England of Canada."

To be sold at the Parochial Church door of l'Immaculée Conception of Drummondville-west, THURSDAY the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1955 at THREE o'clock in the afternoon.

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 9, 1955. 41182-46-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

Dans la Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 24,398. { LA CAISSE POPULAIRE DE SCOTT, corps politique et incorporé en vertu de la loi des Syndicats Coopératifs de Québec, (Chapitre 290 S.R.Q. 1941) ayant son siège social à St-Maxime de Scott, comté Dorchester, contre

BEAUCE

Fieri Facias de Terris

In the Superior Court — District of Beauce

St. Joseph de Beauce, to wit: No. 24,398. { LA CAISSE POPULAIRE DE SCOTT, a body politic and incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates (Chapter 290 R.S.Q. 1941) having its head office at St. Maxime de Scott, County of Dorchester, vs J. ALFRED

J. ALFRED GOSSELIN, entrepreneur de Scott et résidant aujourd'hui à 1065, 7ième Avenue nord, Thetford-Mines et J. P. BÉDARD, syndic licencié, résidant à Québec, en sa qualité de Syndic à la faillite de J. Alfred Gosselin & Ouellet & Lacasse, résidant à Ste-Hénédine, en leur qualité de régistrateurs de la division d'enregistrement de Dorchester, à savoir:

Un terrain situé à Saint-Maxime, Dorchester, mesurant quarante-trois pieds de front sur soixante-dix-neuf pieds de profondeur et de là soixante-neuf pieds et cinq pouces de front sur la profondeur qu'il peut y avoir jusqu'à la rivière Chaudière, le tout mesure anglaise, borné en front partie au chemin public dit route Lévis & Jackman et partie de Louis Vézina ou représentants, en profondeur à la rivière Chaudière, du côté nord-ouest au terrain dudit Louis Vézina ou représentants et du côté sud-est à une lisière de terrain appartenant à Gabrielle Théberge, veuve d'Arthur Genest et partie à un emplacement appartenant par indivis à la dite Dame Gabrielle Théberge, veuve d'Arthur Genest, à Mlle Marguerite Théberge, lequel terrain fait partie des lots numéros 732 et 733, aux plan et livre de renvois officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie Beauce, faisant aujourd'hui partie de la paroisse de Saint-Maxime, Dorchester, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Saint-Maxime, Dorchester, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 14 novembre 1955.
41183-46-2-o

[Première insertion: 19 novembre 1955]
[Seconde insertion: 3 décembre 1955]

GOSSELIN, contractor of Scott and residing presently at 1065 7th, Avenue North, Thetford Mines & J. P. BÉDARD, licensed Trustee, residing at Quebec, in his capacity of Trustee in the bankruptcy of J. Alfred Gosselin & Ouellet & Lacasse, residing at St. Hénédine, in their capacity of registrars of the Registry Division of Dorchester, to wit:

A piece of land situated in Saint Maxime, Dorchester, mesuring forty-three feet of frontage by seventy-nine feet in depth and thence sixty-nine feet and five inches of frontage by the depth which may exist as far as the Chaudière River, all of which in English measure, bounded in front, partly by the public highway, said Levis-Jackman highway, and partly by Louis Vézina or representatives, in depty by the Chaudière River, on the northwesterly side by the land of said Louis Vézina or representatives and on the southeasterly side by a strip of land belonging to Gabrielle Théberge, widow of Arthur Genest and partly by an emplacement belonging to, in undivided ownership, the said Dame Gabrielle Théberge, widow of Arthur Genest and Miss Marguerite Théberge, which land forms part of lots number 732 and 733, on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Marie de Beauce, presently forming part of the parish of Saint Maxime, Dorchester, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Saint Maxime, Dorchester, the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN oclock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph de Beauce, November 14, 1955.
41183-46-2

[First insertion: November 19, 1955]
[Second insertion: December 3, 1955]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 25,625 — JAMES GORDON RUSSELL, de Cap Chat, comté de Gaspé, demandeur: contre ERNEST LABRIE de Sacré-Cœur de Tourelle, comté de Gaspé, P. Q. défendeur:

Les droits de préemption, les améliorations, impenses et défrichements sur la moitié sud-est du lot numéro trente-quatre (34) rang quatre (4), canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église de Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, comté de Gaspé, P.Q., MERCREDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P. Q. le 24 octobre 1955.
41016-43-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Superior Court, No. 25,625 — JAMES GORDON RUSSELL, of Cap Chat, county of Gaspé, plaintiff, vs ERNEST LABRIE of Sacré-Cœur de Tourelle, county of Gaspé, P. Q., defendant.

The rights of pre-emption, improvements, upkeep and clearing on the southeast half of lot number thirty-four (34), range four (4), township of Tourelle, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies".

To be sold at the Church door of Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, county of Gaspé, P.Q., WEDNESDAY, the THIRTIETH day of NOVEMBER 1955 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P. Q. October 24th, 1955.
41016-43-2

Fieri Facias

Cour de Magistrat, Percé P. Q. N° 8019. — ROBERT BLAIS, marchand de Pabos Mills, Co. Gaspé, demandeur: contre XAVIER THIBODEAU autrefois de Pabos Mills, et la succession de Xavier Thibodeau défendeurs:

Une certaine terre sise et située dans la Municipalité de Pabos Mills mieux connue aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité

Fieri Facias

Magistrate's Court, Percé P. Q. No. 8019. — ROBERT BLAIS, merchant of Pabos Mills, Co. Gaspé, plaintiff: against XAVIER THIBODEAU, heretofore of Pabos Mills, and the estate of Xavier Thibodeau, defendants:

A certain farm situated in the Municipality of Pabos Mills, better known on the official plan nd in the reference book of the said municipality

comme étant une partie du lot N° 5-B du rang nord de "l'Anse aux Canards", municipalité de Pabos Mills, bornée à l'ouest par Henri Chouinard à l'est par Alex. Duguay, au sud par le chemin public, et au nord par le premier lac, d'une largeur d'un demi arpent par la profondeur dudit lot avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Pabos Mills, comté de Gaspé, JEUDI le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 10 novembre 1955. 41184-46-2-o

as being a part of lot No. 5-B of the North range of "Anse aux Canards", municipality of Pabos Mills, bounded on the West by Henri Chouinard, on the East, by Alex. Duguay, on the South, by the public highway, and on the North, by the first lake, one-half arpent in width, by the depth of the said lot with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Pabos Mills, county of Gaspé, THURSDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, November 10, 1955. 41184-46-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, N° 2930 — LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs J. ARMAND CADIEUX, journalier, de Buckingham, district de Hull, défendeur.

"La moitié indivisé appartenant au défendeur du lot N° 304 du cadastre officiel de la ville de Buckingham et les immeubles dessus construites".

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiales de St. Grégoire de Naziance, en la ville de Buckingham, dit district, le DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE, 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, R. ST. PIERRE.
Hull 22 octobre 1955. 40995-43-2-o

HULL

District of Hull

Superior Court No. 2930 — THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body politic and corporate, having its head office and place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs J. ARMAND CADIEUX, laborer, of Buckingham, district of Hull, defendant.

"The undivided half, belonging to the defendant, of lot No. 304, of the official cadastre of the town of Buckingham and the immoveables thereon erected".

To be sold at the parochial church door of St-Grégoire of Naziance, in the town of Buckingham, said district, the SECOND day of DECEMBER, 1955, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST. PIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, October 22nd, 1955. 40995-43-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 373303. — LÉO PERRAULT LIMITÉE, demanderesse, vs PAUL HENRI VERRET, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Mercier, dans le quartier Mercier de la cité de Montréal, composé des suivants:

a) D'un lot de terre portant le numéro trois cent soixante-dix au plan de subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, (397-370).

b) De la partie sud-est du lot numéro trois cent soixante et onze au plan de subdivision du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe (397-p. s.e. 371), mesurant 12 5/10 pieds de largeur par une profondeur de 105 pieds, contenant une superficie de 1,312.5 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, bornée en front vers le nord-est par l'avenue Mercier, d'un coté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot N° 371 du lot originaire N° 397, en arrière vers le sud-ouest par une ruelle étant le lot N° 383 du lot originaire N° 397 et de l'autre côté vers le sud-est par le lot N° 370 du lot originaire N° 397, avec la bâtisse y érigée actuellement en construction.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 octobre 1955. 41046-43-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 373303. — LÉO PERRAULT LIMITÉE, plaintiff; vs PAUL HENRI VERRET, defendant.

An emplacement fronting on Mercier avenue, in the Mercier Ward of the city of Montreal, composed of the following:

a) Of a lot of land bearing number three hundred and seventy on the subdivision plan of the original lot number three hundred and ninety-seven on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, (397-370).

b) Of the south-east part of lot number three hundred and seventy-one on the subdivision plan of the original lot number three hundred and ninety-seven on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe (397-P. S.E. 371) measuring 12 5/10 feet in width by a depth of 105 feet, containing a superficial area of 1,312.5 square feet, English measure more or less and bounded in front towards the northeast by Mercier avenue, on the side towards the northwest by the residue of the said lot no. 371 of the original Lot No. 397, in the rear towards the southwest by a lane being lot No. 383 of the original lot No. 397, and on the other side towards the southeast by lot No. 370 of the original lot No. 397 with building thereon in the process of construction.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on DECEMBER NINTH 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1955. 41045-43-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 347707. DAME ELSIE DUNNING & VIR, demanderesse vs LES HÉRITIERS DE FEU JOHN WAY, défendeurs.

Un emplacement situé en la ville de Dorval, mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, à prendre à l'extrémité nord-ouest de l'immeuble numéro huit cent soixante-sept sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Lachine, dont la ville de Dorval est un demembrement, et borné comme suit:

Vers le nord, par le chemin public: vers l'ouest, par l'immeuble numéro huit cent soixante-cinq pudit cadastre et enfin vers le sud et vers l'est par le résidu dudit immeuble numéro huit cent soixante-sept dudit cadastre.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives attachées audit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 octobre 1955. 41045-43-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal to wit: No. 347707. DAME ELSIE DUNNING & VIR, plaintiff, vs THE HEIRS OF THE LATE JOHN WAY, defendants.

An emplacement situated in the town of Dorval, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, english measure, to be taken at the northwestern extremity of the immoveable number eight hundred and sixty-seven on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Lachine, of which the town of Dorval is a dismemberment, and bounded as follows: northerly, by the public highway; westerly, by immoveable number eight hundred and sixty-five of said cadastre and finally to the south and east by the residue of said immoveable number eight hundred and sixty-seven of said cadastre.

All of which as it actually stands with servitudes both active and passive attaching to said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on DECEMBER NINTH 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, October 26th, 1955. 41045-43-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 378256. MAX GOLDMAN, demandeur, vs GIUSTI MARIO INC. *et al*, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:

Les lots de subdivision treize cent soixante-neuf et treize cent soixante-dix du lot originaire cent quatre-vingt-neuf (189-1369 et 1370) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte de la Visitation, avec la bâtisse en construction dessus érigée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 16 novembre 1955. 41203-46-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 378256. MAX GOLDMAN plaintiff, vs GIUSTI MARIO INC. *et al* defendants.

As belonging to the defendants:

Subdivision lots thirteen hundred and sixty-nine and thirteen hundred and seventy of original lot one hundred and eighty-nine (189-1369 and 1370) of the Official Plan and Book of Refenrence of the incorporated village of Côte de la Visitation, with building thereon in cours of construction.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 16th, 1955. 41203-46-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 353824. CANADIAN FAMILY FOOD PLAN LTD., demanderesse; vs D. DUSSAULT, défendeur.

"Ce certain emplacement situé dans la municipalité de Laval-Ouest, district de Montréal, portant les Nos 611-612 de la subdivision du lot originaire 185, avec l'immeuble dessus érigé portant le numéro civique 158 treizième avenue de ladite municipalité de Laval-Ouest, paroisse de Ste-Rose."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laval-Ouest, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 16 novembre 1955. 41202-46-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 353824. CANADIAN FAMILY FOOD PLAN LTD., plaintiff vs D. DUSSAULT defendant.

"That certain emplacement located at the Municipality of Laval West, district of Montreal bearing No. 611-612 of subdivision of original lot 185, with the immoveable thereon erected bearing civic number 158 Thirteenth Avenue in the said Municipality of Laval West, parish of Ste. Rose."

To be sold, at the parochial church door of the parish of Laval-West, on the TWENTY-SECOND day of DECEMBER 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 16th, 1955. 41202-46-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 79,072. { VATEL SOUS-VÊTEMENTS LTÉE, corps politique et incorporé ayant

son siège social à 611, 16ième rue à Québec, contre LINGERIE CAROLI INC., corps politique et incorporé ayant son siège social à 10 rue des Bouleaux, à Québec, et ROMÉO MORIN, résidant à Montauban-les-Mines, comté de Portneuf, à savoir:

1° Un emplacement désigné comme étant une partie du lot N° trente-neuf (39 ptie) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour le premier rang du canton Montauban de la paroisse de St-Ubald, étant situé à St-Éloi des Mines, contenant une largeur de cinquante (50′) pieds sur une profondeur d'environ cent (100′) pieds; Borné en front au sud-est au chemin public, du côté nord-est à la succession Tétreault, du côté sud-ouest au terrain ci-après décrit, et en profondeur au nord-ouest, à la succession Tétreault, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement faisant également partie du lot N° trente-neuf (39 ptie) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour le premier rang du canton Montauban de la paroisse de St-Ubald, situé à St-Éloi des Mines, contenant une largeur de cinquante (50′) pieds, par une profondeur d'environ cent (100′) pieds; borné en front au sud-est par le chemin public, du côté nord-est par le terrain en premier lieu décrit, du côté sud-ouest à Armand Léveillé et en profondeur au nord-ouest à la succession Tétreault.

A distraire une lisière de dix (10′) pieds, vendue à Armand Gosselin par acte enrégistré le 9 mars 1955, sous le N° 135-418.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Montauban-les-Mines, comté de Portneuf, le NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, 31 octobre 1955. 41093-44-2-o
[Première insertion: 5 novembre 1955].
[Deuxième insertion: 19 novembre 1955.]

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 79,072. { VATEL SOUS-VÊTEMENTS LTÉE, a body politic and incorporated, having

its head office at 611, 16th Street, at Quebec, against LINGERIE CAROLI INC., a body politic and incorporated, having its head office at 10, des Bouleaux Street, at Quebec and ROMÉO MORIN, residing at Montauban-les-Mines, county of Portneuf, to wit:

1. An emplacement designated as being a part of lot thirty-nine (Pt. 39) on the official cadastre of the county of Portneuf for the first range of the township of Montauban of the parish of St. Ubald, being situate at St. Eloi des Mines, containing a width of fifty (50′) feet upon a depth of approximately one hundred (100′) feet; bounded in front on the southeast by the public road, on the northeast by the Tétreault Estate, on the southwest side by the land herein after described, and in depth on the northwest by Tétreault Estate, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another emplacement also forming part of lot No. thirty-nine (Pt. 39) on the official cadastre of the county of Portneuf for the first range of township Montauban of the parish of St. Ubald, situate at St. Eloi des Mines, containing a width of fifty (50′) feet, by a depth of approximately one hundred feet (100′) feet; bounded in front on the southeast by the public road, on the northeast side by the land described in the first place, on the southwest side by Armand Léveillé and in depth on the northwest by the Tétreault estate.

To withdraw a strip of ten (10′) feet, sold to Armand Gosselin by registered deed on March 9th, 1955, under No. 135-418.

To be sold at the parochial church door of Montauban-les-Mines, county of Portneuf, on the NINTH day of DECEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, October 31st, 1955. 41093-44-2
[First insertion: November 5th, 1955].
[Second insertion: November 19th, 1955].

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, N° 16692. { YVON CREVIER, négociant, des cité et district de Chicoutimi, demandeur vs PAUL-ÉMILE POTVIN, garagiste, de Ste-Hedwidge, district de Roberval, défendeur.

a) Un emplacement situé en ladite paroisse Sainte-Hedwidge, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-trois (Pt. 353) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Roberval, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, et mesurant soixante-cinq pieds dans sa ligne ouest, soixante pieds dans sa ligne est et cent pieds dans chacune de ses lignes nord et sud, et borné vers l'ouest par le chemin public, vers l'est, le nord et le sud par le résidu du ditlot numéro trois cent cinquante-trois; la ligne nord dudit emplacement étant localisée à environ trois cents pieds (300′) au sud de la route;

b) Un terrain de figure triangulaire faisant

ROBERVAL

Fiere Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 16692. { YVON CREVIER, trader, of the city and district of Chicoutimi, plaintiff, vs PAUL-ÉMILE POTVIN, garage-keeper, St. Hedwidge, district of Roberval, defendant.

a) An emplacement situated in the said parish of Saint Hedwidge, forming part of a lot of land known and designated under number three hundred and fifty-three (P. 353) on the official plan and book of reference of the cadastre for range six of the Township of Roberval, with buildings erected thereon, appartenances and dependencies, and measuring sixty-five feet in its westerly line, sixty feet in its easterly line and one hundred feet in its north and south lines, and bounded westwards by the public hinghway, eastwards, northwards and southwards by the residue of said lot number three hundred and fifty-three; the northerly line of said emplacement being located at some three hundred feet (300′) south of the road.

b) A piece of land of triangular figure forming

partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-trois (Pt. 353) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Roberval, avec appartenances et dépendances, mesurant trente-cinq pieds à sa base, dans sa ligne ouest, d'où il part en rétrécissant, courant est, sur une profondeur de cent pieds, pour se terminer en point au bout de cette profondeur, et borné vers l'ouest par le chemin public, vers le sud par l'emplacement ci-dessus en premier lieu décrit, et vers le nord par le résidu dudit lot numéro trois cent cinquante-trois.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice de Roberval, comté et district de Roberval, province de Québec, le DOUZIÈME (12) jour de JANVIER 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

District de Roberval, ce 15 novembre 1955.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice de Roberval. 41200-46-2-o

part of lot of land known and designated under number three hundred and fifty-three (P. 353) on the official plan and book of reference of the cadastre for range six of the Township of Roberval, with appartenances and dependencies, measuring thirty-five feet at its base, in its westerly line, from where it commences, narrowing down and running eastwards, along a depth of one hundred feet, finishing in a point at the end of said depth, and bounded westwards by the public highway, southwards by the emplacement hereinabove and firstly described, and towards the north by the residue of said lot number three hundred and fifty-three.

To be sold at my office, at the County House of Roberval, County and district of Roberval, Province of Quebec, the TWELFTH (12) day of JANUARY 1956 at TEN o'clock in the forenoon.

District of Roberval, this November 15, 1955.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Court House of Roberval. 41200-46-2

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, N° 8841. { ALBERT SAVARD, marchand de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, P.Q. demandeur, vs EDMOND PETITPAS, de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, P.Q. défendeur.

Un lot de terre situé à Sault-au-Mouton, comté de Saguenay, mesurant environ un arpent et demi de largeur par environ vingt arpents de profondeur, sans garantie quant à la mesure, borné au Sud par le chemin Public, à l'est à Dame Vve Sarah Desbiens ou représentants, à l'ouest par la Cie Donnacona Paper Ltd., au nord par la Réserve Cantonale, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro quarante-neuf (Ptie 49) du Quatrième Rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Iberville, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sault-au-Mouton MARDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1955 à UNE heure de l'après-midi.

Et j'ai signé ce treizième jour du mois d'octobre 1955.

Le Shérif,
40996-43-2-o PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 8841. { ALBERT SAVARD, merchant of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, P.Q., plaintiff; vs EDMOND PETITPAS, of Sault-au-Mouton, county of Saguenay, P.Q., defendant.

A plot of land situated at Sault-au-Mouton, county of Saguenay, measuring about one arpent and a half in width by some twenty arpents in depth, without guarantee as to measure, bounded southerly by the public highway, easterly by Dame Sarah Desbiens, widow, or representatives, westerly by the Donnacona Paper Co., Limited, northerly by the Cantonal Reserve, known and designated as being and forming part of lot number forty-nine (P. 49) Range four, on the official plan and book of reference for the township of Iberville, with buildings erected thereon.

To be sold at the Parochial Church door of Sault-au-Mouton, TUESDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH 1955, at ONE o'clock in the afternoon.

And I have signed this thirteenth day of the month of October 1955.

PIERRE NÉRON,
40996-43-2 Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour de Magistrat, No. 43033 { PAUL-ÉMILE BRAZEAU, avocat, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demandeur, vs LAURIAN CÔTÉ, domicilié à Springhill, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Partie du lot seize (pt. 16) rang trois sud-ouest du canton de Whitton ayant une superficie de quarante-neuf acres environ. De plus le lot dix-sept du rang trois canton de Whitton, superficie d'environ cinquante acres plus ou mois."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de Springhill,

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-Francis — Sherbrooke

Magistrate's Court No. 43033 { PAUL-ÉMILE BRAZEAU, advocate, of the city of Sherbrooke, district of St-Francis, plaintiff, vs LAURIAN CÔTÉ, domiciled at Springhill, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"Part of lot sixteen (Pt. 16) range three south west of the township of Whitton having a superficies of about forty-nine acres. Moreover the lot seventeen (17) of range three township of Whitton, superficies of about fifty acres more or les."

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Springhill,

le PREMIER jour de DÉCEMBRE 1955, à ONZE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 25 octobre 1955. 40997-43-2-o

[Première insertion, le 29 octobre 1955]

the FIRST day of DECEMBER 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, October the 25th, 1955.
40997-43-2-o

[First insertion October the 29th, 1955]

Fieri Facias de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 13835. { EASTERN STEEL PRODUCTS LIMITED, corps incorporé et politique, ayant

sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto dans la province d'Ontario, demanderesse, vs JOSEPH DUBOIS, de la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Le lot 16B-105

Le lot 16B-106 dans le neuvième rang du canton d'Ascot et présentement dans les limites de la Cité de Sherbrooke, situé au coin des rues St-Marc et Roy dans le quartier ouest de la cité de Sherbrooke, ensemble avec les bâtisses et améliorations dessus érigées."

Pour être vendus "en bloc" au bureau du shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, le VINGT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, le 14 novembre 1955. 41185-46-2-o

[Première insertion, le 19 novembre 1955]

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis — Sherbrooke

Superior Court, No. 13835. { EASTERN STEEL PRODUCTS LIMITED, a body corporate and politic

having its principal place of business at the City of Toronto in the Province of Ontario, plaintiff, vs JOSEPH DUBOIS, of the City of Sherbrooke, district of St-Francis, defendant.

As belong to the said defendant:

"Lot 16B-105

Lot 16B-106 in the 9th range of the Township of Ascot and presently within the limits of the City of Sherbrooke, situated at the corner of St. Marc and Roy streets in the West Ward of the City of Sherbrooke, together with buildings and improvements erected thereon."

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, the TWENTY of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, November the 14th, 1955.
41185-46-2-o

[First insertion, November the 19th, 1955]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François — Sherbrooke

Cour Supérieure, N° 14165. { DAME ADRIENNE COUTU, fille majeure usant de ses droits, des Cité et district de Montréal, dessinatrice, demanderesse, vs DAME CARMEN NADEAU, de la ville de Magog, district de St-François, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Gaudet, entrepreneur, du même endroit, et ledit Normand Gaudet, pour autoriser son épouse aux fins des présentes seulement, tous deux actuellement de St-Elzéar, district de Montréal, défendeurs.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Un immeuble situé au coin des rues Hall et Fontaine, à Magog, connu et désigné comme étant formé des lots 918 et 919 des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Magog, avec toutes constructions dessus édifiées, déduction faite, cependant, des 63.5 de pied sud de ces dits lots."

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Jean Bosco, de Magog, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE 1955, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS. LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 14 novembre 1955.
41201-46-2-o

[Première insertion, le 19 novembre 1955]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis — Sherbrooke

Superior Court, No. 14165. { DAME ADRIENNE COUTU, spinster, of major age, making use of her own

rights, of the City and district of Montreal, designer, plaintiff, vs DAME CARMEN NADEAU, of the Town of Magog, district of St-Francis, wife contractually separated as to property of Normand Gaudet, contractor of the same place, and the said Normand Gaudet to authorize his wife hereof or the presents only, both of them actually of St-Elzéar, district of Montreal, defendants.

As belonging to the said defendant,

"An immoveable situated at the corner of Hall and Fontaine streets, at Magog, known and designated as being formed of lots 918 and 919 upon the official plan and book of reference of the twon of Magog; with all the buildings thereon erected, deduction made, however, of the 63.5 feet south of those said lots."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Jean Bosco, of Magog, the TWENTY-EIGHTH of DECEMBER 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 14th of November 1955.
41201-46-2-o

[First insertion, November the 19th, 1955]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 23928 { LOUIS VAN KOOI, peintre décorateur des cité et district de Montréal, demandeur, vs WALTER DAROLD, du village

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 23928 { LOUIS VAN KOOI, painter-decorator, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs WALTER DAROLD, of the village

de Morin Heights, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant le N° treize A (13A) du premier rang au plan et livre de renvois officiels du canton Howard dans le comté d'Argenteuil.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de St-Adolphe d'Howard le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, le 25 octobre 1955. 41018-43-2-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 363416 { PERCIVAL J. C. HILLIER, domicilié et demeurant à Morin Heights,

comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs WALTER WEEKES, constructeur, autrefois des cité et district de Montréal, présentement de lieux inconnus, défendeur.

Un emplacement situé à Morin Heights, comté d'Argenteuil, pris à même le lot de terre désigné sous le numéro trente-sept dans le troisième rang (37, Pt. R. III) du cadastre officiel du Canton Morin;

L'immeuble présentement décrit mesure cent pieds (100′) de largeur en avant le long du chemin et cent pieds (100′) de largeur en arrière sur cent quatre-vingt pieds (180′) de profondeur dans la ligne de côté nord-ouest et cent quatre-vingt pieds (180′) de profondeur dans la ligne de côte sud-est; mesure anglaise;

Cet immeuble est borné comme suit: en avant vers le sud-ouest par le chemin public allant de Morin Heights à St-Adolphe; à l'arrière vers le nord-est et sur un côté vers le nord-ouest par le résidu dudit lot No. 37 R. III, appartenant à M. William Watchorn, et de l'autre côté au sud-est par une autre partie du même lot No. 37 R. III, la propriété de M. Robert G. B. Jones.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Morin Heights le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, A. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 25 octobre 1955. 41017-43-2-o

of Morin Heights, county of Argenteuil, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land known and designated as being No. thirteen A (13A) of the first range on the official plan and in the book of reference of Howard township in the county of Argenteuil.

To be sold at the Catholic church door of the parish of St-Adolphe of Howard on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 25th, 1955. 41018-43-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 363416 { PERCIVAL J. C. HILLIER, domiciled and residing at Morin Heights,

county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, vs WALTER WEEKES, builder, heretofore of the city and district of Montreal, presently of unknown parts, defendant.

An emplacement situate at Morin Heights, county of Argenteuil, taken from the lot of land designated under number thirty-seven in the third range (37, P. R. III) of the official cadastre of Morin;

The immoveable presently described measures one hundred feet (100′) in width in front along the road and one hundred feet (100′) in width in rear by one hundred and eighty feet (180′) in depth in the line on the northwest side and one hundred and eighty feet (180′) in depth in the line on the southeast side; English measure;

This immoveable is bounded as follows: in front on the southwest by the public highway in the direction of Morin Heights to St-Adolphe; in rear, on the northeast and on one side on the northwest by the residue of the said lot No. 37 R. III, belonging to Mr. William Watchorn, and on the other side on the southeast by another part of the same lot No. 37 R. III, the property of Mr. Robert G. B. Jones.

To be sold at the Catholic church door of Morin Heights on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Jérôme, October 25th, 1955. 41017-43-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Desrosiers vs Pelletier 3565
Pérusse vs Denoncourt 3565
Vézina vs Gagnon 3565

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3500

AVIS DIVERS:

Agences La Liaison Française Inc. (Règlements) 3566
Discours du trône (Ouverture) 3567
Elite Development Corporation (Directeurs) 3566
Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc.—Veneta Family Social and Sporting Club, Inc. (Règlements) 3566
Kirk Ltd (agent) 3565

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Desrosiers vs Pelletier 3565
Pérusse vs Denoncourt 3565
Vézina vs Gagnon 3565

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3500

MISCELLANEOUS NOTICES:

Agences La Liaison Française Inc. (By-laws) 3566
Speech from the Throne (opening) 3567
Elite Development Corporation (Directors) 3566
Famiglia Veneta Social and Sporting Club, Inc.—Veneta Family Social and Sporting Club, Inc. (By-laws) .. 3566
Kirk Ltd (agent) 3565

L'Association des Manutenteurs de Coutellerie et de Plastique de St-Hyacinthe Incorporée (Formation)..... 3566
L'Association des Marchands-Détaillants du Canada, Québec Inc.— The Retail Merchants Association of Canada—Quebec Inc. (Directeurs).... 3566

CHARTES — ABANDON DE :

Canadian Yarn Corporation..... 3571
Édifice Juneau Ltée..... 3571
Mado Studio de Beauté Limitée..... 3571
Poulin & Fils, Limitée..... 3571
R. Bouchard Limitée — R. Bouchard Limited..... 3570
Simak & Myers Ltd..... 3571
Victory Realty Company Ltd..... 3570

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

Jonquière, ville de..... 3572

COMPAGNIES DISSOUTES :

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec..... 3572
Milano Furniture Co. Ltd..... 3572

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, cité de..... 3548
Association des Chiropraticiens de la Province de Québec, Inc..... 3560
Beauharnois Light, Heat and Power Company..... 3543
Bedford, ville de..... 3549
Bernierville, village de..... 3558
Berthierville, ville de..... 3554
Black Lake, Commissaires d'écoles.... 3545
Bromptonville, ville et Commission scolaire..... 3560
Canada Steamship Lines Limited.... 3560
Cap-de-la-Madeleine, cité et Commission scolaire..... 3559
Chapais, ville de..... 3561
Château d'Eau, Commissaires d'écoles catholiques..... 3556
Châteauguay, ville de..... 3552
Communauté Hellénique-Canadienne de l'Ile de Montréal..... 3564
Corporation de Gaz Naturel du Québec 3552
Corporation des Maîtres-Opérateurs Thermique de la Province de Québec. 3548
Corporation du Pont de Trois-Rivières. 3546
Côte St-Luc, ville de..... 3555
Dorval, ville de..... 3538
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec.... 3544
Grand'Mère, cité de..... 3553
Hastings, Dame Grace P..... 3560
Hauterive, ville de..... 3561
Hull, cité de..... 3542
Jacques-Cartier, cité de..... 3538
Jewish Convalescent Centre..... 3538
Joliette, cité de..... 3553
Jonquière, ville de..... 3548
La Chambre de Commerce de Québec.. 3561
Lachine, cité de..... 3562
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C..... 3555
LaSalle, ville de..... 3554
La Sarre, ville de..... 3551
L'Assomption, paroisse de..... 3555
La Tuque, Commissaires d'écoles..... 3539
La Tuque, ville de..... 3551
Les Missionnaires du Sacré-Cœur..... 3558
Les Services de santé du Québec..... 3555
Les Ursulines de Québec, *et al*..... 3545

L'Association des Manutenteurs de Coutellerie et de Plastique de St-Hyacinthe Incorporée (Formation)..... 3566
L'Association des Marchands-Détaillants du Canada, Québec Inc.— The Retail Merchants' Association of Canada,—Quebec Inc. (Directors)... 3566

CHARTERS — SURRENDER OF:

Canadian Yarn Corporation..... 3571
Édifice Juneau Ltée..... 3571
Mado Studio de Beauté Limitée..... 3571
Poulin & Fils, Limitée..... 3571
R. Bouchard Limitée—R. Bouchard Limited..... 3570
Simak & Myers Ltd..... 3571
Victory Realty Company Ltd..... 3570

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

Jonquière, town of..... 3572

COMPANIES DISSOLVED:

La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec..... 3572
Milano Furniture Co. Ltd..... 3572

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, city of..... 3548
Association des Chiropraticiens de la Province de Québec Inc..... 3560
Beauharnois Light, Heat and Power Company..... 3543
Bedford, town of..... 3549
Bernierville, village of..... 3558
Berthierville, town of..... 3554
Black Lake, School Commissioners.... 3545
Bromptonville, town and School Commission..... 3560
Canada Steamship Lines Limited..... 3560
Cap-de-la-Madeleine, city and School Commission..... 3559
Chapais, town of..... 3561
Château d'Eau, Catholic School Commission..... 3556
Châteauguay, town of..... 3552
Hellenic-Canadian Community of the Island of Montreal..... 3564
Corporation de Gaz Naturel du Quebec 3552
Master Thermal Operators of the Province of Quebec Corporation..... 3548
Corporation du Pont de Trois-Rivières. 3546
Côte St-Luc, town of..... 3555
Dorval, town of..... 3538
Fédération de l'Industrie de la Construction de la province de Québec... 3544
Grand'Mère, city of..... 3553
Hastings, Dame Grace P..... 3560
Hauterive, town of..... 3561
Hull, city of..... 3542
Jacques-Cartier, city of..... 3538
Jewish Convalescent Centre..... 3538
Joliette, city of..... 3553
Jonquière, town of..... 3548
The Quebec Board of Trade..... 3561
Lachine, city of..... 3562
La Mutuelle-Vie de l'U.C.C..... 3555
La Salle, town of..... 3554
La Sarre, town of..... 3551
L'Assomption, parish of..... 3555
La Tuque, School Commissioners..... 3539
La Tuque, town of..... 3551
Les Missionnaires du Sacré-Cœur..... 3558
Les Services de Santé du Québec..... 3555
Les Ursulines de Québec, *et al*..... 3545

Longueuil, Commission scolaire catholique ... 3560
Magog, Commissaires d'écoles ... 3547
Montréal, cité de ... 3556
Montréal-Nord, ville de ... 3545
Nicolet, ville de ... 3542
Pont-Rouge, village de ... 3552
Préville, ville de ... 3539
Prud'homme, Luc sr, *et al* ... 3541
Roxboro, ville de ... 3559
Salaberry-de-Valleyfield, cité de ... 3539
Sept-Iles, ville de ... 3564
Shawinigan Falls, cité de ... 3563
Sherbrooke, cité de ... 3559
Sillery, cité de ... 3564
St-Elzéar, ville de ... 3554
St-Gabriel de Brandon, village de ... 3546
St-Hyacinthe, cité de ... 3543
St-Jérôme, cité de ... 3540
St-Laurent, Commissaires d'écoles ... 3548
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village ... 3562
Ste-Marie, village de ... 3543
St-Pierre, ville de ... 3553
St-Raphaël de l'Ile Bizard, paroisse de ... 3562
Succession Aldéric Brunet ... 3563
Successions Benchillette et Trahan ... 3563
Succession Paul-Émile Bourret ... 3551
Succession Régina Lussier ... 3550
Succession Romulus Dufresne ... 3539
Succession J. Ulysse Ste-Marie ... 3546
Thetford Mines, cité de ... 3544
Très Saint-Sacrement, Commission Scolaire ... 3553
Trois-Rivières, cité de ... 3549
Tunnel Champlain Inc. ... 3550
Verdun, cité de ... 3563
Verdun, Commission des Écoles Catholiques ... 3548
Vézina, Joseph Claude ... 3539
Victoriaville, ville de ... 3540
Westmount, cité de ... 3545

Longueuil, Catholic School Commission ... 3560
Magog, School Commissioners ... 3547
Montreal, city of ... 3556
Montreal North, town of ... 3445
Nicolet, town of ... 3542
Pont-Rouge, village of ... 3552
Préville, town of ... 3539
Prud'homme, Luc sr, *et al* ... 3541
Roxboro, town of ... 3559
Salaberry-de-Valleyfield, city of ... 3539
Sept-Iles, town of ... 3564
Shawinigan Falls, city of ... 3563
Sherbrooke, city of ... 3559
Sillery, city of ... 3564
St-Elzéar, town of ... 3554
St-Gabriel de Brandon, village of ... 3546
St-Hyacinthe, city of ... 3543
St-Jérôme, city of ... 3540
St-Laurent, School Commissioners ... 3548
Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, village ... 3562
Ste-Marie, village of ... 3543
St-Pierre, town of ... 3553
St-Raphaël de l'Ile Bizard, parish of ... 3562
Estate Aldéric Brunet ... 3563
Estate Bouchillette et Trahan ... 3563
Estate Paul-Émile Bourret ... 3551
Estate Régina Lussier ... 3550
Este Romulus Dufresne ... 3539
Estate J. Ulysse Ste-Marie ... 3546
Thetford Mines, city of ... 3544
Très Saint-Sacrement, School Commission ... 3553
Trois-Rivières, city of ... 3549
Tunnel Champlain Inc. ... 3550
Verdun, city of ... 3563
Verdun, Catholic School Board ... 3548
Vézina, Joseph Claude ... 3539
Victoriaville, town of ... 3540
Westmount, city of ... 3545

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Ste-Agnès ... 3573
Ste-Elizabeth ... 3573
St-Louis-de-Joannes (corrections) ... 3573
Ste-Marie-Médiatrice ... 3573
Ville St-Martin ... 3573

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Ascot, canton ... 3574
Aylmer, village ... 3574
Low, canton ... 3575
Preissac, canton ... 3574
Ste-Foy, paroisse ... 3574
Sherbrooke, cité ... 3574

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Camionnage dans l'Ile de Montréal ... 3575

LETTRES PATENTES:

Addington Service Station Inc. ... 3502
Albert Tremblay Meubles Ltée ... 3503
Arco Air Conditioning & Refrigeration ... 3503
Aroy Fashions Ltd ... 3503
Artmis Lumber, Inc. ... 3504
Au Carabin Limitée ... 3504
Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. ... 3504

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Ste-Agnès ... 3573
Ste-Elizabeth ... 3573
St-Louis-de-Joannes (corrections) ... 3573
Ste-Marie-Médiatrice ... 3573
Town of St. Martin ... 3573

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Ascot, township ... 3574
Aylmer, village ... 3574
Low, township ... 3575
Preissac, township ... 3574
Ste-Foy, parish ... 3574
Sherbrooke, city ... 3574

LABOUR:
Industry or Trades of:

Cartage on the Island of Montreal ... 3575

LETTERS PATENT:

Addington Service Station Inc. ... 3502
Albert Tremblay Meubles Ltée ... 3503
Arco Air Conditioning & Refrigeration ... 3503
Aroy Fashions Ltd ... 3503
Artmis Lumber, Inc. ... 3504
Au Carabin Limitée ... 3504
Beaver Asphalt Paving Co. Ltd. ... 3504

Benrod Investment Corp. 3505
Bomba & Beaulieu, Inc. 3505
Bornite Copper Corporation Ltd. 3505
Canoram Auto Club Inc. 3506
Chartered Investment Inc. (Placements Agréés Inc.) 3506
Chibougamau Asbestos Limited 3506
Clairval Auto Ltée 3507
Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval 3507
Compagnie d'Asphalte Laurentien Inc. — Laurentian Asphalt Company Inc. 3507
Concordia Shoe Corporation 3508
Dalse Welfare Club 3508
Delson Transport Limitée 3508
Développement Bois-Joli Limitée 3509
Domar Traders Corp. 3509
Dupont Provisioners Ltd. 3509
Eastern Cigarette Service Inc. 3510
Fairville Development Corporation 3510
Federal Plastics Co. Ltd. 3510
Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal" 3511
Futura Construction Limited 3511
Gagnon & Dumas Compagnie Limitée — Gagnon & Dumas Company Limited 3512
Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée 3512
Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée 3512
Gaudreau Automobiles Ltée 3513
G. Bouchard et Frères Limitée 3513
Grand Insurance Brokerage Inc. 3513
Grand Prize Films (Canada) Ltd. 3514
H. Boisse Lumber Inc. 3514
Hôpital Crawford Inc. 3514
Hôtel Union Ltée, Québec 3515
H. W. McKenna Inc. 3515
Independent Cigar Store Inc. 3515
Iverco Limited 3516
J. C. Hammond & Company, Inc. 3516
J. M. Poirier Inc. 3516
John P. Boyle Limited 3517
Jos Sicard Construction Ltée 3517
Kingswood Inc. 3517
La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée 3518
Lagan-Aire Inc. 3518
La Ligue des Propriétaires de la Ville D'Alma 3518
Lanshar Mortgage Corporation 3519
La Société des Compteurs Projean Ltée — Projean Meters Ltd. 3519
L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated 3519
Léger Drug Co. Limited — Cie Pharmaceutique Léger Limitée 3520
Les Pétroles de Valleyfield Limitée — Valleyfield Petroleum Limited 3520
Long Island Development Corporation. 3520
M. Adelson & Son Ltd. 3521
Marigold Ltd. 3521
M. Goldsmith and Company Limited. 3522
Mistassini Trading Ltd. 3522
Mitchell's Pastry Inc. 3522
Monterey Refrigeration Ltd. 3523
Municipal Motors Ltd. 3523
Neron Transport Inc. 3523
Nettoyeurs A.B.C. Inc. — A.B.C. Cleaners Inc. 3524
Nérco Ltd. 3524
North End Jewish Business Men's Center Inc. 3524
O. Leroux Inc. 3525
Parkside Gardens Ltd. 3525
Pearl Realties Inc. 3525
Plourde & Frères Limitée 3526

Benrod Investment Corp. 3505
Bomba & Beaulieu, Inc. 3505
Bornite Copper Corporation Ltd. 3505
Canoram Auto Club Inc. 3506
Chartered Investment Inc. (Placements Agréés Inc.) 3506
Chibougamau Asbestos Limited 3506
Clairval Auto Ltée 3507
Compagnie d'Aqueduc des Iles Laval 3507
Compagnie d'Asphalte Laurentien Inc. — Laurentian Asphalt Company Inc. 3507
Concordia Shoe Corporation 3508
Dalse Welfare Club 3508
Delson Transport Limitée 3508
Développement Bois-Joli Limitée 3509
Domar Traders Corp. 3509
Dupont Provisioners Ltd. 3509
Eastern Cigarette Service Inc. 3510
Fairville Development Corporation 3510
Federal Plastics Co. Ltd. 3510
Fédération Canadienne Bouliste du Jeu de "Petanque" et "Provençal" 3511
Futura Construction Limited 3511
Gagnon & Dumas Compagnie Limitée — Gagnon & Dumas Company Limited 3512
Gagnon Frères Meubles (Alma) Ltée 3512
Gagnon Frères Meubles (St-Jérôme) Ltée 3512
Gaudreau Automobiles Ltée 3513
G. Bouchard et Frères Limitée 3513
Grand Insurance Brokerage Inc. 3513
Grand Prize Films (Canada) Ltd. 3514
H. Boisse Lumber Inc. 3514
Hôpital Crawford Inc. 3514
Hôtel Union Ltée, Québec 3515
H. W. McKenna Inc. 3515
Independent Cigar Store Inc. 3515
Iverco Limited 3516
J. C. Hammond & Company, Inc. 3516
J. M. Poirier Inc. 3516
John P. Boyle Limited 3517
Jos Sicard Construction Ltée 3517
Kingswood Inc. 3517
La Compagnie de Distribution de Télévision de Ste-Anne des Monts Incorporée 3518
Lagan-Aire Inc. 3518
La Ligue des Propriétaires de la Ville D'Alma 3518
Lanshar Mortgage Corporation 3519
La Société des Compteurs Projean Ltée — Projean Meters Ltd. 3519
L'Association des Techniciens en Industrie Laitière Incorporée — Dairy Technicians Association Incorporated 3519
Léger Drug Co. Limited — Cie Pharmaceutique Léger Limitée 3520
Les Pétroles de Valleyfield Limitée — Valleyfield Petroleum Limited 3520
Long Island Development Corporation. 3520
M. Adelson & Son Ltd. 3521
Marigold Ltd. 3521
M. Goldsmith and Company Limited. 3522
Mistassini Trading Ltd. 3522
Mitchell's Pastry Inc. 3522
Monterey Refrigeration Ltd. 3523
Municipal Motors Ltd. 3523
Néron Transport Inc. 3523
Nettoyeurs A.B.C. Inc. — A.B.C. Cleaners Inc. 3524
Norco Ltd. 3524
North End Jewish Business Men's Center Inc. 3524
O. Leroux Inc. 3525
Parkside Gardens Ltd. 3525
Pearl Realties Inc. 3525
Plourde & Frères Limitée 3526

Prince Chesterfield Inc. 3526
Restaurant des Sables, Inc. 3526
Rosemount Barrel & Drum Inc. 3527
Ross-Smith (Insulation) Co. Ltd. 3527
Samuel Jacobson Inc. 3527
Schoel Construction Inc. 3528
Service D'Optique Elite Ltée 3528
Silver Dollar Snack Bar Co. 3528
Simplex Enterprises Limited 3529
Snowdon Distributors Ltd. 3529
Sterling Agencies Inc. 3529
Stoneham Motel Inc. 3530
Terry Mining Corporation 3530
The Border Curling Club Limited 3530
The Towne Snack Bar Inc. 3531
Trans-Canada Urban Development Corp. 3531
Video System Inc. 3531

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Armstron Funeral Chapel Inc. 3532
Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited 3532
Brochet & Tremblay Ltée 3532
Canadian Alpoint Corporation 3533
Canadian Plywoods (1955) Limited 3533
Chez Butch Bouchard Limitée 3533
Collegiate Manufacturing Inc. 3533
Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd. 3534
Current Events Limited 3534
Custom Built Homes Corporation 3534
Diamond Watch Co. 3534
Fremco Lingerie Co. Ltd. 3535
Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée 3535
Gaspé Metals Limited 3535
Giffard Builders' Supply Inc. 3535
J. L. Hodgins Company Limited 3536
La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée 3536
New Royran Copper Mines Ltd. 3536
New West Amulet Mines Limited 3537
Obalski (1945) Limited 3537
Richard Veillet, Ltée 3537
Saguenay Television Service Company Limited 3537
Valleyfield Golf and Country Club Inc. 3538

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Holland Life Insurance Society Limited 3576

NOMINATION:

Président d'élection 3576

SIÈGES SOCIAUX:

Argo Construction Ltd 3577
H. W. McKenna Inc. 3576
Pegmabelle Mining Corporation 3577
Periodica Inc. 3577
Quebec Metal Products Co. Ltd. 3577
Téléphone Chibougamau Limitée 3577

SOUMISSIONS:

Bromptonville, ville 3580
Granby, cité 3581
Hull, cité 3579
Joliette, Commission scolaire 3578
Mackayville, Commission scolaire catholique 3584
Mégantic, Commission scolaire catholique 3582
Prévost, village 3583
St-Joseph-de-Sorel et Tracy, Commission scolaire 3586

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Armstron Funeral Chapel Inc. 3532
Bli-Riv Uranium & Copper Corporation Limited 3532
Brochet & Tremblay Ltée 3532
Canadian Alpoint Corporation 3533
Canadian Plywoods (1955) Limited 3533
Chez Butch Bouchard Limitée 3533
Collegiate Manufacturing Inc. 3533
Consolidated Quebec Yellowknife Mines Ltd. 3534
Current Events Limited 3534
Custom Built Homes Corporation 3534
Diamond Watch Co. 3534
Fremco Lingerie Co. Ltd. 3535
Gagnon Frères (St-Hubert) Ltée 3535
Gaspé Metals Limited 3535
Giffard Builders' Supply Inc. 3535
J. L. Hodgins Company Limited 3536
La Cie Autobus de Charlesbourg, Limitée 3536
New Royran Copper Mines Ltd. 3536
New West Amulet Mines Limited 3537
Obalski (1945) Limited 3537
Richard Veillet, Ltée 3537
Saguenay Television Service Company Limited 3537
Valleyfield Golf and Country Club Inc. 3538

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Holland Life Insurance Society Limited 3576

APPOINTMENT:

Returning-Officer 3576

HEAD OFFICES:

Argo Construction Ltd 3577
H. W. McKenna Inc. 3576
Pegmabelle Mining Corporation 3577
Periodica Inc. 3577
Quebec Metal Products Co. Ltd. 3577
Téléphone Chibougamau Limitée 3577

TENDERS:

Bromptonville, town 3580
Granby, city 3581
Hull, city 3579
Joliette, School Commission 3578
Mackayville, Catholic School Commission 3584
Mégantic, Catholic School Commission 3582
Prévost, village 3583
St-Joseph-de-Sorel et Tracy, School Commission 3586

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Chaput, Eugène 3588
D'Amours, Joseph Guillaume dit Willie 3585

VENTE PAR LICITATION:

Turcotte vs Turcotte *et al* 3588

VENTE POUR TAXES:

Cap-de-la-Madeleine, cité de 3590

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Boyer vs Bouchard 3591
Les Révérendes Sœurs Adoratrice du Précieux-Sang de St-Hyacinthe vs Gouin 3590

BEAUCE:

Caisse Populaire de Scott vs Gosselin .. 3591

GASPÉ:

Blais vs Thibodeau 3592
Russell vs Labrie 3592

HULL:

La Banque Provinciale du Canada vs Cadieux 3593

MONTRÉAL:

Canadian Family Food Plan Ltd vs Dussault 3594
Dunning *et vir* vs Héritiers de John Way 3594
Goldman vs Giusti Mario Inc. *et al* ... 3594
Léo Perrault, ltée vs Verret 3593

QUÉBEC :

Vatel Sous-vêtements, ltée vs Lingerie Caroli Inc. 3595

ROBERVAL:

Crevier vs Potvin 3595

SAGUENAY:

Savard vs Petitpas 3596

SAINT-FRANÇOIS:

Brazeau vs Côté 3596
Coutu vs Nadeau *et vir* 3597
Eastern Steel Products Limited vs Dubois 3597

TERREBONNE:

Hillier vs Weekes 3598
Van Kooi vs Darold 3597

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Chaput, Eugène 3588
D'Amours, Joseph Guillaume dit Willie 3585

SALE BY LICITATION:

Turcotte vs Turcotte *et al* 3588

SALE FOR TAXES:

Cap-de-la-Madeleine, city of 3590

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Boyer vs Bouchard 3591
Les Révérendes Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang de St-Hyacinthe vs Gouin 3590

BEAUCE:

Caisse Populaire de Scott vs Gosselin .. 3591

GASPÉ:

Blais vs Thibodeau 3592
Russell vs Labrie 3592

HULL:

The Provincial Bank of Canada vs Cadieux 3593

MONTREAL:

Canadian Family Food Plan Ltd vs Dussault 3594
Dunning *et vir* vs Heirs of John Way ... 3594
Goldman vs Giusti Mario Inc *et al* 3594
Léo Perrault, ltée vs Verret 3593

QUEBEC :

Vatel Sous-vêtements, ltée vs Lingerie Caroli Inc. 3595

ROBERVAL:

Crevier vs Potvin 3595

SAGUENAY:

Savard vs Petitpas 3596

SAINT FRANCIS:

Brazeau vs Côté 3596
Coutu vs Nadeau *et vir* 3597
Eastern Steel Products Limited vs Dubois 3597

TERREBONNE:

Hillier vs Weekes 3598
Van Kooi vs Darold 3597

41170-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.